



**Centre Thucydide**

*Analyse et recherche en relations internationales*

*Cahier Thucydide n°15*

**La construction du concept d' « Amérique latine »  
La France, les Etats-Unis et la latinisation  
du continent américain  
1823 – 1914**

Jorge Iván SÁNCHEZ BELTRÁN

Mémoire – Juin 2014

## Cahiers Thucydide

Les textes mis en ligne dans le cadre des Cahiers Thucydide sont exclusivement diffusés sous cette forme. Ils ne font pas l'objet d'une publication papier parallèle. La série rassemble des études et recherches de caractère académique réalisées dans le cadre du Centre Thucydide depuis plusieurs années. Elle est appelée à être régulièrement enrichie de nouvelles études et recherches. Il s'agit pour une part de monographies rédigées par des membres du Centre, mémoires de Master ou thèses de Doctorat, pour une autre part d'Actes de colloques, enfin de Rapports de recherche réalisés pour des institutions publiques.

Les Cahiers Thucydide n'obéissent pas à une périodicité particulière. Sont mis en ligne les travaux qui en sont jugés dignes après leur rédaction et leur évaluation. Leur numérotation suit un ordre chronologique. Les analyses qui y figurent et les opinions qui y sont émises sont celles de leurs auteurs, et le Centre Thucydide n'en assume pas nécessairement la responsabilité. Ils sont librement ouverts à la consultation des utilisateurs du site « afri-ct.org ». Le Centre Thucydide remercie ceux qui les citent, quelle qu'en soit la forme, de mentionner leur source, avec la référence aux Cahiers et leur numéro d'ordre.

### Liste des Cahiers Thucydide

- n°1 : L'instrumentalisation politique de la famine au Niger, 2004-2005
- n°2 : Doctrine du maintien de la Paix des Nations Unies : conditions de réussite des opérations de maintien de la paix
- n°3 : La Convention d'Ottawa, dix ans après
- n°4 : Christian Zionism and its Strategic Consequences for the United States, Israel and the Palestinians (en anglais)
- n°5 : La géopolitique de l'Arctique face au réchauffement climatique
- n°6 : Richesse énergétique et stabilité dans les pays en développement, de Port-Harcourt à Kashagan
- n°7 : Les Etats-Unis et « l'axe du mal » : étude d'une rhétorique des relations internationales
- n°8 : Stratégies gouvernementales pour le développement du nucléaire civil : pratiques françaises et américaines
- n°9 : Analyse, interprétation et conséquences des événements militaires en Géorgie (août 2008)
- n°10 : L'Afrique et les juridictions internationales pénales
- n°11 : La mise en place du Service européen pour l'action extérieure

Le **Centre Thucydide – Analyse et recherche en relations internationales** a été créé en 1999, dans le cadre de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2). Le Centre est généraliste et se consacre aux relations internationales dans leurs diverses dimensions, ce qui se traduit par la publication, depuis 2000, de l'Annuaire Français de Relations Internationales, publié chaque année aux éditions Bruylant. Il organise, seul ou en partenariat, des colloques et conférences en France ou à l'étranger et conduit des projets de recherche académique ou appliqués qui donnent lieu à publication ou à diffusion restreinte.

Il comporte une équipe d'une vingtaine de chercheurs, doctorants ou docteurs. Il est équipe d'accueil pour le Master Relations internationales de l'Université et pour les doctorants de l'Ecole doctorale Droit international, Droit européen, Relations internationales et Droit comparé. Il est dirigé depuis sa fondation par le professeur Serge Sur.

Il doit son nom à l'historien grec Thucydide (v. 460 av. JC / v. 400 av. JC), auteur de La Guerre du Péloponnèse (431 av. JC / 404 av. JC), considéré comme l'un des fondateurs de l'histoire mais aussi de l'étude rationnelle des relations internationales. Il est l'un des maîtres de la géopolitique comme de l'analyse des conflits et de la compétition pour la puissance entre entités politiques. Thucydide traite également des institutions publiques et met en débat les questions de la guerre et de la paix, des alliances, de la décision politique, en illustrant ce qui relève de l'action humaine, calculs, stratégies, valeurs, et les facteurs objectifs qui la conditionnent et en orientent les résultats. Humaniste et réaliste, sa pensée est pleinement moderne.

### Adresse postale

Centre Thucydide - Analyse et recherche en relations internationales  
Université Panthéon-Assas (Paris II)  
Bureau 219  
12, place du Panthéon - 75005 Paris

Site internet : [www.afri-ct.org](http://www.afri-ct.org)

LA CONSTRUCTION DU CONCEPT D'« AMERIQUE LATINE »  
LA FRANCE, LES ÉTATS-UNIS ET LA LATINISATION DU CONTINENT AMÉRICAIN  
1823-1914.

Jorge Iván SÁNCHEZ BELTRÁN

UNIVERSITÉ PANTHÉON-ASSAS – PARIS II  
FACULTÉ DE DROIT  
UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE – PARIS IV  
FACULTÉ DE SCIENCES HUMAINES – HISTOIRE  
ANNÉE UNIVERSITAIRE 2013-2014  
PARIS

La construction du concept d'« Amérique latine »  
la France, les États-Unis et la latinisation du continent américain  
1823-1914.

Mémoire de Master 2  
Mention relations internationales  
Faculté de droit  
Université Panthéon-Assas – Paris II  
Faculté de sciences humaines – Histoire  
Université Paris-Sorbonne – Paris IV

Présenté par  
Jorge Iván SÁNCHEZ BELTRÁN

Dirigé par  
M. Gilles ANDRÉANI

Année universitaire 2013-2014

*Gracias Dios.*

*Mamá, papá, hermanita. Un paso más que damos juntos.*

*Ne riez pas ; celui qui veut invariablement  
faire le monde à son image, finira par y parvenir.*

Jules MICHELET, *Introduction à l'histoire universelle*, 1831.

## **REMERCIEMENTS**

Je voudrais remercier M. le professeur Gilles Andréani pour son professionnalisme, sa patience et ses précieux conseils. Vous êtes un exemple à suivre.

Mes amis. Déjà deux années ensemble. S'efforcer est beaucoup plus facile lorsque il y a des personnes comme vous à côté.

Charles-Emmanuel, tu as mon amitié pour la vie.

Merci Paris.

## SOMMAIRE

<b>Introduction</b> .....	1
<b>Première partie.</b> L'idée d' « Amérique <i>latine</i> » : l'Amérique Hispanique après les indépendances et la naissance de la doctrine Monroe et du discours panlatiniste d'outre-Atlantique 1823-1840 ...	9
1.1 Le vecteur et le moteur de la latinité d'outre-Atlantique: le sentiment francophile chez les élites hispano-américaines et l' « internationalisation » de l'isthme centraméricain. ....	9
1.2 La première doctrine Monroe : isolationnisme et principe de non-colonisation sans solidarité.....	15
1.3 Alerte jaune en France : la prise de conscience de l'expansionnisme états-unien, la formulation du discours panlatin d'outre-Atlantique et l'idée d' « Amérique <i>latine</i> ».....	19
<b>Deuxième partie.</b> Le concept d' « Amérique <i>latine</i> » : l'expansionnisme providentiel états-unien, le panlatinisme expéditionnaire français et les premiers <i>latino</i> -américains 1840-1870. ....	23
2.1 La deuxième doctrine Monroe : providentialisme, annexionnisme et expansion sur l'Amérique centrale et les Caraïbes. ....	23
2.2 Alerte rouge en France : du discours panlatin à l'action impériale. ....	30
2.3 Ni empereurs européens ni présidents états-uniens : l' « Amérique <i>latine</i> » est née d'un combat.....	38
<b>Troisième partie.</b> L' « Amérique <i>latine</i> » traverse l'Atlantique: le panaméricanisme états-unien, la nouvelle latinité française et l'Amérique latine 1870-1914 .....	46
3.1 La troisième doctrine Monroe : le panaméricanisme ou l' « Amérique aux États-Unis ».....	47
3.2 Naine politique, géante culturelle : le panlatinisme de la Troisième République .....	53
3.3 L' « Amérique latine » s'enracine dans son propre continent : « América Latina » vs. « Latin (pan) America ».....	59
<b>Conclusion</b> .....	69
<b>Annexe.</b> Texte original des citations en langue étrangère .....	72
<b>Sources</b> .....	86
<b>Bibliographie</b> .....	90
<b>Table des matières</b> .....	95



## INTRODUCTION

*By turning names into things we create false models of reality.*

Eric WOLF, *Europe and the people without history*, 1982.

Nous sommes tellement habitués au concept d' « Amérique *latine* » et au contenu humain, géographique, historique, économique, etc. qu'il représente actuellement, qu'il ne nous vient pas souvent à l'esprit que l'expression n'a pas toujours été « là », disponible dans une boîte à outils conceptuelle. La grande opérativité que le concept possède de nos jours – la même qui nous empêche de penser à ses origines – n'efface en rien le fait que l' « Amérique *latine* » a été un produit du temps. Pour les *latino*-américains, connaître les conditions de naissance de ce nom est indispensable : il révèle ce qu'a signifié être *latino*-américain et ce que cela implique encore aujourd'hui. S'approprier l'histoire de ce nom est aussi le premier pas pour remédier aux exclusions que celui-ci a entraînées.

La partie du nom en italique, *latine*, s'explique, justement, parce qu'« il est aussi absurde en [2014] qu'il l'était [au XIX<sup>ème</sup> siècle] de suggérer que la population quadri-continentale, pluriraciale et plurilingue d'Amérique [*latine*] descendraient des latins du Latium ou des peuples européens colonisés par Rome qui ont hérité de leur langue et l'ont développée, avant de la propager de l'autre côté de l'océan »<sup>1</sup>. L'italique disparaîtra lorsque nous commencerons à traiter la décennie des années 1870, quand « Amérique *latine* » commence à prendre racine outre-Atlantique en devançant les expressions qui la concurrençaient pour dénomer la région<sup>2</sup>.

La naissance de l'expression « Amérique *latine* » ainsi que sa consolidation sur l'autre rive de l'océan sont étroitement liées à ce que l'uruguayen Arturo Ardao appelle la « pluralité multiple » qui existe au sein du continent américain. Parmi les relations de pluralité, voire d'opposition, au sein du Nouveau Monde pendant le premier quart du XIX<sup>ème</sup> siècle, Ardao fait allusion, du point de vue géographique, à l'Amérique du Nord (y compris l'isthme de l'Amérique centrale) et à l'Amérique du Sud ; du point de vue géopolitique, à l'Amérique du Sud ou méridionale et à l'Amérique du Nord (la première faisant référence aux territoires et peuples situés au sud des États-Unis) ; du point de vue linguistique et culturel, aux Amériques espagnole, portugaise, anglaise et française. Cette dernière sera l'« antécédent immédiat » de la dualité – exprimée depuis les années 1830 – qui se trouve à la base du concept d'« Amérique *latine* » : du point de vue « racial » (terme cher au XIX<sup>ème</sup> siècle), Amérique anglo-saxonne et Amérique *latine*.

---

<sup>1</sup> ESTRADA Paul, « Observaciones a don Manuel Alvar y demás académicos sobre el uso legítimo del concepto "América Latina" » *RABIDA*, n°13, 1994, p. 80. Le texte original des toutes les citations en langue étrangère incluses dans ce travail peut se consulter dans l'annexe N° 1.

<sup>2</sup> « Amérique hispanique », « Amérique du Sud » ou « méridional » – termes à connotation géographique et politique – , « Magna Colombia », parmi d'autres.

Nuance importante : dans cette première étape *latine* agissait comme adjectif plutôt que comme substantif, faisant de l'« Amérique *latine* » encore une *idée* et non pas un *concept* identitaire ou politique.<sup>3</sup>

Au XIX<sup>ème</sup> siècle cette opposition était novatrice et attirante pour les élites des nouvelles sociétés indépendantes en quête des repères identitaires. Ces élites ont bien compris que l'identité n'était pas un problème de sélection, non plus que d'archéologie, mais plutôt de création et à l'époque – elles en étaient convaincues – tout devait être créé. Le portoricain Eugenio María de Hostos (1839-1903) l'a exprimé ainsi :

L'Espagne n'a point produit de sociétés, elle en a plutôt avorté [...], toutes sont nées mortes. La révolution d'indépendance a dû tout créer : l'esprit social, le sentiment de personnalité territoriale, la volonté nationale propre, l'intelligence du droit, le principe de liberté, la notion d'autorité, les moyens organiques moraux et intellectuels d'existence sociale, les buts de la nouvelle société, la cohésion sociale, les coutumes, les croyances et la vie en commun.<sup>4</sup>

Et nous parlons des élites car dans l'Amérique Hispanique, puis *latine*, du XIX<sup>ème</sup> siècle toute impulsion créatrice ou réformatrice était dirigée « d'en haut », avec la mise à l'écart explicite des classes et des « races » subalternes. Si sur le plan interne les élites politiques de chaque pays seraient « en charge » de tout effort créateur, le domaine de l'identité régionale serait réservé à aux élites intellectuelles : les hommes qui avaient acquis le privilège de la parole et le droit à écrire l'Histoire. À eux de construire l'« Amérique *latine* ». Voilà pourquoi elle ne trouve pas ses origines dans les congrès des républiques hispano-américaines d'inspiration bolivarienne. La participation des hommes politiques dans ce processus génétique sera marginale car ils n'avaient en tête que les frontières, mentalité propre aux bâtisseurs d'États et étrangère aux bâtisseurs de régions.

Du point de vue des principes l'« Amérique *latine* » était moderne et attachée aux idées des Lumières, en raison de l'absence de la suzeraineté du roi. Modernité qui coexistait avec une société provinciale vis-à-vis de laquelle les élites étaient court-circuitées<sup>5</sup>. Ainsi donc, de la même façon qu'à l'intérieur de chaque nouvelle république la « souveraineté du peuple » signifiait la souveraineté des élites, du point de vue régional l'unité était plus facile à construire en clef culturelle « latine », patrimoine dont les élites intellectuelles se réclamaient les héritières. C'est ainsi qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle être *latino-américain* signifiait avoir été alphabétisé en espagnol et, si possible, en français, être catholique et avoir la moindre quantité possible des traces indigènes ou africaines.

---

<sup>3</sup> Cf ARDAO Arturo, *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, Caracas, Coedición Centro de Estudios Latinoamericanos Rómulo Gallegos (CERLARG), 1980. Republié en ARDAO Arturo, *América Latina y la latinidad. 500 años después*, Mexico, UNAM – Centro Coordinador y Difusor de Estudios Latinoamericanos, 1993, p. 23-25.

<sup>4</sup> DE HOSTOS Eugenio María, *Obras*, La Havane, 1976, p. 177. Cité par ROJAS-MIX Miguel, *Los cien nombres de América Latina : eso que descubrió Colón*, Barcelona, Editorial Lumen, collection « Identidad cultural » 1991, p. 65.

<sup>5</sup> Cf GUERRA François-Xavier, *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, Madrid, Ediciones MAPFRE S.A., Collection « relaciones entre España y América », 1992, p. 51-53.

Ce processus créateur ne s'est pas développé dans le vide. L'Amérique *latine* a été créée dans un contexte de forte concurrence, voire d'hostilité, internationale. Les puissances européennes, impérialistes sur la scène politique internationale, voulaient occuper la place laissée par l'Espagne sur le continent américain. De leur côté, les États-Unis d'Amérique, jeune et énergique république, voulaient, d'une part, consolider et étendre leur territoire vers l'ouest et le sud, d'autre part, s'ériger comme les leaders de l'hémisphère occidentale en le détachant de l'influence européenne au travers de la doctrine Monroe et du discours panaméricain. Le substrat de ces rivalités était la division du monde en « races », idée propre au romantisme historique du XIX<sup>ème</sup> siècle. Ce point est la clé pour expliquer, d'abord, la naissance en France d'un discours panlatiniste où l'on peut trouver l'origine de l'opposition Amérique anglo-saxonne-Amérique *latine* (où « latine » n'est encore qu'un adjectif), ainsi que pour comprendre pourquoi les élites – jusqu'à là hispano-américaines – ont trouvé leur refuge identitaire dans ce mot.

La naissance de ces « deux Amériques » est postérieure à la conceptualisation dont a été l'objet la pluralité européenne des « races » au XIX<sup>ème</sup> siècle. Même si la conscience de l'existence d'une « Europe latine » chez les Européens est ancienne, ce fut dans la première partie de ce siècle que l'opposition classique Europe germanique-Europe romaine a été dépassée en devenant plus complexe. La latinité européenne acquiert dès lors sa signification moderne en tant que catégorie de la philosophie, de l'histoire, de la culturelle et de la politique. En effet, la dualité classique du Vieux Continent a été bouleversée, en premier lieu, par la fracturation du côté germanique : la branche germanique proprement dite et la branche anglo-saxonne, ce qui s'est opérée à cause de la montée en puissance des Anglais qui a suivie la défaite de Napoléon en 1815 et, aussi, par la croissante importance des États-Unis. En deuxième lieu, Waterloo a signifié aussi l'entrée en scène des peuples slaves. Le romantisme y a trouvé de quoi fournir un nouveau lexique<sup>6</sup>.

À l'époque, l'idée des nationalités était chargée de « racialisme ». Ainsi, « l'idée [...] selon laquelle l'unité linguistique, raciale et 'culturelle' du peuple (*Volk*) précède l'unité politique de l'État constitua une alternative aux arguments plus « traditionnels » de justification de pouvoir politique par la noblesse de sang royal, ainsi qu'aux plus « modernes » s'appuyant sur la notion fictive d'un contrat fondateur »<sup>7</sup>. Alors qu'actuellement ethnique (« race ») et culture sont des concepts indépendants, au XIX<sup>ème</sup> siècle la pratique était de traiter comme un tout l'unité « raciale », linguistique, voire religieuse, des peuples. De ce fait, une nouvelle distribution ethnico-culturelle, avec un fort contenu politique, allait apparaître, cette fois-ci dans un schème

---

<sup>6</sup> Cf ARDAO Arturo, *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, p. 34-35

<sup>7</sup> FERES JÚNIOR Joao, *Histoire du concept d'Amérique Latine aux États-Unis*, traduit de l'anglais (États-Unis) par GOUNOT Yves, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 40.

quadrangulaire : germanique, slave, anglo-saxon et latin. Les deux premières branches allaient déployer les courantes pangermaniste et panslaviste, les deux dernières allaient occuper la place centrale de l'ancienne opposition germanique-romaine<sup>8</sup>. Ce fut en France que le discours panlatin fut structuré, au travers de textes qui érigèrent ce pays en guide des peuples qui parlaient des langues romaines :

Tandis que la civilisation enferme le monde barbare dans les serres invincibles de l'Angleterre et de la Russie, la France brassera l'Europe dans toute sa profondeur. Son intime union sera, n'en doutons point, avec les peuples de langues latines, avec l'Italie et l'Espagne, ces deux îles qui ne peuvent s'entendre avec le monde moderne que par l'intermédiaire de la France.<sup>9</sup>

L'« Europe latine » moderne était ainsi créée. L'existence de cette Europe étant donc la condition de possibilité de l'existence d'une opposition « raciale » dans le continent américain, d'une « Amérique *latine* ». Il est plus facile maintenant de comprendre pourquoi Michel Chevalier (1806-1879), principal idéologue du discours panlatiniste appliqué à l'Amérique et proche conseiller de Napoléon III, décrivait ce continent depuis les années 1830 au travers d'une grille de lecture « raciale ». Cependant, aspect vital, « l'idéologie romantique du panlatinisme ne provoqua pas un nationalisme proprement dit, mais un projet impérial »<sup>10</sup>.

L'admiration suscitée par les États-Unis, même avant les indépendances, chez les élites des jeunes républiques hispaniques, a vite tourné en appréhension après la découverte du côté expansionniste puis annexionniste de la doctrine Monroe depuis la fin des années 1830, lequel s'est approfondi lorsque la doctrine de la « destinée manifeste » a été ajoutée comme corollaire de la première en tant que manifestation politique du romantisme aux États-Unis. Outre-Atlantique, l'avancée états-unienne était perçue comme un danger stratégique : la France avait tout l'intérêt à voir des États-Unis forts, en capacité de rivaliser avec l'Angleterre, mais pas jusqu'au point de s'emparer de l'Amérique centrale et, qui sait, du Sud. La première était, en tout cas, la plus grande cause d'inquiétude. La fin de l'hégémonie espagnole dans cette partie de l'Amérique avait « internationalisé » l'ancien projet (un vieux rêve européen) de construire un canal interocéanique pour faire communiquer l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique en permettant ainsi le passage vers la Chine. Ce sentiment et ce projet étaient à la base de l'expédition militaire française grâce à laquelle Maximilien de Habsbourg fut proclamé empereur du Mexique en avril 1864, dignité qu'il occupa jusqu'à son exécution à Querétaro en juin 1867. Entretemps, deux hispano-américains habitant à Paris, immergés dans l'ambiance du romantisme et très au courant des agressions états-uniennes, transformaient l'idée en concept : l'« Amérique *latine* » était née en 1856 – à Paris,

---

<sup>8</sup> Cf ARDAO Arturo, *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, p. 36.

<sup>9</sup> MICHELET Jules, *Introduction à l'histoire universelle*, Paris, Librairie classique de L. Hachette, 1831. P. 73. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 3 avril 2014.

<sup>10</sup> FERES JÚNIOR Joao, *Histoire du concept d'Amérique Latine aux États-Unis*, p. 40.

certes, mais en espagnol américain. Le chilien Francisco Bilbao et le colombien José María Torres Caicedo, les deux hispano-américains à l'origine du concept, ont su aussi diriger leurs critiques, la décennie suivante, contre le pays où ils habitaient. Ceci nous aide en partie à comprendre pourquoi l'aventure mexicaine de Napoléon III n'a pas entraîné l'oubli du terme. L'«Amérique latine» est donc née d'un combat.

Au tournant des années 1870, la latinité américaine a commencé une autre étape. La timide incursion du concept d'«Amérique latine» dans son continent au début des années 1870 a vite tourné en ample acceptation. Ceci était la réponse à la radicalisation et au caractère offensif qu'avait pris la doctrine Monroe à la suite de la guerre de Sécession (1861-1865), laquelle avait empêché aux États-Uniens de s'occuper de leur entourage. Cette acceptation a été facilitée par la forte politique de promotion culturelle que la Troisième République avait entamée auprès des élites latino-américaines – toujours francophiles –, lesquelles blâmaient l'Empereur, plutôt que la France, sa culture et sa civilisation, pour la catastrophe mexicaine. La défaite de Sedan fut dans ce sens une victoire pour l'«Amérique latine».

La sphère culturelle était, en tout cas, la seule disponible à la France en Amérique latine dans la course impérialiste de la fin de siècle. La «mentalité de crise» propre à ce contexte international a été à l'origine d'une nouvelle pression états-unienne pour prendre la tête de l'hémisphère occidentale, représentée, d'abord, par le discours panaméricain – dont la manifestation fut la convocation de la première Conférence internationale américaine tenue à Washington entre 1889 et 1890 –, ensuite, par l'échec et la sortie française de Panama et le contrôle total que les États-Unis allaient avoir sous la zone où, finalement, le canal serait percé. Ces actions états-uniennes n'ont fait que consolider le concept d'«Amérique latine» chez elle, processus qui a pu compter plus tard sur le précieux renfort de l'*hispanité*, sentiment qui scellerait le processus de latinisation en Amérique et qui s'est éveillé chez les élites latino-américaines lors de la guerre hispano-états-unienne de 1898, laquelle marquerait la réconciliation culturelle des anciennes colonies avec sa Mère Patrie moribonde. Évidemment, les derniers à inclure le terme «Amérique latine» dans leur langage seraient les États-Uniens. En essayant d'effacer les traces de son origine impériale française, le président Benjamin Harrison (1889-1893) – le premier à traiter ses voisins du Sud comme des latino-Américains – n'a fait qu'arracher l'«Amérique latine» d'une orbite de domination pour l'inclure dans une autre : l'orbite panaméricaine. Ses successeurs jusqu'à Woodrow Wilson (1913-1921) allaient confirmer la tendance. Aux États-Unis on parlait donc d'une sorte de «Latin (pan) America».

La latinité a donc été le mot de passe qui a permis aux anciennes colonies espagnoles de s'intégrer au système monde en tant qu'États indépendants. L'«Amérique latine» n'était pas une

« chose » qui existait avant les indépendances ni qui est née juste après que celles-ci ont été achevées. Elle est le résultat du complexe jeu de connexions – certaines involontaires – et intérêts géopolitiques et idéologiques qu’a dominé le triangle atlantique (Europe – États-Unis – Amérique latine) tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle. En se *latinisant*, les anciennes colonies pouvaient dialoguer avec et se voir reconnues par l’Europe, s’opposer aux États-Unis et, de ce fait, construire leur propre identité, si faible ou critiquable qu’elle puisse être. L’étude du contexte et des influences propres à ce processus de *latinisation* d’une partie du continent américain constitue l’objet central de ce texte : un voyage de Paris à l’Amérique latine en faisant escale à Washington tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle, en utilisant le discours politique et culturel comme véhicule.

Certaines précisions s’avèrent nécessaires. À cette époque-là le voyage ne concernait que l’Amérique Hispanique, raison qui explique la mise de côté dans ce texte du Brésil et d’Haïti, bien que, de nos jours, ces deux pays fassent partie de l’Amérique latine. Quoique d’« inspiration » française, l’« Amérique *latine* » du XIX<sup>ème</sup> siècle s’est construite fondamentalement en espagnol américain par des intellectuels qui voyaient dans le régime républicain la clef pour consolider l’indépendance. Ceux-ci étaient les deux facteurs de cohésion qui marqueraient la ligne de fracture avec l’empire lusophone :

[...] Les écrivains et les intellectuels brésiliens, même s’ils étaient conscients que le Brésil partageait avec l’Amérique espagnole une origine ibérique et catholique commune, étaient aussi au courant de ce qui séparait le Brésil de cet autre Amérique : la géographie, l’histoire (la longue lutte du Portugal pour maintenir son indépendance vis-à-vis de l’Espagne et les expériences coloniales si différentes de l’Amérique portugaise et de l’Amérique espagnole), une économie et une société basées sur l’agriculture latifundiste et l’esclavagisme africain et, au-dessus de toute autre chose, la langue, la culture et les institutions politiques. À la différence de l’Amérique espagnole, le Brésil avait obtenu son indépendance d’une façon relativement pacifique et était resté uni sous une monarchie.<sup>11</sup>

Ainsi donc, pour les Brésiliens, l’« Amérique *latine* » n’était autre chose qu’une autre façon de faire référence à l’Amérique Hispanique. Le sentiment était similaire de l’autre côté de la frontière. Lorsque Simón Bolívar envoya en 1824 l’invitation aux gouvernements et peuples de l’Amérique en vue du Congrès de Panama, dont l’objet était de « régler nos affaires américaines », il exclut le Brésil et Haïti. En 1912, l’intellectuel argentin Manuel Baldomero Ugarte (1875-1951) fut le premier hispanophone à penser l’« Amérique *latine* » en incluant le Brésil, devenu alors une république.

Du côté européen du triangle, ni l’Espagne ni l’Angleterre ne seront prises en compte dans ce travail. Outre les États-Unis – qui se révéleront avec le temps comme étant le fédérateur négatif de la construction identitaire hispano-américaine – l’Espagne resterait l’ennemie commun

---

<sup>11</sup> BETHELL Leslie, « Brasil y “América Latina” », Traduit de l’anglais par FURQUET María, *Prismas. Revista de historia intelectual*, N° 16, 2012, p. 53-78. Disponible sur : [www.scielo.org.ar](http://www.scielo.org.ar), date de consultation : 29 septembre 2013, p. 56. La version en anglais a été publiée dans le *Journal of Latin American Studies*, Vol. 42/3, août 2010, p. 457-485.

des anciennes colonies jusqu'au 1898. En termes généraux la vie indépendante au XIX<sup>ème</sup> siècle a été marquée par un ton agressif contre l'Espagne, en caractérisant la conquête et l'époque coloniale comme une ère barbare et tyrannique, sentiment renforcé par la « légende noire » véhiculée par les œuvres des auteurs anglais et français – dont Chevalier. De ce fait, l'Espagne ne pouvait pas être, au moins d'une façon consciente, la source d'un projet identitaire quelconque pour les nouvelles républiques. A cet égard, aux mots déjà cités d'Eugenio María de Hostos (cf page 2), il ne nous reste qu'à ajouter ceux de Simón Bolívar:

Tant que nos compatriotes n'acquerront pas les talents et les vertus politiques qui distinguent nos frères du Nord, les systèmes basés sur la volonté du peuple, loin de nous être favorables, seront, je le crains, la cause de notre ruine. Malheureusement, ces qualités semblent être chez nous trop éloignées de ce qui est nécessaire ; et, au contraire, nous sommes dominés par les vices attrapés sous la direction d'une nation telle que l'Espagne, laquelle s'est seulement distinguée en férocité, ambition, vengeance et cupidité.<sup>12</sup>

Même si Bolívar lui-même avait conseillé aux constituants d'Angostura en 1819 de prendre la Constitution britannique comme source d'inspiration pour rédiger celle de la Grande Colombie (1819-1831), étant donné que celle-là « semble destinée à conférer le plus grand des biens possible aux peuples qui l'adoptent »<sup>13</sup>, il n'est pas moins vrai que les idées des Lumières et l'exemple de la révolution française auront une place centrale dans la construction identitaire et juridico-institutionnelle des jeunes républiques. L'Empire britannique, quoique libéral, restait une monarchie. De plus, lorsque le moment de parler de l'intégration au système monde des nouvelles républiques hispano-américaines est arrivé, les Britanniques ont donné la priorité aux affaires commerciales et pratiques plutôt qu'aux solidarités dynastiques du système continental des Congrès ou aux « pan projets » à connotation « raciale » ou culturelle. En juin 1822 Lord Castlereagh (1769-1822) écrivait ce qui suit au Ministre espagnol Luis de Onís (1762-1827) :

Une si grande partie du monde ne peut, sans perturber d'une façon fondamentale les relations de la société civilisée, rester longtemps sans relations reconnues et stables ; l'État qui ne peut, par son gouvernement ou par ses armes, affirmer efficacement ses propres droits sur ses dépendances, pour en assurer l'obédience et ainsi se faire responsable des relations de celles-ci avec les autres Puissances, doit tôt ou tard se préparer à voir ces relations s'établir d'elles-mêmes, par nécessité impérieuse, sous une autre forme.<sup>14</sup>

De leur côté, les Hispano-Américains ont trouvé chez les Britanniques une source d'inspiration économique plutôt que constitutionnelle ou identitaire. Une forte politique

---

<sup>12</sup> BOLÍVAR Simón, « Carta de Jamaica. Contestación de un americano meridional a un caballero de esta isla [Henry Cullen] (1815) », ZEA Leopoldo (compilateur), *Fuentes de la cultura latinoamericana I*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, Collection « Tierra Firme », 1993, p. 26.

<sup>13</sup> BOLÍVAR Simón, « Discurso de Angostura (1819) », ZEA Leopoldo (compilateur), *Fuentes de la cultura latinoamericana I*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, Collection « Tierra Firme », 1993, p. 17-32.

<sup>14</sup> Cité par WEBSTER C.K. (ed.), *Britain and the independence of Latin America, 1812 -1830 : select documents from the Foreign Office archives II*, New York – Oxford, Oxford University Press, 1970 (1938), p. 388. Cité par WADDELL D.A.G., « International politics and Latin American Independence », BETHELL Leslie (éditeur scientifique), *The Cambridge History of Latin America. Volume III. From independence to c. 1870*, Cambridge – New York – Port Chester, Cambridge University Press, 1989 (1985), p. 211.

d'emprunts de capitaux britanniques a été initiée afin de financer les processus d'indépendance et la construction nationale du point de vue matériel. La comparaison faite par Frédéric Mauro par rapport à l'influence financière du Royaume-Uni et de la France en Amérique *latine* au XIX<sup>ème</sup> siècle résume la question : « sans être aussi forte que celle des Anglo-Saxons, l'expansion financière de la France en Amérique latine n'est pas négligeable aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Elle a accompagné une expansion démographique et commerciale, mais aussi une influence culturelle qui lui a sans doute donné plus d'importance en poids qu'elle n'en avait »<sup>15</sup>. À la France l'influence idéologique et culturelle, au Royaume-Uni l'influence financière et commerciale. Toutefois, certaines références aux Britanniques seront faites dans le texte étant donné leur participation indirecte dans la formulation initiale de la doctrine Monroe et leur rivalité navale avec les États-Unis dans la mer des Caraïbes.

Ce sera donc dans ce cadre que ce texte essaiera de déterminer comment l'interaction entre le discours panlatiniste français et la doctrine Monroe et le panaméricanisme états-uniens a contribué à la construction du concept d' « Amérique *latine* » pendant la période 1823-1914. Pour ce faire, nous étudierons, dans un premier temps, comment l'idée d' « Amérique *latine* » est née. Ceci, au travers de la description de l'état d'esprit chez les élites hispano-américaines et la place de cette région dans le système monde après les indépendances, ce qui nous amènera à l'étude de la naissance de la doctrine Monroe et du début de l'expansionisme états-unien, phénomènes qui ont déclenché, à leur tour, la construction d'un discours panlatiniste d'outre-Atlantique en France (1823-1840). Dans un deuxième temps, nous passerons en revue le processus de naissance du concept d' « Amérique *latine* ». L'affermissement de la doctrine Monroe sur le plan du discours avec la doctrine de la « destinée manifeste » s'est matérialisé avec la recrudescence de l'expansionisme états-unien, ce qui a entraîné en réaction l'expédition française et le rejet des deux attitudes par des Hispano-Américains qu'ont commencé à s'identifier, à Paris, à des *Latino-Américains* (1840-1870). Finalement, nous nous pencherons sur la consolidation du concept d' « Amérique *latine* » dans son propre continent. Pour ce faire, nous expliquerons comment, malgré une première implantation timide et faible, le concept a été amplement accepté en réaction à l'augmentation de la pression des États-Unis vis-à-vis des républiques du Sud au travers du discours panaméricain et d'un fort contrôle territorial cette fois-ci non anxionniste. Acceptation qui a été catalysée par le renforcement du sentiment *latin* chez les élites *latino-américaines* au travers de l'*hispanité* ainsi que par la forte politique culturelle qui a caractérisé la présence de la France dans la région sous la Troisième République (1870-1914).

---

<sup>15</sup> MAURO Frédéric, « Les investissements français en Amérique latine XIX<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles », LÉVY-LEBOYER Maurice (textes réunis et présentés par), *La position internationale de la France. Aspects économiques et financiers XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1977, p. 193.



## PREMIÈRE PARTIE

### L'idée d' « Amérique *latine* » : l'Amérique Hispanique après les indépendances et la naissance de la doctrine Monroe et du discours panlatiniste d'outre-Atlantique. 1823-1840

*La interpretación de nuestra realidad con esquemas ajenos sólo contribuye a hacernos cada vez más desconocidos, cada vez menos libres, cada vez más solitarios.*

Gabriel GARCÍA MÁRQUEZ, *La soledad de América Latina*, 1982.

De la même façon que la « découverte » du Nouveau Monde a représenté au XV<sup>e</sup> siècle le point de départ du processus de genèse de son nom<sup>16</sup>, les indépendances marquent l'origine du processus de création de l' «Amérique *latine* ». En fait, jusqu'aux années 1830 il n'existe ni l'*idée* ni le *concept*. La première apparaîtra en France au milieu de cette décennie sous la plume de Michel Chevalier qui, en caractérisant les grandes « races » qui peuplaient le continent, sera à l'origine du découpage en deux de l'Amérique. Les jeunes républiques avaient hérité des expressions Nouveau Monde, Amérique, Amérique du Sud, Amérique méridionale ou tout simplement Amérique hispanique. Personne ne parlait de l' «Amérique *latine* »<sup>17</sup>.

#### 1.1 Le vecteur et le moteur de la latinité d'outre-Atlantique: le sentiment francophile chez les élites hispano-américaines et l' « internationalisation » de l'isthme centraméricain.

La latinité avait besoin d'un moteur et d'un vecteur pour traverser l'océan. La fin de l'hégémonie espagnole en Amérique hispanique a entraîné l' « internationalisation » de la région, c'est-à-dire, l'ouverture à la concurrence pour que d'autres puissances remplissent le vide de pouvoir. Le désir de le combler sera le moteur profond du discours panlatin. Le vecteur qu'allait transposer l'idée de l'existence d'une « latinité américaine » de la mentalité française à l'esprit des élites hispano-américaines fut le sentiment francophile chez ces dernières. Les élites voyaient dans les idées des Lumières et dans la civilisation française les clés pour construire les nouvelles sociétés indépendantes. Dans ce sens, tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle, la communication et l'échange d'idées France-Amérique hispanique seront fortement déterminés par les intérêts géostratégiques de la première et par la position de repère que le pays européen avait dans l'imaginaire des élites de la deuxième.

##### 1.1.1 À l'origine du sentiment francophile chez les élites hispano-américaines : le lien entre les révolutions d'indépendance et la Révolution française.

L' « Amérique hispanique » était une expression chère au roi dépossédé Ferdinand VII d'Espagne, qui s'opposait farouchement à la perte de la plupart de ses colonies d'outre-mer. Bien

---

<sup>16</sup> Pour approfondir sur ce processus génétique : O'GORMAN Edmundo, *La invención de América : el universalismo de la cultura occidental*, UNAM, Mexico, 1958.

<sup>17</sup> Cf ARDAO Arturo, *Genesis de la idea y el nombre de América Latina*, p. 27-29.

que le Congrès de Vérone de 1822 ait autorisé la France à intervenir en Espagne afin de rendre le pouvoir pris par les libéraux au roi, ce dernier est arrivé trop tard (18 octobre 1823). Au delà du simple rapport de forces, les changements défavorables à sa cause s'étaient opérés dans la mentalité des élites du Nouveau Monde et ils étaient déjà irréversibles. Elles avaient été marquées par les développements qui s'étaient succédés depuis 1776 dans le régime républicain du Nord et aussi, surtout, depuis 1789 dans la France révolutionnaire.

Le lien entre les deux processus révolutionnaires est étroit car chacun d'entre eux, dans leurs sociétés respectives, marquera le passage à la modernité politique par la voie de la rupture. Les protagonistes de chaque épisode étaient convaincus qu'ils étaient en train de dépasser les structures de leurs sociétés d'ancien régime au travers de la création d'un homme nouveau – l'individu –, et d'une nouvelle politique dirigée par un nouveau souverain – le peuple. Ainsi, la Révolution française – qui a eu lieu vingt ans avant le début des processus d'indépendance d'outre-Atlantique – ne pouvait qu'être autre le grand repère des révolutionnaires hispano-américains. Les mêmes grandes questions qui s'étaient posées en France se posaient en Amérique : comment représenter le peuple ? Qu'est-ce que la nation ? Un nouveau système de références et de nouveaux codes culturels et politiques étaient en train d'être adoptés, tous avec un axe commun : l'identification de la France révolutionnaire avec la modernité<sup>18</sup>. On entendait souvent dire que l'indépendance en Amérique était fille de la Révolution française. Dans les mots de l'argentin Juan Bautista Alberdi (1810-1884) « depuis que nous avons cessé d'être une colonie, notre parenté avec l'Espagne a pris fin. Nous sommes des enfants de la France »<sup>19</sup>. Même si cette phrase, bien que compréhensible à l'époque, est quelque peu exagérée, elle démontre bien l'attachement des élites hispano-américaines de l'époque à l'orbite culturelle française.

Et pourquoi le modèle de la « liberté à l'anglaise » n'a-t-il pas été suivi par les élites ? Simón Bolívar n'avait-il pas conseillé aux constituants d'Angostura de prendre la constitution anglaise comme référence ? La situation des États-Unis – ancienne colonie – n'avait-elle pas été plus similaire à celle qu'occupait au début du XIX<sup>ème</sup> l'Amérique hispanique ? Le modèle de rupture « choisi » – en tout cas ainsi compris – par les leaders des indépendances diffère substantiellement des modèles anglais et états-unien. Les élites voyaient la « liberté à la française » comme une liberté nouvelle et abstraite qu'il fallait construire en suivant le modèle théorique de la révolution, là où la « liberté à l'anglaise » était vue comme une pratique traditionnelle qu'il fallait conserver et perfectionner, en somme, construire pas à pas. La rupture avec le passé colonial –

---

<sup>18</sup> Cf GUERRA François-Xavier, *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, p. 13-16.

<sup>19</sup> Cité par GUERRA François-Xavier, « La lumière et ses reflets : Paris et la politique latino-américaine », KASPI André et MARÈS Antoine (directeurs), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, Collection « Notre siècle » – Dirigée par DUROSELLE Jean-Baptiste, Paris, Imprimerie Nationale, 1989, p. 181.

croyaient-elles – exigeait la création, *ex nihilo*, d'un pacte social nouveau, d'une véritable mutation culturelle, politique et, en conséquence, identitaire. La Révolution française s'érigait donc comme modèle et contre-modèle des processus d'indépendance :

Le modèle français d'une Révolution considérée comme un commencement absolu, comme une origine radicalement nouvelle, plaçait d'emblée et définitivement les nouveaux pays latino-américains dans l'aire de la politique moderne de type français. On pourra certes imiter la Constitution anglaise, mais l'imitation elle-même, parce qu'elle est une invention, appartient déjà au modèle français, car l'Angleterre n'a précisément pas de Constitution écrite de type moderne.<sup>20</sup>

Pendant les processus d'indépendance, une grande partie des idées révolutionnaires françaises est passée aux élites hispano-américaines dans sa langue maternelle au travers des libéraux espagnols. Une fois le processus achevé, la route d'accès aux idées françaises – nécessaires pour remplir le « vide » laissé par le supposé effacement de l'élément traditionnel espagnol – est devenue plus directe : émigration en Amérique des militaires, politiciens et intellectuels français, publication des ouvrages français, apprentissage de la langue et, surtout, « voyages d'initiation » et séjours prolongés à Paris, place privilégiée de la modernité au XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>21</sup>. Pendant ce siècle, l'importance de la présence hispano- puis *latino*-américaine à Paris ne se mesurait pas par le nombre de personnes qui la composaient mais plutôt par l'influence qu'elles avaient chez eux. Dans leurs pays, le sentiment national l'emportait, mais dans la capitale française « ces hommes qui ne se connaissaient pas [constataient] la concordance des problèmes de leurs pays respectifs, [constituaient] des réseaux de relations et [jetaient] même les bases d'une action commune »<sup>22</sup>. Dans un certains sens, Paris avait pris le relais de Madrid, elle était devenue une sorte de « métropole par substitution »<sup>23</sup>.

Au contraire de ce qui s'est passé en Europe, toute tentative de restauration en Amérique hispanique allait être défaite d'une façon écrasante et la « modernité à la française » ne serait jamais plus remise en question. Pendant que l'Europe faisait le retour aux régimes monarchiques, voire absolutistes, les pays de l'Amérique hispanique conservaient des régimes constitutionnels républicains. La rupture avec la légitimité royale fut lente et douloureuse, mais définitive. Il n'est donc pas étonnant que la république des États-Unis d'Amérique ait justement été la première à reconnaître formellement les pays hispano-américains.

Cette primauté de la souveraineté « populaire » et de la logique représentative dans l'imaginaire des élites hispano-américaines est donc à l'origine du fait que l'influence française ait subsisté tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle, période pendant laquelle « les conjonctures politiques et culturelles de la France ont été dominantes dans tout le monde latin, et plus particulièrement, en

---

<sup>20</sup> GUERRA François-Xavier, « La lumière et ses reflets : Paris et la politique latino-américaine », p. 179.

<sup>21</sup> Cf GUERRA François-Xavier, *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, p. 48-50.

<sup>22</sup> GUERRA François-Xavier, « La lumière et ses reflets : Paris et la politique latino-américaine », p. 172.

<sup>23</sup> GUERRA François-Xavier, « La lumière et ses reflets : Paris et la politique latino-américaine », p. 180.

Amérique *latine* »<sup>24</sup>. Prédominance qui s'est renforcée avec l'avènement de la Troisième République, qui a incarné, presque cent ans après le déclenchement de la Révolution française, la logique représentative. L'influence française dans le monde hispano-américain n'a donc pas été un effet de mode mais un élément structurant du XIX<sup>ème</sup> siècle *latino-américain*<sup>25</sup>.

Du point de vue des idées – et du point de vue des élites hispano-américaines – la relation de leurs pays avec la France et les États-Unis partait donc du bon pied. La France fournissait le discours et les idées pour construire la vie en liberté et rapprocher les jeunes républiques, les États-Unis fournissaient le soutien politique. Mais la France et les États-Unis furent pensés d'une façon trop abstraite par les élites. Les intérêts l'emportaient et, en l'occurrence, l'intérêt était presque une obsession.

### 1.1.2 L' « internationalisation » de l'isthme centraméricain

Les indépendances de l'Amérique hispanique, vues de dehors par les puissances européennes et par les États-Unis, ne représentaient pas un laboratoire de liberté mais la clé qui ouvrait la porte à un terrain de jeu autrefois fermé par Madrid. L'Espagne partie, d'autres puissances voyaient dans leurs relations directes avec les jeunes républiques une voie plus dégagée pour gagner de nouveaux marchés, de nouveaux fournisseurs de matières premières et, avant tout, un contrôle de la zone où devait être percé le canal interocéanique qui permettrait le passage vers la Chine : l'Amérique centrale.

L'idée d'une communication maritime entre l'Océan Pacifique et l'Océan Atlantique était aussi ancienne que la découverte du Nouveau Monde, mais la question du percement de l'Isthme de Panama ne prenait pas au XVIII<sup>e</sup> siècle un caractère international, puisque l'Espagne, alors une grande puissance, était maîtresse incontestée de toute l'Amérique centrale. La révolte des colonies espagnoles et l'établissement de petites Républiques indépendantes sur les bords de l'Atlantique et du Pacifique lui donnèrent ce caractère.<sup>26</sup>

La retraite espagnole a ravivé, plus qu'une « idée », un vieux rêve européen. La rhétorique utilisée par Michel Chevalier dans son article « L'Isthme de Panama » (1844) le met en évidence :

Ce n'est pas une chose nouvelle que de s'occuper d'un passage de l'Océan Atlantique au Grand-Océan, des mers qui emplissent le vaste et profond chenal ménagé par la nature entre l'Europe et le continent américain à celles qui baignent de leurs flots les côtes de la Chine et du Japon et l'autre littoral de l'Amérique. Christophe Colomb, quand, sur ce vaisseau si long-temps (sic) sollicité, il s'embarqua pour l'expédition à jamais mémorable qui nous donna un nouveau monde, avait pour but de montrer aux

---

<sup>24</sup> GUERRA François-Xavier, *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, p. 54. Italiques ajoutés.

<sup>25</sup> Cf GUERRA François-Xavier, *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, p. 51-54.

<sup>26</sup> DELARÛE DE BEAUMARCHEIS Maurice, *La doctrine de Monroë*, Paris, Librairie de la Société du recueil général des lois et des arrêts et du journal du palais, 1898, p. 101. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 27 mars 2014.

hommes un passage plus facile vers la Chine. [...] Mais Colomb ne vit pas de ses yeux l'Océan Pacifique. Cet honneur fût réservé à Vasco Nuñez de Balboa [en 1513].<sup>27</sup>

Ce texte allait être complété par Louis-Napoléon Bonaparte deux ans plus tard. En effet, après avoir échappé à son emprisonnement au Fort de Ham, le futur Napoléon III allait écrire et publier à Londres, sous le pseudonyme N.B.L., l'opuscule intitulé *Canal of Nicaragua or, a project to connect the Atlantic and Pacific oceans by means of a Canal* (1846), ouvrage qui mettait en évidence les amples connaissances que le prince avait sur l'économie politique du Nouveau Monde. Il décrivait ainsi le « rêve » :

La jonction des océans Atlantique et Pacifique, au travers d'un canal traversant le centre du Nouveau Monde, est une question à l'importance reconnue ; elle va diminuer, des trois cent milles, la distance qui sépare l'Europe de toute la côte occidentale de l'Amérique ainsi que de l'Océanie ; elle va rendre la communication avec la Chine, le Japon, la Nouvelle Zélande et la Nouvelle Hollande, prompte et facile, grâce aux bateaux à vapeur ; une telle entreprise va élever de façon immédiate, jusqu'un degré prodigieux de prospérité, tous ces pays qui mobilisent pour cette tâche chaque année entre deux à trois mille marins ; elle ouvrira de nouveaux débouchés pour la production européenne ; en un mot, elle fera avancer de plusieurs siècles le progrès de la Chrétienté et de la civilisation à travers la moitié du globe.<sup>28</sup>

Comme aucun des nouveaux États ne pouvait « demeurer pleinement à l'abri des sollicitation des grandes puissances [...] celles-ci devaient chercher à dominer dans les Républiques sur les territoires desquelles les ingénieurs projetaient de creuser le futur canal »<sup>29</sup>. Ces territoires furent soigneusement décrits par Chevalier :

Au premier abord, il semble nécessaire d'explorer minutieusement, sur chacun des flancs de l'Isthme, [...] pour découvrir le point où devrait être placé le canal des deux océans. [...] On reconnaît bientôt que le nombre des localités où l'on peut, avec chance de succès, rechercher un passage est assez restreint [...] Enumérons-les :

1. – En commençant par le nord, on rencontre d'abord l'isthme de Tehuantepec [au Mexique] [...]
2. – De l'autre côté il y a la presqu'île de Yucatan, la carte indique, du fond de la baie de Honduras. [...]
3. – Plus à midi, [...], une belle nappe d'eau, le lac de Nicaragua, communiquant avec l'Atlantique par un magnifique fleuve, le San-Juan de Nicaragua. [...]
4. – Ensuite apparaît l'Isthme de Panama proprement dit. C'est là que la longue chaussée qui relie l'une à l'autre les deux Amériques a son minimum d'épaisseur. [...]
5. – Enfin là où l'Isthme cesse et où l'Amérique de Sud s'épanouit brusquement en un vaste éventail, on trouve, sur la surface même de cette Amérique, un passage remarquable entre les deux océans. Dans le golfe de Darien [en Colombie] [...]

---

<sup>27</sup> CHEVALIER Michel, « L'Isthme de Panama », *Revue des deux mondes*, tome cinquième – quatrième année – nouvelle série, Paris, Bureau de la Revue de deux mondes, 1844, p. 10-11. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 3 avril 2014.

<sup>28</sup> BONAPARTE Louis-Napoléon (sous le pseudonyme N.L.B.), *Canal of Nicaragua or, a project to connect the Atlantic and Pacific oceans by means of a Canal*, Londres, Mills & Sons, 1846, p. « C ». Disponible sur [www.googlebooks.com](http://www.googlebooks.com), Date de consultation : 7 avril 2014.

<sup>29</sup> DELARÛE DE BEAUMARCHAIS Maurice, *La doctrine de Monroë*, p.101

[...] Ainsi nous arrivons à cette conclusion, que, sur beaucoup de points, il est possible d'opérer entre les deux océans des jonctions d'utilité locale que les pouvoirs publics des différents États entre lesquels l'isthme est partagé ne sauraient trop encourager.<sup>30</sup>

À l'époque, l'Isthme était partagé par les « pouvoirs publics » du Mexique (options 1 et 2), de la République fédérale d'Amérique centrale<sup>31</sup> (option 3) et de la République de la Nouvelle Grenade<sup>32</sup> (options 4 et 5). Si c'était à l'auteur de décider, il aurait choisi dans cet ordre-là : « d'après ce qui précède, on doit croire qu'il y a très peu de chances de trouver ailleurs un tracé plus avantageux que celui du lac de Nicaragua, et surtout de l'Isthme de Panama proprement dit »<sup>33</sup>. Après la lecture des recommandations de Chevalier – comme il le rend explicite dans la quatrième page de son ouvrage – Bonaparte penche plutôt pour l'option 3 :

Il y a dans le Nouveau Monde un État aussi admirablement placé que Constantinople, et nous devons le dire, à présent, aussi inutilement occupé ; nous faisons allusion à l'État de Nicaragua. [...] [Cet État] peut devenir, mieux encore que Constantinople, la route la plus nécessaire au grand commerce du monde, car il est, pour les États-Unis, le chemin le plus court pour aller en Chine et aux Indes Orientales, et pour l'Angleterre et le reste de l'Europe, pour aller à la Nouvelle Hollande, en Polynésie et à la côte occidentale de l'Amérique.<sup>34</sup>

Une fois décrit l'objet du désir, il ne nous reste qu'à nous occuper de ceux qui le nourrissaient pour compléter l'image que les puissances se faisaient de l'Amérique hispanique. Chevalier l'a bien résumé :

Les États-Unis sont plus que l'Europe voisins de l'Isthme, et ainsi, pour eux, le bénéfice du percement ressort plus manifeste. Pour se rendre de New-York ou de la Nouvelle-Orléans à Guayaquil, à Lima, à Valparaiso, la route de l'Isthme serait presque en ligne droite. De New-York ou de Boston à Canton, il y a, par la route actuelle du cap de Bonne-Espérance, 25,000 kilomètres ; par l'Isthme de Nicaragua, il n'y en aurait plus que 23,300. Relativement à cette destination, le passage de l'Isthme allonge pour l'Europe ; il raccourcit pour les bâtiments des États-Unis.<sup>35</sup>

De son côté, Bonaparte, qui voyait en l'Angleterre la principale menace (ou voulait aussi la pousser à l'action) s'est exprimé ainsi : « La France, l'Angleterre, la Hollande, la Russie et les États-Unis, ont un grand intérêt commercial dans l'établissement d'une communication entre les deux océans ; mais l'Angleterre a, plus que les autres puissances, un intérêt politique dans l'exécution de ce projet »<sup>36</sup>. Par ailleurs, levant l'ancre en Europe et débarquant en Chine après avoir traversé le continent américain, le rêve finissait en Égypte :

---

<sup>30</sup> CHEVALIER Michel, « L'Isthme de Panama », p. 6-7 et 64.

<sup>31</sup> Actuelles Républiques du Guatemala, du Salvador, du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica.

<sup>32</sup> Actuelles Républiques de Colombie et de Panama.

<sup>33</sup> CHEVALIER Michel, « L'Isthme de Panama », p. 62.

<sup>34</sup> BONAPARTE Louis-Napoléon (sous le pseudonyme N.L.B.), *Canal of Nicaragua or, a project to connect the Atlantic and pacific oceans by means of a Canal*, p. 6.

<sup>35</sup> CHEVALIER Michel, « L'Isthme de Panama », p. 22 et 24.

<sup>36</sup> BONAPARTE Louis-Napoléon (sous le pseudonyme N.L.B.), *Canal of Nicaragua or, a project to connect the Atlantic and pacific oceans by means of a Canal*, p. 6.

Il est un projet de canal auquel on ne peut s'empêcher de comparer celui de l'isthme américain. Je veux parler du percement de l'isthme de Suez. Ces deux isthmes sont associés dans tous les esprits ; il n'est pas une intelligence où Suez ne rime à Panama.<sup>37</sup>

Pendant que les élites hispano-américaines regardaient émerveillées la France, celle-ci tombait amoureuse de l'image que les océans reflétaient d'elle-même. De leur côté, les états-unienens n'étaient pas disposés à laisser aux européens tous les fruits d'un voyage à travers le continent américain.

## **1.2 La première doctrine Monroe : isolationnisme et principe de non-colonisation sans solidarité**

Après la reconnaissance des nouveaux États, la formulation de la doctrine Monroe fut la première manifestation importante de politique étrangère des États-Unis vis-à-vis de la « Spanish America », façon dont ils appelaient la région située au Sud de leurs frontières jusqu'à la dernière décennie du XIX<sup>ème</sup> siècle. L'évolution de ce discours – le passage de l' « Amérique aux Américains » des années 1820 à l' « Amérique aux États-Unis » des années 1890 – relève d'une complexe interaction d'aspects culturels et politiques internes avec la conjoncture internationale. Nous nous occuperons ici de ses conditions de naissance et des clés politiques pour l'interpréter.

### **1.2.1 La naissance de la doctrine Monroe : isolationnisme et principe de non-colonisation.**

Quoiqu'on entende souvent dire – assez légèrement – que la doctrine Monroe est une invention anglaise récupérée par Washington et propre aux années 1820, il est clair que cette déclaration politique trouve ses racines dans les origines de la République du Nord. Lors des premières années des guerres de la Révolution française, le Président George Washington (1789-1797) fit l'objet de pressions internes afin de prendre position dans le conflit. Les fédéralistes soutenaient l'Angleterre, les démocrates-républicains la France avec laquelle les États-Unis avaient signé un traité d'alliance. En 1794 Washington choisit la neutralité. Dans son « message d'adieu » de 1796, le président a exprimé les raisons profondes de cette décision en établissant les idées isolationnistes qui allaient marquer la politique étrangère états-unienne jusqu'à la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle :

Notre Grande règle de conduite envers les nations étrangères est d'étendre nos relations commerciales afin de n'avoir avec elles qu'aussi peu de liens politiques qu'il est possible. Autant que nous avons déjà formé des engagements remplissons-les, avec une parfaite bonne foi. Et tenons-nous en là. L'Europe a un ensemble d'intérêts primordiaux, qui avec nous n'ont aucun rapport, ou alors très lointain. Par conséquent elle est engagée dans de fréquentes polémiques, dont les causes sont essentiellement étrangères à nos soucis. Par conséquent donc il est imprudent pour nous de nous impliquer, à cause de liens artificiels, dans les vicissitudes ordinaires de sa politique, ou dans les combinaisons et les conflits ordinaires de ses amitiés ou de ses inimitiés. [...] Pourquoi renoncer aux avantages d'une situation si particulière ? Pourquoi quitter notre propre sol pour se tenir sur une terre étrangère ? Pourquoi, en entretenant notre destin avec

---

<sup>37</sup> CHEVALIER Michel, « L'Isthme de Panama », p. 64.

celui d'une quelconque part de l'Europe, empêtrer notre paix et notre prospérité dans les labeurs des ambitions, rivalités, intérêts, humeurs ou caprices européens ? *C'est notre politique véritable d'avancer exempt d'Alliances permanentes avec n'importe quelle partie du Monde étranger* - Aussi loin, veux-je dire, que nous sommes maintenant capables de le faire.<sup>38</sup>

Maintenant nous pouvons le dire. Certes, Londres fut à l'origine de la doctrine Monroe car les « inimitiés européennes » furent la cause conjoncturelle de sa naissance. Au Congrès de Vérone de 1822 les puissances conservatrices d'Europe s'accordèrent pour réprimer les mouvements libéraux du continent. La France fut donc chargée de rendre au roi d'Espagne, Ferdinand VII, le pouvoir qu'il avait perdu l'année précédente. La victoire française eut lieu le 18 octobre 1823 et avec elle est arrivé un sentiment d'appréhension chez les Anglais, qui craignirent une action conjointe franco-espagnole – avec possible assistance russe – pour réinstaurer la domination de Ferdinand en Amérique. Ce même mois d'octobre, George Canning, Secrétaire au Foreign Office, reçut les assurances de l'ambassadeur de France à Londres, le Comte de Polignac, de ce que la France n'avait pas l'intention d'aller plus loin<sup>39</sup>. Canning eut aussi des conversations en août avec Richard Rush, le ministre états-unien à Londres, auquel Canning proposa de faire une déclaration commune disant que « ni la Grande Bretagne ni les États-Unis ne croyaient que l'Espagne pourrait récupérer ses colonies ; que tous les deux renonçaient à toute ambition annexionniste à leur égard ; et que tous les deux s'opposeraient au transfert de n'importe quelle portion du territoire de l'Empire espagnol à n'importe quelle puissance »<sup>40</sup>. Rush était disposé à faire la déclaration commune seulement si l'Angleterre reconnaissait aussi *de jure* l'indépendance des républiques hispano-américaines, chose qu'il savait impossible pour Canning à l'époque étant donné l'opposition du cabinet à Londres. Les affirmations de Polignac ayant rassuré Canning, celui-ci regretta fort d'avoir fait la proposition à Rush.

À Washington, l'idée d'une telle déclaration fut bien reçue, surtout si elle se faisait sans les Anglais. Le secrétaire d'État, John Quincy Adams, soupçonnait que la véritable intention de Canning était d'éviter l'acquisition de Cuba de la part des États-Uniens. Ceci, ajouté aux rumeurs d'une possible intervention française ou d'autres puissances conservatrices européennes en Amérique hispanique, fut suffisant pour motiver le président James Monroe – chef du seul État américain reconnu par l'Europe à ce moment-là – à faire sa célèbre déclaration du 2 décembre 1823 lors de son septième message annuel auprès du Congrès des États-Unis:

L'occasion a été jugée bonne d'affirmer comme un principe dans lequel les droits et les intérêts des États-Unis sont compris que *les continents américains*, par suite de la condition libre et indépendante qu'ils ont assumée et qu'ils maintiennent, n'ont pas à être considérés comme sujets à une colonisation quelconque dans l'avenir, de la part de n'importe quelle puissance européenne [...] Nous devons par conséquent à la

---

<sup>38</sup> WASHINGTON George, *Ferewell Address*, 19 septembre 1796. Disponible sur The American Presidency Project : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014. Italiques ajoutés.

<sup>39</sup> Les discussions ont été enregistrées par l'Anglais dans le célèbre « Polignac memorandum ».

<sup>40</sup> WADDELL D.A.G., « International politics and Latin American Independence », p. 214.



franchise et aux relations amicales qui existent entre les États-Unis et ces puissances de déclarer que nous serions disposés à considérer toute tentative de leur part pour étendre leur système politique à *quelque portion de cet hémisphère* comme dangereuse pour notre paix et notre sécurité. [...] Quant aux gouvernements qui ont proclamé leur indépendance et qui l'ont maintenue, et dont nous avons reconnu l'indépendance pour des motifs sérieux et d'après des principes équitables, *nous ne pourrions voir une intervention quelconque se produire dans le but de les opprimer ou d'exercer un contrôle de quelque autre façon sur leur destinée de la part de n'importe quelle puissance européenne, sans la considérer comme la manifestation d'une disposition hostile à l'égard des États-Unis* [...] Pour ce qui regarde ces continents-ci, les circonstances sont éminemment et visiblement différentes. Il est impossible que les États alliés puissent étendre leur système politique à quelque portion d'un de ces deux continents sans mettre en danger notre paix et notre bonheur, et personne non plus ne peut croire que *nos frères du Sud*, s'ils étaient laissés à eux-mêmes, accepteraient une intervention étrangère de leur propre accord. Il est également impossible par conséquent que nous puissions contempler une pareille intervention, sous quelque forme qu'elle s'opère, avec indifférence<sup>41</sup>.

Le principe de non-colonisation était donc établi. Les états-uniens refusaient toute nouvelle colonie dans l'hémisphère occidental ainsi que toute intervention de la part des Européens dans les affaires des républiques hispano-américaines. Monroe voulait étendre l'isolationnisme de son pays à tout le continent, attitude compréhensible en une époque dans laquelle une sorte de communion autour de la liberté unissait les Amériques, permettant à Bolívar d'admirer les talents et vertus politiques de « nos frères du Nord » (1815, cf page 7) et à Monroe de chercher la protection de l'indépendance de « nos frères du Sud ». Mais cette communion ne dépasserait pas les mots. Seulement trois ans après sa grandiloquente formulation, les États-uniens feraient savoir aux Hispano-Américains – enthousiasmés après avoir lu la déclaration de Monroe – qu'ils faisait aussi partie du « monde étranger » dont parlait Washington.

### **1.2.2 L'interprétation de la doctrine Monroe : l'absence de solidarité.**

En 1826 le Président de la Grande Colombie, Francisco de Paula Santander (1819-1827), envoya à son homologue états-unien, John Quincy Adams (1825-1829), la lettre d'invitation pour assister au Congrès de Panama, dont le but était de renforcer l'union des Amériques afin de faire face à toute tentative d'intervention militaire européenne. Lors de la discussion au sein du Congrès états-unien pour savoir si l'invitation était acceptée ou non, il est resté clair que pour les congressistes la doctrine Monroe n'impliquait aucun compromis de la république du Nord vis-à-vis des républiques hispano-américaines. Le caractère abstrait du discours de 1823 leur semblait obliger de façon inflexible les États-Unis à défendre en toute circonstance l'indépendance de ces dernières. Les congressistes allaient nuancer les mots de Monroe et conserver la liberté d'action du pays en se rapprochant des postulats du président Washington. Pour James Polk, membre de la Chambre des représentants qui deviendra président vingt ans plus tard, « la doctrine Monroe était la simple expression de l'opinion de l'exécutif, destinée probablement à produire un effet sur

---

<sup>41</sup> MONROE James, *Seventh Annual Message*, 2 décembre 1823. Disponible sur The American Presidency Project : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014. Italiques ajoutés.

les conseils de la Sainte-Alliance. En produisant cet effet, ajoutait-il, elle a probablement exercé une action, et s'il en est ainsi, elle a atteint son but »<sup>42</sup>.

La doctrine Monroe, ainsi comprise, ressemblait plutôt à la doctrine Washington. Elle ne s'imposait pas en toutes circonstances aux États-Unis et l'existence d'un danger réel et concret serait son critère d'applicabilité. « Elle s'affirmait non plus comme une règle invariable et d'une application universelle, mais comme une règle de politique souple et égoïste, qu'il conviendrait, suivant le cas, d'invoquer ou d'oublier »<sup>43</sup>. Lors de la discussion sur la portée des pouvoirs à attribuer aux malheureux<sup>44</sup> représentants états-uniens qui allaient voyager à Panama, la Chambre de représentants s'est exprimée ainsi :

C'est l'opinion de la Chambre que le Gouvernement des États-Unis n'a pas à être représenté au Congrès de Panama, si ce n'est au point de vue diplomatique, qu'il n'a pas à former une alliance avec toutes ou certaines Républiques sud-américaines, et qu'il n'a pas à participer avec elles à une déclaration commune, pour empêcher l'intervention de quelque puissance européenne dans leur indépendance ou forme de Gouvernement, ou à aucun pacte dans le but d'empêcher la colonisation sur les continents de l'Amérique ; mais le peuple des États-Unis doit être laissé libre d'agir, dans n'importe quelle crise, de telle façon que ses sentiments d'amitié envers ces Républiques, son propre honneur et sa politique spéciale peuvent le lui dicter au moment même.<sup>45</sup>

Et ainsi allaient se dérouler les choses sur le terrain. Il ne pouvait pas en aller autrement. Les États-Unis, quoique beaucoup plus consolidés comme État que les républiques hispano-américaines, étaient encore une république en construction décidée à s'étendre. En 1803 ils avaient acquis la Louisiane, entre 1812 et 1819 ils avaient annexé la Floride et, bien que le Texas ait été intégré à l'Union en 1845, ce ne fut que le résultat prévisible d'un processus qui avait commencé pendant les années 1830 et qui allait inaugurer les tensions entre les États-Unis et ses voisins du Sud. Le traité de frontières du 12 janvier 1828 entre les États-Unis et le Mexique ne devait par être observé bien longtemps.

Le septentrion mexicain, très peu peuplé, avait commencé à se voir envahi par des immigrants illégaux états-uniens, ce qui a changé progressivement la donne démographique du territoire (les anglophones représentant déjà au milieu de la décennie la moitié de la population). En 1835, le président mexicain, Antonio López de Santa-Anna, abrogea la loi qui donnait aux Texas un statut spécial au sein de la confédération et destitua les autorités autonomes. Les colons anglophones, annexionnistes, se révoltèrent avec Samuel Houston à leur tête et battirent les troupes de Santa-Anna. En mars 1836 le Texas déclarait son indépendance. « Mais la situation de la nouvelle république était très précaire entre ses deux puissants voisins. [...] [Les Texans]

---

<sup>42</sup> DELARÛE DE BEAUMARCHAIS Maurice, *La doctrine de Monroe*, p.67.

<sup>43</sup> DELARÛE DE BEAUMARCHAIS Maurice, *La doctrine de Monroe*, p.69.

<sup>44</sup> Finalement les États-Unis décidèrent d'envoyer deux représentants dont un, Richard C. Anderson, mourra à Carthagène victime de la fièvre jaune et l'autre, John Sergeant, arrivera une fois le Congrès fini et tous les autres représentants partis.

<sup>45</sup> Cité par DELARÛE DE BEAUMARCHAIS Maurice, *La doctrine de Monroe*, p.69-70.

poussaient leur nouvelle patrie à s'unir à l'ancienne. Le gouvernement de Washington avait gardé la neutralité pendant la guerre, mais il soutenait ouvertement son jeune voisin contre le Mexique »<sup>46</sup>. Le président Andrew Jackson (1829-1837) décrivait ainsi la position états-unienne :

Que les habitants des États-Unis puissent sentir un fort parti pris à l'égard d'un des belligérants n'est pas étonnant [...] Le désir connu des Texans de devenir partie de notre système, quoique sa satisfaction dépende de la réconciliation de plusieurs intérêts en conflit, qui est nécessairement une question de temps et incertaine en elle-même, est calculé pour exposer une interprétation erronée de notre conduite aux yeux du monde. Il y en a déjà qui, indifférents aux principes eux-mêmes et inclinés à soupçonner leur manque chez les autres, nous accusent de desseins ambitieux et de mener une politique insidieuse.<sup>47</sup>

Ambition soupçonnée surtout outre-Atlantique. En France il était déjà clair que l'expansionnisme états-unien devait être stoppé. Le continent américain devait être divisé en deux en laissant l'isthme le plus éloigné possible du contrôle états-unien. Il ne manquait plus qu'à exprimer la division sur le papier.

### **1.3 Alerte jaune en France : la prise de conscience de l'expansionnisme états-unien, la formulation du discours panlatin d'outre-Atlantique et l'idée d' « Amérique latine ».**

Les années 1830 – le XIX<sup>ème</sup> siècle en général – ont vu un grand nombre de voyageurs français partir pour l'Amérique. Bien que les États-Unis étaient la destination principale, certains en profitaient pour se rendre aux territoires hispanophones tant du continent que des Antilles. Parmi eux deux voyageurs ressortent : Alexis de Tocqueville (1805-1859) et Michel Chevalier (1806-1879) dont les écrits ont marqué profondément la vision française du continent américain.

#### **1.3.1 La « race anglaise » expansionniste et l'Amérique encore « du Sud » : Alexis de Tocqueville.**

Pourquoi l'Amérique anciennement espagnole échapperait-elle après les indépendances au courant d'histoire européenne dans lequel plus de trois siècles de colonisation l'avaient inscrit ? Poser ce genre de question au XIX<sup>ème</sup> était tout à fait normal en Europe, celle-ci n'étant capable de voir le monde qu'au travers son propre reflet. Bien que la *Démocratie en Amérique* (États-Unis) soit un des plus importants ouvrages pour accéder à l'esprit politique, social et institutionnel états-unien, l'auteur n'a pas pu échapper – fidèle à l'esprit de l'époque – à la référence aux « races européennes » qui peuplaient l'Amérique en les comparant. Paru en France entre 1835 et 1840, le livre est le fruit des observations et analyses de de Tocqueville suite à un voyage au pays du Nord qui s'est déroulé entre mai 1831 et février 1832 dont le but initial était d'étudier le système pénitentiaire états-unien. Voici les mots que l'auteur a réservés aux peuples américains d'origine ibérique :

---

<sup>46</sup> DELARÛE DE BEAUMARCHAIS Maurice, *La doctrine de Monroë*, p.72.

<sup>47</sup> JACKSON Andrew, *Eight Annual Message*, 5 décembre 1836. Disponible sur The American Presidency Project : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

Les Espagnols et les Portugais ont fondé dans l'*Amérique du Sud* de grandes colonies qui, depuis, sont devenues des empires. La guerre civile et le despotisme désolent aujourd'hui ces vastes contrées. Le mouvement de la population s'y est arrêté, et le petit nombre d'hommes qui les habite, absorbé dans le soin de se défendre, éprouve à peine le besoin d'améliorer son sort. Mais il ne saurait en être toujours ainsi. L'Europe livrée à elle-même est parvenue par ses propres efforts à percer les ténèbres du Moyen Âge ; l'Amérique du Sud est chrétienne comme nous ; elle a nos lois, nos usages ; elle renferme tous les germes de civilisation qui se sont développés au sein des nations européennes et de leurs rejetons ; l'Amérique du Sud a de plus que nous notre exemple : pourquoi resterait-elle toujours barbare ? Il ne s'agit évidemment ici que d'une question de temps : une époque plus ou moins éloignée viendra sans doute où les Américains du Sud formeront des nations florissantes et éclairées.<sup>48</sup>

Ce passage reflète le début de la transposition de la pensée panlatiniste exprimée par Jules Michelet (*cf* page 4) au continent américain. Cette Amérique « du Sud » reste un « rejeton » de l'Europe toute entière (encore) en tant que « chrétienne » et porteuse des « germes » de sa civilisation. L'Amérique du Nord, de son côté, menace de s'étendre en prenant possession de tout ce que l'autre Amérique ne peut pas maîtriser :

On ne peut dissimuler que la race anglaise n'ait acquis une immense prépondérance sur toutes les autres races européennes du nouveau monde. Elle leur est très supérieure en civilisation, en industrie et en puissance. Tant qu'elle n'aura devant elle que des pays déserts ou peu habités, tant qu'elle ne rencontrera pas sur son chemin des populations agglomérées, à travers lesquelles il lui soit impossible de se frayer un passage, on la verra s'étendre sans cesse. Elle ne s'arrêtera pas aux lignes tracées dans les traités, mais elle débordera de toutes parts au-dessus de ces digues imaginaires.<sup>49</sup>

Les données essentielles du conflit américain établies, il ne manquait que de faire la liaison avec les intérêts européens en présentant la situation en termes d'un projet géo-idéologique de portée globale. La France s'érigerait en la maîtresse qui aiderait l'Amérique, encore « du Sud », à quitter la simple géographie et à commencer à faire partie de l'Histoire. La latinité serait la clé de ce passage.

### **1.3.2 Le discours panlatiniste d'outre-Atlantique et la naissance de l'idée d'« Amérique latine » : Michel Chevalier.**

Pour commencer à caractériser la division repérée par de Tocqueville et commencer à parler ainsi en termes d'« Amérique anglo-saxonne » et d'« Amérique latine », il ne manquait qu'à « insérer ces catégories nominalement ethniques, strictement liées encore au gentilé national, [...] dans d'autres, également à connotation ethnique, mais cette fois-ci liées à un gentilé historico-culturel beaucoup plus ample »<sup>50</sup>. Ce pas allait être fait par Michel Chevalier, de qui nous avons déjà cité quelques lignes. Ingénieur et économiste politique, Chevalier fut très influent dans la France du XIX<sup>ème</sup> siècle. En 1833 le ministre de l'intérieur, Adolphe Thiers, l'envoya en mission aux États-Unis afin d'y étudier le fonctionnement des chemins de fer. Chevalier ne s'est pas borné à étudier les États-Unis et a profité de l'occasion pour aller au Mexique et à Cuba. Il est rentré en France

---

<sup>48</sup> DE TOCQUEVILLE Alexis, *De la démocratie en Amérique I*, Paris, Garnier-Flammarion, 1981 (1835). p. 529. Italiques ajoutés.

<sup>49</sup> DE TOCQUEVILLE Alexis, *De la démocratie en Amérique I*, p. 537.

<sup>50</sup> ARDAO Arturo, *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, p. 41-42.

en 1835<sup>51</sup>. Comme nous l'avons remarqué en parlant du canal interocéanique, il était proche de Louis-Napoléon Bonaparte avec qui il partageait une vision saint-simonienne du monde, c'est-à-dire, l'idée de rendre service à l'«humanité» au travers du développement économique et industriel, les moyens et voies de transport au service du commerce étant très importants. En 1836 il a publié en deux volumes l'ouvrage *Lettres sur l'Amérique du Nord*, dans laquelle il raconte les impressions de son voyage. Dans l'introduction de son ouvrage, l'auteur, après avoir rappelé le schème quadrangulaire qui faisait le scénario de la lutte des races en Europe, présente le tableau américain :

Les deux rameaux, latin et germain, se sont reproduits dans le nouveau monde. *L'Amérique du sud est, comme l'Europe méridionale, catholique et latine. L'Amérique du nord appartient à une population protestante et anglo-saxonne.* Dans la vaste entreprise du rapprochement des deux grandes civilisations de l'Europe et de l'Asie, les peuples germains et latins peuvent les uns et les autres trouver une tâche à remplir. Les uns et les autres occupent en Europe et en Amérique, sur terre et au milieu des mers, d'admirables postes avancés et d'excellentes positions autour de cette immobile Asie où il s'agit de pénétrer. Mais depuis un siècle, la supériorité, qui était autrefois du côté du groupe latin, est passée au groupe teutonique, soit par les efforts des Anglais dans l'ancien monde, et par ceux de leurs fils dans le nouveau, soit par l'affaiblissement des liens religieux et moraux parmi les nations latines.<sup>52</sup>

L'idée d'« Amérique latine » était ainsi née. Fille de son époque, elle ne pouvait naître qu'en opposition à l'idée d'« Amérique anglo-saxonne ». La latinité d'une partie de l'Amérique devait être en corrélation avec le caractère anglo-saxon de l'autre partie. Les « deux Amériques » sont donc historiquement inséparables. Le pas en avant fait par Chevalier se fait ici évident : parler d'une Amérique du nord « anglo-saxonne » et d'une Amérique du sud « latine » implique aussi de laisser de côté les dénominations liées aux « Mères Patries ». L'Amérique du sud n'est plus hispanique, elle fait partie maintenant d'une famille plus vaste : celle des peuples de « race » et culture latines<sup>53</sup>. Une famille qui ne pouvait avoir à sa tête que la France :

La France est dépositaire des destinées de toutes les nations de groupe latin dans les deux continents. Elle seule peut empêcher que cette famille entière de peuples ne soit engloutie dans le double débordement de Germains ou Saxons et des Slaves. Il lui appartient de les réveiller de la léthargie où ils se sont plongés dans les deux hémisphères, de les élever au niveau des autres nations, et de les mettre en mesure de figurer dans le monde [...] Notre droit d'aïnesse est reconnu par les peuples qui la composent [la famille latine]; notre protectorat a été accepté par eux, toutes les fois que nous l'avons offert sans l'arrière-pensée d'en abuser.<sup>54</sup>

---

<sup>51</sup> Parmi son parcours professionnel ressortent son poste comme professeur d'économie politique au Collège de France, le fait d'avoir été à la tête des négociations du traité de libre-échange signé le 23 janvier 1860 entre la France et le Royaume-Uni et sa place comme sénateur pendant le Second Empire (1869-1870).

<sup>52</sup> CHEVALIER Michel, *Lettres sur l'Amérique du Nord I*, Bruxelles, Wouter et C<sup>e</sup> Imprimeurs-Libraires, quatrième édition, 1844 (1836), p. 12. Italiques ajoutées. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 28 septembre 2013.

<sup>53</sup> Cf. ARDAO Arturo, *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, p. 16 et 42.

<sup>54</sup> CHEVALIER Michel, *Lettres sur l'Amérique du Nord I*, p. 14-15.

En Amérique, la menace à la famille latine provenait du côté anglo-saxon. Elle était plus grande qu'en Europe étant donné les difficultés qu'avait la branche américaine à faire face à son énergie opposant :

Il me semble que les Anglo-Américains soient appelés à continuer directement, sans aucune intervention extérieure, la série des progrès que la civilisation à laquelle nous appartenons a toujours été accomplissant depuis qu'elle a quitté le vieil Orient, son berceau. [...]; tandis que les Hispano-Américains semblent n'être plus qu'une race impuissante qui ne laissera pas de postérité, à moins que, par un de ces débordements que l'on appelle conquêtes, un flot de sang plus riche, venu du septentrion ou du levant, ne remplisse ses veines appauvries.<sup>55</sup>

Pour que ce cadrage ethnico-culturel devienne un véritable projet géo-idéologique – presque une croisade –, il ne manquait qu'« internationaliser » l'affaire. Face à une telle menace, seules les « puissances de l'Europe » pouvaient porter remède :

La démocratie américaine est exigeante et altière jusqu'au dédain envers les peuples étrangers [...]. La politique étrangère de la démocratie américaine est profondément égoïste ; c'est que l'ambition nationale est le propre des nations qui grandissent. [...] Les prétentions des États-Unis sont sans bornes ; ils aspirent à la suzeraineté sur l'Amérique du sud ; ils convoitent une à une les provinces de Mexique ; mais, en dépit des lois de la morale, dans les relations de peuple à peuple, c'est le succès qui fait le droit. [...] Si les pays dont ils se seraient emparés prospéraient entre leurs mains, la postérité leur pardonnerait de les avoir pris ; au contraire, elle prononcerait un arrêt sévère contre les Mexicains, si, avec de pareils voisins à leurs portes, ceux-ci étaient restés à croupir, comme aujourd'hui, au sein d'une lâche inertie et d'une sécurité stupide, et contre les puissances de l'Europe, si elles avaient négligé de les avertir, et les aider à secouer leur léthargie<sup>56</sup>.

Chevalier fournissait ainsi deux choses. En premier lieu, la rationalité géo-idéologique de la politique étrangère panlatiniste américaine du futur empereur Napoléon III. Les passages que nous venons de citer pourraient être considérés comme un avertissement précoce de l'expédition militaire des années 1860. En deuxième lieu, l'idée d'« Amérique *latine* ». Et seulement l'idée. Même s'il a caractérisé cette Amérique en la séparant, au passage, de celle du nord, il n'a jamais utilisé l'expression « Amérique *latine* » proprement dite. Ce seront des Hispano-Américains qui donneront naissance au concept, en substantivant l'idée, avec une signification tout à fait différente, liée au romantisme, bien sûr, mais nettement opposée à l'expansionnisme états-unien ainsi qu'à l'impérialisme français.

---

<sup>55</sup> CHEVALIER Michel, *Lettres sur l'Amérique du Nord II*, Bruxelles, Wouter et C<sup>e</sup> Imprimeurs-Libraires, quatrième édition, 1844 (1836), p. 220-221 (lettre XXXIV). Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 28 septembre 2013.

<sup>56</sup> CHEVALIER Michel, *Lettres sur l'Amérique du Nord II*, p. 226 (lettre XXXIV).

## DEUXIÈME PARTIE

### Le concept d' « Amérique *latine* » : l'expansionnisme providentiel états-unien, le panlatinisme expéditionnaire français et les premiers *latino*-américains. 1840-1870.

*If there are connections everywhere, why do we persist in turning dynamic, interconnected phenomena into static, disconnected things ?*

Eric WOLF, *Europe and the people without history*, 1982.

Jusqu'à présent nous avons une idée sans nom. L'idée d'une « Amérique *latine* » caractérisée en français par Michel Chevalier. À la fin de la période étudiée dans cette partie l'idée sera substantivée et deviendra un des noms utilisés pour faire référence à l'Amérique hispanique. Quoiqu'ayant lieu à Paris, cette transformation se fera en espagnol américain, ce qui inscrira le nom dans un courant différent de celui dans lequel l'idée est née : le panlatinisme expéditionnaire. Le sentiment francophile des élites hispano-américaines séjournant à Paris n'a pas empêché à celles-ci de se démarquer sur ce point-là de l'orbite française à travers le rejet de l'expédition de Napoléon III au Mexique. Action, à son tour, motivée par l'avancée continue et chaque fois plus agressive des États-Unis dans l'isthme centraméricain et dans les Caraïbes. Nonobstant, l'expansionnisme états-unien a agi comme catalyseur des sentiments unionistes chez les élites, union qui passait aussi par l'identification de l'ensemble du territoire « latin » de l'Amérique avec un nom commun.

#### **2.1 La deuxième doctrine Monroe : providentialisme, annexionnisme et expansion sur l'Amérique centrale et les Caraïbes.**

La doctrine Monroe s'est affermie avec le temps tant dans le domaine discursif que sur le terrain. Le romantisme, qui s'est manifesté aux États-Unis pendant les années 1840 à travers la doctrine de la « destinée manifeste », est arrivé pour la renforcer et la rendre agressive. Après une conflagration de deux années avec les États-Unis, le Mexique perdra plus de la moitié de son territoire. À cette époque-là, les États-Unis allaient commencer aussi à poser plus que leurs regards sur l'isthme centraméricain. Bien que c'était été au travers des traités que les États-Unis aient réussi à obtenir une position privilégiée à Panama et un compromis d'équilibre avec les Britanniques, seule la guerre de Sécession a pu stopper une avancée qui était allée jusqu'à la reconnaissance par Washington du gouvernement de William Walker, un dangereux flibustier états-unien qui était devenu « président » de Nicaragua.

##### **2.1.1 La doctrine de la « destinée manifeste » comme corollaire de la doctrine Monroe dans la foulée de l'annexion du Texas.**

Les années 1840 furent le temps de l'expression d'une nouvelle prise de conscience de la part des États-Unis par rapport à leur place dans le monde, laquelle dépendait, bien évidemment, de leur

place sur le continent américain. Que l'expression « destinée manifeste » elle-même ait été utilisée pour la première fois presque sans y penser, n'est que la preuve du fait qu'elle relevait d'une pensée profondément ancrée de l'image que les États-Uniens avaient d'eux-mêmes et des peuples hispaniques. En 1821, juste deux ans avant les paroles amicales du président Monroe, l'ancien président John Adams (1797-1801) adressait une lettre à son successeur, Thomas Jefferson (1801-1809), dans laquelle il livrait une version plus crue de l'image que le peuple du Nord avait à l'époque des habitants de l'« autre Amérique » :

Un gouvernement libre et la religion catholique romaine ne pourront jamais coexister, dans aucun pays ou nation. Par conséquent, toute tentative pour réconcilier ces deux choses dans la vieille ou la Nouvelle Espagne est utopique, platonique et chimérique. J'ai été témoin d'un tel effondrement et de la prostitution de la nature humaine en faveur des clercs dans la vieille Espagne, ce qui a formé mon opinion sur le sujet il y a bien longtemps. En ce qui me concerne, je pense qu'en Nouvelle Espagne les choses sont encore pires, si cela est possible.<sup>57</sup>

L'autre côté de la pièce, soit l'image que les États-Uniens avaient d'eux-mêmes, est bien décrit par Ralph Waldo Emerson (1803-1882), un des principaux représentants du « transcendantalisme de la Nouvelle Angleterre », courant de pensée fortement influencé par le romantisme européen :

Certainement, la forte race britannique, qui a déjà conquis une grande partie de ce territoire, doit-elle s'approprier ce morceau [Texas], et le Mexique et l'Oregon également ; et, avec le temps, les méthodes et circonstances selon lesquelles cela s'est effectué n'auront que peu d'importance. Car il s'agit d'une question séculaire. [...] *L'Amérique* [États-Unis] est l'ultime effort de la Divine Providence en faveur de la race humaine, un nouveau commencement d'une civilisation nouvelle et plus avancée [...] la demeure de l'homme, qui doit s'étendre jusqu'aux vagues de l'océan Pacifique. Un destin doux et sublime.<sup>58</sup>

La destinée manifeste est donc basée sur le postulat selon lequel les États-Uniens sont « la race élue de Dieu, l'instrument de sa volonté sur terre [de telle sorte que] les autres races sont destinées à être soumises et/ou disciplinées par eux »<sup>59</sup>. Le continent américain, tout entier, devient ainsi une pièce fondamentale du nationalisme états-unien car il serait l'espace où les « élus » iraient accomplir leur mission divine ; les tensions et puis la guerre contre le Mexique n'étant qu'une mauvaise passe inévitable. En même temps, ce conflit agirait comme catalyseur. Ce fut à l'occasion de l'annexion du Texas que le journaliste John O. Sullivan (1813-1895) allait écrire son célèbre article « Annexation » (1845), dans lequel – en plus d'utiliser pour la première fois la célèbre expression – il allait justifier l'annexion en faisant une sorte de synthèse de la doctrine Monroe, de la vision d'Adams et des postulats d'Emerson. Il commence son argumentation en rejetant l'interférence européenne dans l'affaire :

---

<sup>57</sup> ADAMS John, *Letter to Thomas Jefferson*, 3 février 1821. Disponible sur National Archives – Founders Online : [founders.archives.gov](https://founders.archives.gov), date de consultation : 3 avril 2014.

<sup>58</sup> Cité par FERES JÚNIOR Joao, *Histoire du concept d'Amérique Latine aux États-Unis*, p. 50. Italiques ajoutés.

<sup>59</sup> FERES JÚNIOR Joao, *Histoire du concept d'Amérique Latine aux États-Unis*, p. 52.



Si les autres raisons n'étaient pas suffisantes, le fait d'élever cette question de l'intégration du Texas au sein de l'Union, de nos basses dissensions partisans du passé, jusqu'au niveau adéquat de l'intérêt national haut et large, trouve sûrement sa pleine justification dans la façon dont les autres nations ont entrepris de s'immiscer dans celle-ci, entre nous et les parties concernées par l'affaire, avec un esprit d'interférence hostile, dans le but avoué de contrecarrer notre politique et de freiner notre pouvoir, en limitant ainsi notre grandeur tout en mettant en échec l'accomplissement de notre *destinée manifeste* de nous répandre sur le continent alloué par la Providence pour le libre développement de [notre population] laquelle se multiplie chaque année. Ceci a été le fait de l'Angleterre, notre vieille rivale et ennemie ; et celui de la France, étrangement associée à elle contre nous dans cet affaire [...].<sup>60</sup>

La référence à l'étape suivante de l'expansion, la Californie – où il y avait déjà une forte présence d'immigrés illégaux états-uniens –, donne l'opportunité à Sullivan de parler du Mexique, pays traité avec peu d'égards par l'auteur:

Imbécile et distrait, le Mexique ne pourra jamais exercer la moindre autorité gouvernementale réelle sur un tel pays [la Californie]. L'impotence de l'un et l'éloignement de l'autre, les met en relation de virtuelle indépendance ; à moins que, retardant la croissance naturelle de la province et interdisant l'immigration, la seule capable de développer ses capacités et d'accomplir les buts de sa création, la tyrannie soit capable d'y maintenir une domination militaire [...]. Dans le cas de la Californie ceci est déjà impossible. Le pied anglo-saxon est déjà sur ses frontières.<sup>61</sup>

Il conclut l'article avec une phrase catégorique : « Qu'on en finisse, alors, avec ce bavardage français stérile sur l'équilibre des puissances dans le continent américain. Il n'y a pas de croissance dans l'Amérique hispanique ! »<sup>62</sup>. Sur le terrain les choses allaient se développer en suivant cette ligne. Après une première tentative d'annexion bloquée au Congrès en 1844<sup>63</sup>, celle-ci fut approuvée en juillet 1845. L'intensification subséquente des protestations de la part du gouvernement mexicain a été à l'origine de la montée des tensions entre les voisins, ce qui a suscité chez les Britanniques l'idée d'offrir leur médiation afin d'apporter une solution à la controverse. Le refus du président James Polk (1845-1849) fut catégorique :

Récemment, une doctrine de « balance of power » a été avancée par quelques-unes des puissances de l'Europe pour enrayer notre progression. Les États-Unis ne peuvent permettre, en gardant le silence, la moindre intervention sur le continent de l'Amérique du Nord, et, si une pareille intervention était jamais tentée, ils seraient prêts à résister à tout danger [...] Nous devons toujours maintenir le principe que seuls les peuples de ce continent ont le droit de décider de leur propre destinée. Si quelque portion d'entre eux, se constituant en État indépendant, proposait de s'unir à notre confédération, ce serait une question à trancher entre eux et nous, sans qu'une intervention étrangère ne soit possible. Nous ne pouvons jamais consentir à ce que des puissances européennes puissent intervenir pour empêcher une telle union, sur le principe qu'elle pourrait troubler l'« équilibre des puissances ».<sup>64</sup>

---

<sup>60</sup> O'SULLIVAN John, « Annexation », *United States Magazine and Democratic Review*, Vol. 17, N°1, juillet-août 1845, p. 5-10. p. 6. Italiques ajoutées. Disponible sur [Textos históricos y culturales anglonorteamericanos: pdcrodas.webs.ull.es/anglo](http://Textos históricos y culturales anglonorteamericanos: pdcrodas.webs.ull.es/anglo), date de consultation : 3 avril 2014.

<sup>61</sup> O'SULLIVAN John, « Annexation », p. 9.

<sup>62</sup> O'SULLIVAN John, « Annexation », p. 10.

<sup>63</sup> Le vote négatif était lié à l'appréhension des congressistes vis-à-vis de la population « non anglo-saxonne » et à leurs possibles problèmes d'intégration au sein de l'Union.

<sup>64</sup> POLK James, *First Annual Message*, 2 décembre 1845. Disponible sur [The American Presidency Project: www.presidency.ucsb.edu](http://The American Presidency Project: www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

La montée des tensions a abouti à la déclaration de guerre de la part des États-Unis le 13 mai 1846. Le conflit a fini deux ans après avec un bilan désastreux pour le Mexique. Le traité Guadalupe-Hidalgo de 1848 obligeait le vaincu à céder les actuels États du Nouveau-Mexique, de l'Arizona, de la Californie, du Nevada, de l'Utah et une partie du Colorado. L'Amérique hispanique comprenait ainsi le sens réel de la doctrine Monroe et la raison pour laquelle les États-Unis n'avaient pas voulu prendre le moindre engagement à son égard. Dorénavant, les « frères du Nord » n'allaient qu'essayer d'étendre leur contrôle. Prochain objectif : l'isthme centraméricain et la mer des Caraïbes.

### **2.1.2 Les yeux sur les Caraïbes : à la recherche de l'équilibre avec le Royaume-Uni.**

Une fois leur consolidation territoriale achevée dans la partie Nord du continent, il n'était qu'une simple question de temps avant que les États-Uniens ne commencent à porter leur attention sur la zone où le canal devait être percé. Cependant, à la différence de ce qui s'était passé au Mexique, la présence européenne plus affirmée obligeait les États-Uniens à faire leur avancée au travers de traités. La République de la Nouvelle-Grenade a créé l'occasion parfaite pour enclencher le processus.

Conscient de l'importance de l'isthme de Panama et des convoitises qu'il suscitait chez les grandes puissances, le gouvernement grenadin – qui avait déjà fait l'objet de fortes pressions de la part de Britanniques – a proposé en 1843 aux États-Unis, à la France et au Royaume-Uni lui-même, la signature d'un traité afin de garantir la neutralité du canal projeté, traversant le Panama, ainsi que la souveraineté de la Nouvelle-Grenade sur ce territoire. Les États-Unis furent les seuls à accepter l'initiative. Le 12 décembre 1846 fut signé un « traité de paix, d'amitié, de navigation et de commerce » entre les deux pays – le célèbre traité Mallarino-Bidlack (en vigueur depuis 1848). L'article 35 allait consacrer, sous prétexte de protéger ladite neutralité, un droit de police en faveur du pays du Nord :

Article 35 – La République de la Nouvelle-Grenade et les États-Unis d'Amérique, avec le désir de rendre aussi durables que possible les relations qui sont en train de s'établir entre les deux parties au travers le présent Traité, ont déclaré d'une façon solennelle et ont convenu les points suivants :

1° Pour une meilleure compréhension des articles précédents ont stipulé et stipulent les hautes parties contractantes : [...] Le Gouvernement de la Nouvelle-Grenade garantit au Gouvernement des États-Unis que le droit de passage ou de transit au travers de l'Isthme de Panama, par tous les moyens de communication existant aujourd'hui ou qui seront creusés plus tard, sera ouvert aux citoyens et au Gouvernement des États-Unis [...] Afin d'assurer la jouissance constante et tranquille de ces avantages [...] les États-Unis garantissent de façon active et efficace à la Nouvelle-Grenade la parfaite neutralité de l'Isthme, afin que le libre transit d'une mer à l'autre ne puisse pas être interrompu ni empêché à l'avenir

tant que le traité subsistera ; et en conséquence, garantissent de la même manière les droits de souveraineté et de propriété que la Nouvelle Grenade a et possède sur ledit territoire.<sup>65</sup>

À l'époque, les puissances européennes et la Nouvelle-Grenade voyaient l'article comme un accord entre les parties conclu uniquement pour prévenir, soit l'envahissement du territoire de l'isthme par une autre nation, soit l'attribution à un gouvernement quelconque des avantages exclusifs découlant de la possession de la voie interocéanique. Au fil du temps ces pays devaient se rendre compte que les États-Unis feraient recours à l'article pour occuper progressivement l'isthme grâce à des interventions militaires, en utilisant comme excuse pour les mener les troubles internes du pays sud-américain. Et en effet, l'article 35 octroyait aux États-Unis un contrôle de facto sur l'isthme de Panama<sup>66</sup>. La découverte de l'or en Californie en janvier 1848 allait fournir la première opportunité pour mettre en évidence cette situation en raison de l'augmentation de la valeur stratégique de la voie panaméenne qu'elle a entraînée.

La construction du chemin de fer unissant les côtes Est et Ouest des États-Unis ne serait achevée qu'en 1869. Avant cette année-là, les points de passage plus courants pour aller d'une côte à l'autre du pays étaient Tehuantepec, au Mexique, le Nicaragua et l'isthme de Panama, les aventuriers de la « ruée vers l'or » privilégiant les deux derniers. Au Panama, le traité Mallarino-Bidlack fournissait aux États-Unis tous les outils juridiques nécessaires pour établir une zone de passage (une sorte de cordon ombilical) sous leur contrôle exclusif. En 1855 la *Panama Railroad Company* – société fondée à New York en 1849 – a inauguré la jonction entre les villes de Colón (côte Atlantique) et Panama (côte Pacifique), le premier moyen de communication « creusé plus tard » dont parlait l'article 35 dudit traité.

Au Nicaragua la situation était tout à fait différente à cause de la présence britannique dans la zone atlantique du pays. Ceci était à l'origine de tensions avec les autorités anglaises lorsque les aventuriers états-uniens voulaient utiliser cette route pour se rendre en Californie. De plus, l'embouchure du fleuve San Juan – le seul débouché possible d'un potentiel canal – était sous contrôle anglais. Il y eut même une tentative de la part des Européens d'imposer un protectorat sur le Nicaragua avec comme point d'appui le Honduras britannique (actuel Belize). Le désir d'éviter une conflagration, sur le constat de leur puissance équivalente dans la zone, a amené les États-Unis et la Grande-Bretagne à un compromis en vertu duquel les deux États allaient établir une politique d'équilibre dans la mer de Caraïbes. Ceci serait fait au travers du traité Clayton-Bulwer du 19 avril 1850, dont le but était de neutraliser toute possibilité de

---

<sup>65</sup> République de Colombie – Ministère des affaires étrangères, *Tratado general de paz, amistad, navegación y comercio con los Estados Unidos de América*, Bogotá, 12 décembre 1846. Disponible sur Biblioteca Virtual de Tratados: [www.cancilleria.gov.co](http://www.cancilleria.gov.co); date de consultation : 4 avril 2014.

<sup>66</sup> Cf. ORTÍZ VÁSQUEZ Luis Carlos, *La correspondance politique des diplomates français en Colombie 1860-1903*, CHEVALIER François (Directeur), Paris, Thèse en Histoire – Université de Paris I, 1989, p. 316.

contrôle exclusif du futur canal de la part de l'un ou de l'autre. L'article premier résume bien cet esprit :

Article I – Les gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne déclarent par le présent document, que ni l'un ni l'autre n'obtiendra ni ne maintiendra jamais pour lui-même un contrôle exclusif sur ledit canal maritime ; ils s'accordent à ne jamais construire ni maintenir aucune fortification commandant le canal ou ses environs, et à ne jamais occuper, fortifier, ou coloniser, ou assumer ou exercer d'autorité sur le Nicaragua, le Costa Rica, la Côte de Mosquito, ni sur aucune autre partie de l'Amérique centrale [...].<sup>67</sup>

Une fois établies les bases de la compréhension mutuelle, l'étape suivante était de garantir la neutralité de l'isthme. Dans l'article 5, les signataires s'engageaient, une fois le canal ouvert, à « le protéger contre toute interruption, saisie ou confiscation injuste, ainsi qu'à garantir la neutralité de celui-ci, de telle sorte qu'il puisse être ouvert et libre à jamais »<sup>68</sup>. Finalement, en prévoyant la possibilité du percement du canal dans un endroit différent au Nicaragua, les parties contractantes ont décidé d'étendre leur « protection » à tout l'isthme :

Article VIII – Les gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne, ayant non seulement désiré, en signant cette convention, accomplir un but particulier, mais aussi établir un principe général, s'accordent par le présent document à étendre leur protection à toute autre communication praticable par canal ou par chemin de fer à travers l'Isthme qui unit l'Amérique du Nord à l'Amérique du Sud, et particulièrement aux communications interocéaniques, par canal ou par chemin de fer, pourvu qu'elles soient praticables comme celles actuellement projetées par la voie de Tehuantepec ou de Panama.<sup>69</sup>

Bien évidemment, le concours des républiques hispaniques directement intéressées n'a jamais été demandé. Les États-Unis acceptaient ainsi de ne pas tenir en Amérique centrale une position privilégiée. Ceci était renforcé par l'article six du traité, lequel consacrait la possibilité d'accession à tous les États qui en accepteraient les clauses. Malgré une certaine opposition qui soulignait que le caractère international du canal ne s'accordait pas aux intérêts du pays, le Congrès états-unien a ratifié le texte. Néanmoins, pendant la même décennie 1850, les États-Unis se sont consacrés à la tâche de faire pencher en leur faveur l'équilibre consacré par la convention Clayton-Bulwer. La méthode : la flibusterie.

### **2.1.3 Les pieds sur l'isthme : un président états-unien pour le Nicaragua.**

William Walker (1824-1860) fut un aventurier états-unien qui a essayé de conquérir plusieurs pays d'Amérique centrale lors des années 1850. Farouche partisan de la doctrine de la destinée manifeste, Walker a commencé son entreprise conquérante au Mexique où, après s'être vu

---

<sup>67</sup> États-Unis d'Amérique – Département d'État, *Convention Between the United States of America and Her Britannic Majesty*, 19 avril 1850, Washington D.C. Disponible sur The avalon projet documents in Law, History and Diplomacy – Univesité de Yale: [avalon.law.yale.edu](http://avalon.law.yale.edu), date de consultation: 4 avril 2014.

<sup>68</sup> États-Unis d'Amérique – Département d'État, *Convention Between the United States of America and Her Britannic Majesty*, 19 avril 1850.

<sup>69</sup> États-Unis d'Amérique – Département d'État, *Convention Between the United States of America and Her Britannic Majesty*, 19 avril 1850.

refusée une demande visant à établir une colonie au nord du pays, il a décidé de prendre par la force la Basse-Californie et le Sonora en s'autoproclamant « premier président » de chacun de ces territoires en novembre 1853 et janvier 1854 respectivement. Le caractère isolé de ces interventions a permis aux troupes mexicaines d'infliger une rapide défaite à l'envahisseur. Malgré sa popularité au sud des États-Unis, à Washington, Walker était considéré comme un simple délinquant. La donne a changé lorsque le flibustier, à l'occasion des troubles internes qui avaient lieu au Nicaragua, a offert ses services comme mercenaire à une des factions en conflit, laquelle a obtenu la victoire. Patricio Rivas – le président intérimaire nicaraguayen contrôlé par Walker – a envoyé un représentant à Washington afin d'obtenir la reconnaissance de son gouvernement. Le président Franklin Pierce (1853-1857) s'est entretenu avec lui le 14 mai 1856 et le lendemain a envoyé ce message spécial au Congrès :

Dans ces circonstances de faiblesse politique de la République de Nicaragua [dûe, selon Pierce, à la présence britannique], et alors que ses habitants sont extenués par la longue et continuelle guerre civile entre des parties pas assez fortes, soit pour que l'une l'emporte sur l'autre, soit pour maintenir un certain degré de tranquillité interne, une des factions combattantes dans la République a demandé à un petit corps de citoyens États-uniens provenant de l'État de Californie de lui fournir assistance et coopération, la présence duquel, semble-t-il, a finalement mis un terme à la guerre civile et restauré l'ordre apparent sur l'ensemble du territoire du Nicaragua, en mettant en place une nouvelle administration, laquelle a à sa tête un éminent citoyen de naissance de la République, M. Patricio Rivas, en qualité de président intérimaire.

La politique établie des États-Unis est de reconnaître tous les gouvernements sans poser de questions par rapport à leur origine ou à leur organisation, non plus que sur les moyens au travers desquels les personnes au pouvoir l'ont atteint, pourvu qu'il y ait un gouvernement *de facto* accepté par le peuple du pays [...] Nous n'allons pas au-delà du constat d'un gouvernement exerçant un pouvoir effectif pour enquêter sur sa légitimité ; nous ne nous enquérons pas des causes qui ont pu conduire au changement du gouvernement. Pour nous il est indifférent si la réussite de la révolution a été aidée ou pas par une intervention étrangère. [...] Nous laissons toutes ces questions au peuple ainsi qu'aux autorités publiques du pays en question ; et cette décision, qu'elle résulte d'actes positifs ou d'une acceptation tacite, est pour nous une garantie suffisante de la légitimité du nouveau gouvernement. [...]

Un autre Ministre provenant de la République de Nicaragua s'est déjà présenté lui-même, et il a été reçu en tant que tel étant donné qu'il nous a fourni une preuve satisfaisante du fait qu'il représente le Gouvernement *de facto* et, pendant que celui-ci existe, le Gouvernement *de jure* de cette république.<sup>70</sup>

Walker est resté derrière le gouvernement de Rivas jusqu'au 12 juillet 1856 lorsque lui-même fut investi comme président après avoir obtenu la victoire lors des élections frauduleuses du 29 juin. En décembre, lors de son quatrième message annuel, le président Pierce rappelait au Congrès que la protection des citoyens et des propriétés des États-Unis au Nicaragua exigeait de regarder « le pouvoir existant dans cet État-là comme le gouvernement responsable »<sup>71</sup>. Walker fut « chef d'État » jusqu'au premier mai 1857, lorsqu'une coalition militaire des républiques centraméricaines l'obligea à signer l'acte de reddition. Nonobstant, après être rentré aux États-

---

<sup>70</sup> PIERCE Franklin, *Special Message*, 15 mai 1856. Disponible sur The American Presidency Project : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

<sup>71</sup> PIERCE Franklin, *Fourth Annual Message*, 2 décembre 1856. Disponible sur The American Presidency Project : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 4 avril 2014.

Unis, Walker a essayé à deux reprises (1858 et 1860), sans succès, de reprendre le pouvoir au Nicaragua. En réponse à l'arrestation du flibustier qui eut lieu en janvier 1858, le président James Buchanan (1857-1861) a envoyé ce message au Sénat :

Ces expéditions sont le plus sûr moyen de retarder le progrès américain [états-unien], alors même que sa promotion est l'objectif déclaré de ses meneurs et contributeurs.

Il n'est pas douteux que la destinée de notre race est de se répandre sur le continent de l'Amérique du Nord, et ceci sera bientôt accompli si les événements sont laissés à leur cours naturel. La vague d'émigrants atteindra le Sud, et en fin de comptes rien ne pourra arrêter son progrès. S'il l'est permis d'y aller pacifiquement, l'Amérique centrale aura bientôt une population états-unienne qui confèrera des bénédictions et des bénéfices tant aux natifs qu'à leurs gouvernements respectifs. La liberté sous la contrainte de la loi préservera la paix interne, tandis que les différentes routes de transit traversant l'isthme, dans lequel nous sommes profondément intéressés, auront leur protection assurée.<sup>72</sup>

La « condamnation » de Buchanan des expéditions de flibustiers n'a pas remis en cause la légitimité de la doctrine Monroe mise à jour avec celle de la destinée manifeste. Au contraire, les mots du président désapprouvaient seulement un moyen pour l'accomplir sans se poser de questions par rapport à sa validité intrinsèque. L'avancée états-unienne vers le Sud ne semblait pas avoir de frein, du moins provenant de l'extérieur. Le processus, qui avait commencé par une neutralité prétendue lors de l'affaire du Texas au milieu des années 1830 en arrivait à la fin des années 1850 à la reconnaissance par Washington d'un gouvernement, au Nicaragua, qui avait à sa tête un bandit états-unien<sup>73</sup>. Entretemps, les États-Unis avaient réussi à obtenir une position privilégiée à Panama ainsi qu'à mettre en place une politique d'équilibre dans la zone avec la première puissance navale du monde, le Royaume-Uni. Seule une catastrophe comme la guerre de Sécession (avril 1861-mai 1865) et la période de reconstruction qui l'a suivie ont pu arrêter une telle politique. Côté hispano-américain, le conflit interne états-unien a apporté une bouffée d'air frais ; côté français, cette débâcle était l'opportunité parfaite pour mettre en œuvre le discours panlatiniste visant l'outre-Atlantique. Napoléon III était décidé à mettre le holà à l'expansion agressive des Anglo-Saxons dans l'isthme centraméricain.

## **2.2 Alerte rouge en France : du discours panlatin à l'action impériale.**

L'idée d'une latinité américaine a été bien accueillie en France. En 1844, lorsque Michel Chevalier a publié son ouvrage *L'Isthme de Panama*, les deux volumes de ses *Lettres sur l'Amérique du Nord* (1836) en étaient déjà à leur quatrième réédition. Cependant, depuis 1845 (annexion du Texas), aux simples sentiments de « communion latine » et aux lointains analyses des intérêts français sur le continent américain allait s'ajouter une sensation de menace : l'avancée États-unienne vers le

---

<sup>72</sup> BUCHANAN James, *Message to the Senate on the Arrest of William Walker in Nicaragua*, 7 janvier 1858. Disponible sur The American Presidency Project : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

<sup>73</sup> Après avoir été capturé par l'armée britannique une fois en Honduras (où il avait fui après l'échec de sa troisième expédition en Nicaragua) Walker fut condamné à mort et fusillé à Trujillo, Honduras, le 12 septembre 1860.

Sud était le signal visible du risque d'engloutissement de la « race latine » sous la vague anglo-saxonne. Il fallait la contenir. Le réchauffement des esprits panlatinistes en France a entraîné le passage du discours à l'action militaire. Les années 1860 ont vu un empereur européen à la tête du Mexique.

### **2.2.1 Le chemin vers la latinité expéditionnaire : le sentiment d'affaiblissement de la position française en Amérique Hispanique.**

Benjamin Poucel fut un immigré français qui s'est établi en Uruguay au XIX<sup>ème</sup> siècle, où il a fondé les Bergeries-Mérinos du Río de la Plata. Personnellement touché par l'« avancée anglo-saxonne » (en Uruguay la présence anglaise était aussi importante) ainsi que par la maigre présence française dans cette zone de l'Amérique, il publia en 1849 l'ouvrage *Études des intérêts réciproques de l'Europe et de l'Amérique. La France et l'Amérique du Sud*, dans lequel nous pouvons lire :

La race anglo-saxonne aspire à l'envahissement commercial du globe. Cette grande question se videra en Amérique. [...] Le tableau si rapide de la grande lutte qui se prépare entre les deux races maîtresses aujourd'hui du continent américain dévoile, aux yeux des hommes penseurs, un singulier avenir de conquête morale ouvert au génie de la France. Balancer la puissance matérielle de la race anglo-saxonne en Amérique par une alliance sérieuse avec la race latine de ces contrées et, par suite, diriger l'avenir politique et commercial du monde, tel est le lot départi providentiellement à la France. À elle de comprendre sa mission.<sup>74</sup>

Ce livre, qui cite celui de Chevalier à maintes reprises, a été suivi par un mémoire lu à la Société d'ethnologie de Paris le 22 février 1850 intitulé *Des émigrations européennes dans l'Amérique du Sud*, dans lequel Poucel déploie un discours plus élaboré :

À Dieu ne plaise que mon appel prenne la forme d'un cri de guerre ! Non, je ne veux que la paix et tous les biens qui en découlent. Mais n'est-il donc pas des moyens autres que la guerre pour arrêter l'essor dominateur de la race anglo-saxonne ? Elle même nous a donné l'exemple de ce qu'il y a à faire. L'accroissement de sa puissance si grand, si rapide, est dû à la magnifique émigration qu'elle a su provoquer parmi ses frères de l'Europe. Hé bien ! Si la race latine d'Amérique n'imité pas sa rivale du Nord, c'est à ses frères d'Europe à se porter dans les belles contrées dont elle laisse les richesses inexploitées. L'émigration ! L'émigration ! Voilà le grand moyen de retremper la race latine en Amérique, le seul moyen de balancer la puissance des Anglo-saxons qui s'avancent à grands pas vers le sud de ce continent. [...] Elle [la branche de la « race latine » d'Amérique du sud] n'a besoin que d'exemple, et la civilisation européenne avec toutes ses merveilles s'implantera sans peine sur un sol béni du ciel.<sup>75</sup>

Ces textes mettent en évidence comment l'idée d'une « Amérique latine » menacée avait pris racine. Cette Amérique devait être secourue par une France qui prendrait la « tête » de la civilisation latine. Quoique l'expression « Amérique latine » proprement dite n'ait pas été utilisée par un Français avant 1861, en 1850 l'utilité d'une telle idée était déjà claire pour beaucoup. Mais Poucel avait encore une vision floue des choses, peut-être à cause de son éloignement des cercles

---

<sup>74</sup> POUCEL Benjamin, *Études des intérêts réciproques de l'Europe et de l'Amérique. La France et l'Amérique du Sud*, Paris, Librairie de Guillaumin et C<sup>o</sup>, 1849. p. 6 et 21. Disponible sur : [www.googlebooks.com](http://www.googlebooks.com), Date de consultation : 7 avril 2014.

<sup>75</sup> POUCEL Benjamin, *Des émigrations européennes dans l'Amérique du sud*, Paris, Arthus-Bertrand Librairie, 1850, p. 26-27. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 7 avril 2014.

de pouvoir. Ce serait pendant la décennie 1850 – la même qui vit Louis-Napoléon Bonaparte devenir Empereur – que d'autres auteurs commenceraient à mieux cibler le discours panlatiniste. *Le Mexique*, ouvrage de Michel Chevalier publié en 1851, est le texte qui initie le mouvement :

Dans l'intervalle de dix ans à peu près, il [le Mexique] a été démembré deux fois par ses formidables voisins du Nord. Quel est l'avenir qui l'attend ? Sera-t-il dévoré par l'envahissante démocratie de l'Union Américaine, *pièce par pièce*, selon la prédiction de Jefferson ? C'est dans l'ordre des événements possibles, et à moins que les Mexicains n'aient redoublé d'efforts pour mieux exploiter leur territoire si riche et si admirablement situé et pour en faire tourner les avantages au profit du genre humain, leur asservissement par les Américains du Nord n'excitera que médiocrement, s'il arrive, le regret des autres nations. Ils auront mérité leur triste destin. [...]

Mais s'il y a lieu de craindre, nous ne disons pas pour l'existence, mais pour l'autorité, parmi l'aréopage que composent les peuples civilisés en général, d'une nation telle que la nôtre, qui a fourni tant de preuves éclatantes de sa vitalité, de sa force et de son ascendant, et dont la puissance est un des éléments indispensables de l'équilibre du monde, qu'est-ce donc pour un peuple qui n'a de vie propre que d'hier, et envers lequel un redoutable voisin a déjà contracté l'habitude de s'attribuer celles de ses provinces qu'il trouve à sa convenance, sans que dans le voisinage il existe des tiers qui puissent réclamer de manière à être écoutés ?<sup>76</sup>

Il fallait donc aller au Mexique. C'était là que les Anglo-Saxons gagnaient matériellement du terrain en portant un préjudice direct à la « race latine », sa « branche américaine » étant incapable non seulement de s'ériger en barrière, mais aussi, même, d'exploiter son propre territoire, si riche et bien situé. L'appel à l'expédition fut fait d'une façon beaucoup plus explicite l'année suivant par Hippolyte Domartin, immigré français au Mexique qui se présentait lui-même comme « concessionnaire de vastes terrains dans les provinces mexicaines de Chihuahua et de Sonora pour l'établissement de colonies européennes ». Voilà les conclusions de son ouvrage *Les États-Unis et le Mexique : l'intérêt européen dans l'Amérique du Nord* publié en 1852:

Or, je pense que tout homme qui de bonne foi aura lu ce mémoire restera pénétré de ces deux vérités : 1° Que les États-Unis ne peuvent rien de sérieux contre nous sans la possession du Mexique, et en particulier sans celle des territoires que j'ai demandés [le Sonora et le Chihuahua], territoires qui tenant le vrai chemin de réunion des provinces américaines sises sur l'Atlantique et sur le Pacifique, tiennent par là même la clef du continent, la clef des deux Océans et de tout le commerce qui peut s'y faire ; 2° que l'Union une fois maîtresse de ces provinces peut impunément suivre à notre perte tous les projets couvés par sa vaste ambition. [...] La France en particulier a tout à y perdre, et, si les desseins américains s'accomplissaient dans toute leur étendue, sa ruine serait totale et prochaine. [...]

Tout le dénonce, le mouvement des choses, des hommes et des idées, l'avenir du monde est en Amérique et dans l'Amérique du Nord. C'est donc là qu'il faut se porter, si l'on veut retarder l'heure de la fin, ou lorsqu'elle aura sonné pour l'Europe ne pas être dépossédé de toute place dans le monde. Un pays nous appelle, pays dont le peuple est de notre race et dont les intérêts sont les nôtres, pays qui demain ne sera plus à moins d'un prompt secours, pays qui tient à notre disposition la richesse et l'influence : allons à lui. Et qui sait ! En lui tendant une main de salut, peut-être que nous nous sauverons nous-mêmes. Les grands actes de générosité furent bien des fois les grands actes politiques !<sup>77</sup>

---

<sup>76</sup> CHEVALIER Michel, *Le Mexique. Extrait de l'encyclopédie du XIX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Imprimerie de Maulde et Renou, 1851, p. 37-39. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 28 septembre 2013. Italiques en texte.

<sup>77</sup> DOMMARTIN Hippolyte, *Les États-Unis et le Mexique : l'intérêt européen dans l'Amérique du Nord*, Paris, Librairie Guillaumin, 1852, p. 74, 76 et 77. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 7 avril 2014



Tous ces appels à l'action n'ont fait que raffermir une idée que Louis-Napoléon Bonaparte avait en tête depuis, au moins, 1846. Après avoir expliqué dans son texte sur le canal de Nicaragua quelles allaient être les puissances européennes qui bénéficieraient d'un tel travail, en mettant l'accent sur l'Angleterre, le Prince séjournant à Londres écrivait :

L'Angleterre verra avec plaisir l'Amérique centrale devenir un état prospère et puissant, qui établisse un équilibre des puissances, au travers de la création en Amérique hispanique d'un nouveau centre de dynamisme entrepreneurial, assez puissant pour permettre la naissance d'un grand sentiment de nationalité, ainsi que pour empêcher, en soutenant le Mexique, de nouveaux empiètements du côté du Nord.<sup>78</sup>

À l'époque de rédaction de ce passage, ni lui ni la France n'étaient en position d'agir, raison pour laquelle, peut-être, il a lancé cet appel à l'action aux Anglais. Une fois Empereur, l'idée d'« Amérique latine » et toutes ses conséquences furent acceptées par un important secteur de l'opinion française. Il ne restait plus qu'à saisir le bon moment pour se rendre au Mexique.

### 2.2.2 « La plus belle pensée » de Napoléon III : un empereur pour le Mexique.

La défense de la « race latine » et des intérêts français dans le continent américain passait par la levée d'un barrage capable de contenir l'avancée états-unienne. Pour ce faire, Napoléon III a opté pour la transformation du Mexique en une sorte d'« État tampon » qui agirait, à la fois, comme garde-manger de l'économie française et comme point d'appui du projet du canal interocéanique. Pour conduire cet État, un noble européen contrôlé et soutenu par Bonaparte, l'austro-hongrois Ferdinand Maximilien Joseph (1832-1867). D'après une brochure anonyme mise en circulation en 1864 et intitulée *L'empereur de Mexique*, Napoléon III aurait qualifié cette manœuvre comme « la plus belle pensée de son règne »<sup>79</sup>, inspirée sans doute par Chevalier, qui faisait partie du *brain-trust* de l'empereur<sup>80</sup>.

L'opportunité s'est présentée en 1861. Le 12 avril, les Confédérés de Jefferson Davis ont commencé les hostilités de la guerre de Sécession en attaquant Fort Sumter, en Caroline du Sud. Le 17 juillet, le Président mexicain Benito Juarez (1806-1872) proclamait la loi qui suspendait le paiement de la dette extérieure, ce qui a entraîné la rupture des relations entre le Mexique et les puissances européennes créancières. Le 31 octobre fut signé à Londres une convention entre l'Angleterre, l'Espagne et la France afin de faire « une démonstration navale et

---

<sup>78</sup> BONAPARTE Louis-Napoléon (sous le pseudonyme N.L.B.), *Canal of Nicaragua or, a project to connect the Atlantic and pacific oceans by means of a Canal*, p. 6-7.

<sup>79</sup> Cf PHELAN Jhon Leddy, «Pan-Latinism, French Intervention in Mexico (1861-1867), and the Genesis of the Idea of Latin America», ORTEGA Y MEDINA Juan A. (ed.), *Conciencia y autenticidad historicas: escritas en homenaje a Edmundo O'Gorman*, México, UNAM, 1968, p 284.

<sup>80</sup> Cf PHELAN Jhon Leddy, «Pan-Latinism, French Intervention in Mexico (1861-1867), and the Genesis of the Idea of Latin America», p. 287.

militaire commune ayant pour but d'obliger Juarez à payer les dettes »<sup>81</sup>. Les Européens avaient invité les États-Unis à les rejoindre étant donné qu'ils avaient aussi des créances à réclamer, invitation qui fut rejetée par le gouvernement de Washington en invoquant non la doctrine Monroe – laquelle il était incapable d'appliquer – mais sa proximité avec Juarez. À vrai dire, la dernière chose dont avaient besoin les États-Unis à ce moment là était d'un conflit extérieur, soit avec le Mexique, soit avec les Européens. Ainsi donc, le 17 décembre le premier contingent européen, celui de l'Espagne, débarquait à Vera Cruz. L'intention française restant inavouée, « l'union paraissait sincère entre les signataires de la Convention ».<sup>82</sup>

Côtés anglais et espagnol, l'intention – en dépit de l'ampleur des moyens mobilisés – était juste d'obtenir le paiement des dettes. Le 19 février 1862 le représentant des pays européens, l'Espagnol Juan Prim y Prats, et le Ministre des affaires étrangères mexicain, Manuel Doblado, ont signé la Convention de la Soledad, document non accepté par les Français. L'évidence d'une arrière-pensée chez ces derniers fut à l'origine de la rupture de l'alliance tripartite (9 avril) ainsi que du subséquent départ des troupes anglaises et espagnoles (18 avril). De leur côté, les Français, déjà déterminés à arriver jusqu'à Mexico, ont soutenu la première bataille avec les troupes de Juarez le 5 mai. La défaite subie a entraîné la relève du commandement de l'expédition. Le général Charles Ferdinand Latrille comte de Lorencez serait relayé par le général – futur Maréchal de France – Élie-Frédéric Forey le 27 juillet, qui avait reçu les instructions suivantes de la part de Napoléon III :

Il ne manquera pas de gens qui vous demanderont pourquoi nous allons dépenser des hommes et de l'argent pour fonder un Gouvernement régulier au Mexique.

Dans l'état actuel de la civilisation du monde, la prospérité de l'Amérique n'est pas indifférente à l'Europe ; car c'est elle qui alimente nos fabriques et fait vivre notre commerce. Nous avons intérêt à ce que la république des États-Unis soit puissante et prospère, mais nous n'en avons aucun à ce qu'elle s'empare de tout le golfe du Mexique, domine les Antilles ainsi que l'Amérique du Sud, et soit la seule dispensatrice des produits du Nouveau-Monde. Nous voyons aujourd'hui, par une triste expérience, combien est précaire le sort d'une industrie qui est réduite à chercher sa matière première sur un marché unique, dont elle subit toutes les vicissitudes.

Si, au contraire, le Mexique conserve son indépendance et maintient l'intégrité de son territoire, si un Gouvernement stable s'y constitue avec l'assistance de la France, nous aurons rendu à la race latine, de l'autre côté de l'Océan, sa force et son prestige ; nous aurons garanti leur sécurité à nos colonies des Antilles et à celles de l'Espagne ; nous aurons établi notre influence bienfaisante au centre de l'Amérique ; et cette influence, en créant des débouchés immenses à notre commerce, nous procurera les matières indispensables à notre industrie.

---

<sup>81</sup> DUROSELLE Jean-Baptiste, *La France et les États-Unis des origines à nos jours*, Paris, Éditions du seuil, 1976, p.62.

<sup>82</sup> DELARÛE DE BEAUMARCHAIS Maurice, *La doctrine de Monroe*, p. 85.

Le Mexique, ainsi, régénéré, nous sera toujours favorable, non seulement par reconnaissance, mais aussi parce que ses intérêts seront d'accord avec les nôtres, et qu'il trouvera un point d'appui dans ses bons rapports avec les puissances européennes.<sup>83</sup>

Forey, qui était arrivé avec des renforts, a su redresser la situation et le 10 juin 1863 s'est emparé de Mexico, en proclamant l'Empire le 10 juillet. En France, les conservateurs mexicains exilés – farouches opposants de Juarez sensibles à l'idée impériale qui étaient entrés en contact avec Napoléon III depuis 1861 – avaient déjà entamé des « consultations » avec l'Empereur des Français pour définir le nom du futur empereur mexicain. Une fois la décision prise, la délégation conservatrice s'est rendue au château de Miramare (Trieste, Italie), résidence de Maximilien de Habsbourg, pour lui offrir le trône, ce qu'il accepta le 3 octobre en croyant qu'il comptait avec « le soutien du peuple Mexicain ». Il est arrivé à Vera Cruz le 28 mai 1864, avec l'engagement préalable du Second Empire de « lui donner de l'argent et des troupes »<sup>84</sup>. Le 1<sup>er</sup> octobre le général Bazaine prenait le relais comme commandant. Ses instructions, consolider l'empire et défaire définitivement Juarez.

Au début de l'affaire, « le gouvernement [de Washington] était obligé, par les nécessités de sa politique intérieure, de croire aux vues désintéressées en apparence du Gouvernement français »<sup>85</sup>. Notamment, les Nordistes ne voulaient pas que la contestation du droit de la France « à faire la guerre » au Mexique puisse se traduire en la reconnaissance des Confédérés par le Second Empire. Il était vital pour le Nord que Napoléon III restât neutre. Ainsi, au-delà des déclarations de rejet de la part de l'opinion publique et du Congrès états-uniens, le seul moyen d'agir une fois l'empire mexicain proclamé était l'appui secret à la résistance. En effet « les consuls français [constataient] l'existence de trafic d'armes, d'envoi d'hommes à destination de Juarez »<sup>86</sup>. La donne a commencé à changer à partir 1863. Les victoires nordistes de Vicksburg et Gettysburg marquant le point d'inflexion, la chute d'Atlanta (2 septembre 1864) faisant encore plus pencher la balance et la conquête de Richmond – la capitale sudiste – (25 mars 1865) signalant la défaite militaire pour les Confédérés dans une guerre déclarée terminée le 10 mai 1865. Précisément à Richmond, le secrétaire d'État William Seward (1861-1865), déclara : « que dirai-je à l'Empereur des Français ? Qu'il déguerpisse du Mexique ! »<sup>87</sup>.

La fin de la guerre aux États-Unis a signifié le début de la fin de l'empire de Maximilien. L'appui jusque là fourni par les États-uniens – Nordistes et Sudistes – aux résistants n'allait que s'accroître. « Les États-Unis récompensaient Juarez de son indomptable ténacité en reconnaissant

---

<sup>83</sup> Ministère des Affaires étrangères, « Lettre d'instructions de l'Empereur Napoléon III au Général Forey. Fontainebleau, 3 juillet 1862 » *Documents diplomatiques*, 1861-1873, p. 190-191. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 7 avril 2014.

<sup>84</sup> DUROSELLE Jean-Baptiste, *La France et les États-Unis des origines à nos jours*, p. 62.

<sup>85</sup> DELARÛE DE BEAUMARCHAIS Maurice, *La doctrine de Monroë*, p. 87.

<sup>86</sup> DUROSELLE Jean-Baptiste, *La France et les États-Unis des origines à nos jours*, p. 62.

<sup>87</sup> Cité par DUROSELLE Jean-Baptiste, *La France et les États-Unis des origines à nos jours*, p. 64.

son Gouvernement et en lui envoyant des armes et de l'argent»<sup>88</sup>. Même des militaires qui venaient de sortir de la guerre de Sécession se sont rendus au Mexique. Depuis là, les victoires des troupes de Juarez n'ont fait qu'affaiblir la position des troupes françaises, lesquelles ont négocié leur retrait le 15 janvier 1866. Après avoir obtenu des « garanties financières » de la part du Mexique, en mars 1867 elles ont quitté définitivement le territoire mexicain. Maximilien, qui avait décidé d'y rester, fut fusillé le 19 juin.

La débâcle mexicaine n'a pas entraîné la fin du discours panlatiniste français. Curieusement, l'expédition française au Mexique a été à l'origine du renouveau de la politique panlatiniste mise en œuvre par la Troisième République. En s'inspirant de ce que son oncle avait fait en Égypte, Napoléon III a envoyé des hommes de science juste derrière les militaires.

### 2.2.3 L'effet inopiné de l'aventure mexicaine : le panlatinisme expéditionnaire au service de la Troisième République

Ce qui au XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup> était connu sur le nom d' « Américanisme français », soit le courant académique et scientifique universitaire dont l'objet était d'étudier le continent américain, particulièrement sa partie *latine*, ne connut un véritable essor que sous l'impulsion de l'expédition engagée par le Second Empire au Mexique. « Toute une campagne littéraire [accompagnait] ainsi cette campagne militaire »<sup>89</sup>. À l'époque de Napoléon III, l'esprit de ce courant ne pouvait être autre que celui de la domination. La façon dont le *concept* d'« Amérique *latine* » fut utilisé pour la première fois par un Français rend compte de cette situation. Dans l'article « Situation de la latinité » publié en 1861, L.M. Tisserand s'est exprimé ainsi :

L'influence latino-européenne étreindra toute l'Amérique méridionale, du détroit de Magellan à l'isthme de Panama, pour embrasser plus tard le Mexique et les Antilles, qui appartiennent historiquement à la même civilisation. Ce résultat sera promptement atteint, lorsqu'une nouvelle ligne transatlantique rattachera Nantes ou Le Havre à la Havane, à la Nouvelle-Orléans et à Vera-Cruz (sic), traçant ainsi un sillage de démarcation entre les populations américaines demeurées fidèles à l'idée latine et celles qui, à la suite des races anglo-saxonnes, se sont jetées à corps perdu dans les hasards de la civilisation matérielle. [...] Espérons que cette grande leçon [la division états-unienne à cause de la guerre de Sécession] ne sera pas perdue pour les peuples de l'Amérique latine. La civilisation s'y est établie sur la base des idées et des croyances ; elle doit y survivre à la politique étroite et égoïste de l'intérêt.<sup>90</sup>

Dans cet esprit fut créée en 1864 à Paris la *Commission scientifique du Mexique*, « directement inspirée de l'institut du Caire fondé par le premier Bonaparte »<sup>91</sup>. Elle a été organisée par un décret de Napoléon III et avait à sa tête le Maréchal Jean Baptiste Philibert Vaillant et Michel Chevalier. Curieusement, sa zone de travail fut établie des fleuves Colorado et

<sup>88</sup> DELARÛE DE BEAUMARCHAIS Maurice, *La doctrine de Monroë*, p. 91.

<sup>89</sup> CHONCHOL Jacques et MARTINIÈRE Guy, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, l'Harmattan, 1985, p. 69.

<sup>90</sup> TISSERAND L.M., « Situation de la latinité », *Revue des races latines française, algérienne, espagnole, italienne, portugaise, belge, autrichienne, roumaine, brésilienne et hispano-américaine*, Vol. 24, 1861, p. 141-142. Disponible sur : gallica.bnf.fr ; date de consultation : 12 mars 2014. Italiques ajoutés.

<sup>91</sup> CHONCHOL Jacques et MARTINIÈRE Guy, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, p. 70.

Bravo, au Mexique, jusqu'à l'isthme du Darien, en Colombie<sup>92</sup>. Des politiciens, des intellectuels, des historiens et des militaires français collaboraient avec les travaux de la Commission, laquelle a publié régulièrement entre 1865 et 1870 et à un rythme moindre après. Le Mexique devenait ainsi le premier laboratoire d'une tradition institutionnelle et académique « américaniste » française qui allait porter ses fruits sous la Troisième République, laquelle ferait le passage du panlatinisme expéditionnaire au culturel. La débâcle napoléonienne l'obligeait à changer de méthode.

Les bases du changement d'attitude qui allait s'opérer sous la Troisième République se trouvent aussi dans les arguments des républicains opposants à l'expédition. En 1862, dans *L'expédition du Mexique*, Edgar Quinet (1803-1875), exilé à Genève, critiquait ainsi la position qu'allait prendre la France si le projet géo-idéologique panlatin bonapartiste arrivait à bon port :

D'ailleurs un ancien Saint-Simonien, aujourd'hui conseiller d'État [Chevalier ?], nous fait déjà remarquer presque officiellement que le Mexique touche par Acapulco au Japon et à la Chine. Quoi de plus facile que de mettre cette moitié de la sphère dans le creux de la main ? Tendre une seule chaîne autour du globe, de Paris à Mexico, de Mexico au Japon, n'est-ce pas là aussi une *idée napoléonienne* ?<sup>93</sup>

Par rapport à la méthode choisie par l'Empereur des Français pour « protéger » la branche américaine de la « race latine » du péril anglo-saxon, Quinet opinait :

L'esprit bonapartiste rattache à cette question du Mexique la question de toute une race, la race latine ! Quoi ! Vous le déclarez vous-même, ou vous le faites déclarer par vos écrivains ! [...] C'est à titre de *Latins* que vous allez couvrir de votre invasion le peuple mexicain ! Et tout ce qui est *latin* dans le monde doit s'attendre à une violation semblable de votre part ? Mais sur ce pied-là (sic) qui se croira en sûreté ? Qui peut jurer qu'il n'a pas une goutte de sang latin dans ses veines, si cela suffit pour qu'il soit passé au fil de l'épée ? C'est donc comme membre de la famille que vous venez occuper le foyer, en chasser les habitants et leur imposer la loi, ou l'absence de loi, qui vous plaira le mieux ! Quoi ! Tout peuple qui a de près ou de loin des mots osques, ou sabins, ou latins mêlés à sa langue, vous appartient comme à son chef ! Il doit tomber sous vos coups et « recevoir en martyr votre mitraille » ! Vous vous en déclarez le maître ! Vous changerez à votre gré son gouvernement, sa volonté ! Vous vous direz les aînés de cette famille, et à titre de majorat vous réduirez les cadets à la portion servile.<sup>94</sup>

Quinet – qui avait été professeur de quelques Hispano-Américains au Collège de France – était aussi au courant de ce que ce type d'actions occasionnait chez eux. Loin de se rallier aux projets d'annexion ou d'intervention étrangère, ceux-ci étaient en train d'être poussés à l'union défensive :

Du Pérou à l'Uruguay, les Républiques du Sud iront rejoindre la République de 1848. Un souffle napoléonien les dispersera, les effacera du globe ; cette suppression de la vie politique, sur la moitié d'un continent, s'appellera le grand acte de 1862. Voilà ce que pressentent les populations de l'Amérique du Sud. Voilà pourquoi notre expédition du Mexique les a réveillées en sursaut. L'instinct américain les a

---

<sup>92</sup> Cf AILLÓN SORIA Esther, « La política cultural de Francia en la génesis y difusión del concepto *L'Amérique latine*, 1860-1930 » GRANADOS Aimer et MARICHAL Carlos (compilateurs), *Construcción de las identidades latinoamericanas. Ensayos de la historia intelectual siglos XIX y XX*, Mexico, El colegio de Mexico – Centro de Estudios históricos, 2004, p. 82.

<sup>93</sup> QUINET Edgar, *L'expédition du Mexique*, Londres – Genève, Chrisletti libraire éditeur, 1862, p.10. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 7 avril 2014. Italiques en texte.

<sup>94</sup> QUINET Edgar, *L'expédition du Mexique*, p. 12-13. Italiques en texte.

averties que le Mexique ne peut être occupé par une monarchie bonapartiste, sans que tous les points du continent méridional ne soient menacés. Elles voient l'araignée dans son gîte ; naturellement elles s'opposent à ce que le filet n'aille les envelopper. Déjà l'on parle de congrès de toutes les Amériques espagnoles pour aviser à une résistance commune contre l'étranger [...] Notre inique agression unit ceux que sépare l'immensité des distances. Buenos-Ayres (sic) s'entend avec le Chili, l'Atlantique avec le Pacifique. Nous avons donné à ces vastes continents l'occasion de craindre, de se défier, de haïr et d'armer en commun.<sup>95</sup>

Quinet ne se trompait pas. Tant les agressions états-uniennes que les dérives impérialistes françaises ont été les étincelles qui ont allumé la flamme du sentiment unioniste chez les élites hispano-américaines séjournant à Paris. Ce sentiment, à son tour, serait à l'origine de la naissance, en espagnol, du *concept* d'« Amérique latine » en 1856, sous une signification tout à fait différente à celle que l'*idée* avait chez les panlatinistes français.

### **2.3 Ni empereurs européens ni présidents états-uniens : l'« Amérique latine » est née d'un combat.**

Conçue comme colonne vertébrale d'un projet géo-idéologique aux racines impériales, l'*idée* d'« Amérique latine » serait restée sous la plume des auteurs panlatinistes français. Le *concept*, au contraire, a vu le jour sous la plume hispano-américaine et ses racines sont, essentiellement, anti-impérialistes. Quoique fils de la logique « raciale » propre au romantisme du XIX<sup>ème</sup> siècle, le concept n'impliquait pas un projet de conquête ou de domination de l'étranger. Bien au contraire, il s'appuyait sur les catégories raciales en vogue, d'une part, pour identifier un agresseur, d'une autre part, pour essayer de souder, au moins dans le discours, une région victime, aussi, de sa propre désunion. De ce fait, géopolitiquement le concept « Amérique latine » était identitaire et unioniste, sentiment présent chez les élites hispano-américaines depuis l'époque des indépendances.

#### **2.3.1 « Comment s'appelle-t-elle, notre Amérique ? » : l'union commence par un nom commun.**

La décennie des années 1850 est une période d'angoisse pour les élites hispano-américaines. Le démembrement du Mexique au profit des États-Unis, le contrôle que ce pays exerçait sur l'isthme de Panama, la montée du ton du discours des apôtres de la « destinée manifeste » et le début des excursions de Walker, ont tous secoué l'esprit de la région. L'agressivité de l'« autre Amérique » obligeait « cette Amérique » à s'unir pour se défendre. Mais comment s'appelle-t-elle, « cette Amérique » ? Pour faire un appel à l'union la moindre des choses est de savoir à « qui » on en appelle. Cette information clé n'était pas disponible, en particulier chez les Hispano-Américains résidant en Amérique, incapables encore de voir au travers des murs de la nationalité. L'angoisse de la menace devenait l'« angoisse du gentilé ». Le pragmatisme et l'économie de langage

---

<sup>95</sup> QUINET Edgar, *L'expédition du Mexique*, p. 11-12.

exigeaient des élites de trouver un adjectif qui leur permît de désigner le plus facilement et le plus adéquatement possible l'Amérique attaquée. La vacillation, l'hésitation et l'imprécision terminologiques étaient de l'ordre du jour. L'historien et homme politique chilien Benjamín Vicuña Mackenna (1831-1886) l'a mis ainsi en évidence en 1856 :

La guerre aux flibustiers est la guerre à l'Amérique du Nord, une guerre nationale, la cause de l'Amérique espagnole [...] soyons *sud-américains* face à l'Amérique du Nord. Que notre famille mutilée, qui compte de multiples dénominations véhiculant une hostilité mutuelle, « Péruviens », « Chiliens », « Colombiens », « Argentins », soit un seul nom devant le nom Américain, de ce *Pluribus Unum* qui est unique et, pour ça même, est tout-puissant. Que nos républiques divisées soient une seule Amérique devant les républiques *unies* du Nord, qui sont une seule Amérique aussi !<sup>96</sup>

En dehors de l'« angoisse » il est évident dans ce texte que l'esprit du romantisme n'avait pas pénétré l'auteur. Vicuña Mackenna utilisait encore des critères géographiques pour marquer la différence entre les deux Amériques. L'opposition n'était pas encore « Anglo-Saxonne » contre « Latine » mais entre Nord et Sud. La construction de l'opposition « raciale » en Amérique ne pouvait avoir lieu qu'en Europe. En effet<sup>97</sup>, la première publication hispano-américaine « représentative » qui accueillit l'idée d' « Amérique latine » fut la *Revista Española de Ambos Mundos*, fondée à Madrid en 1853 par l'Uruguayen Alejandro Magariños Cervantes (1825-1893), qui avait fait un long voyage en France après avoir fini ses études en Espagne. Justement, le texte d'ouverture du premier numéro de la revue fut la traduction en espagnol de l'introduction des *Lettres sur l'Amérique du Nord* de Michel Chevalier. Dans le troisième numéro de la même revue fut publié, aussi en 1853, l'article « España y las repúblicas hispanoamericanas » du dominicain Francisco Muñoz del Monte (1800-1875), qui habitait à Madrid. Ce texte fut le premier écrit dans lequel l'idée d' « Amérique latine » se manifesta sous la plume d'un Hispano-Américain. Une caractérisation encore, non pas un nom. « Cependant, la thèse qui le structure du début à la fin est celle de la nécessité impérieuse de préserver en Amérique la race latine, en danger d'être absorbée par l'avancée territoriale de la race anglo-saxonne. À la base, donc, l'idée mère de la latinité de notre continent »<sup>98</sup>. En tout cas, le concept en tant que tel ne pouvait naître qu'où l'idée était née.

### **2.3.2 Le rejet des agressions états-uniennes et la naissance du concept d' « Amérique latine » : à la recherche des premiers *latino-américains*.**

1856 fut l'année clé. L'humiliation produite par la reconnaissance du gouvernement de William Walker de la part du président Franklin Pierce fut l'étincelle de la flamme unioniste dans le

---

<sup>96</sup> VICUÑA MACKENNA Benjamín, «La conquista de la América española por los Americanos del Norte», juillet 1856. Cité par ARDAO Arturo, « La idea de la magna Colombia. De Miranda a Hostos (1975) », ZEA Leopoldo (compilateur), *Fuentes de la cultura latinoamericana I*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, Collection « Tierra Firme », 1993, p. 46. Italiques en texte.

<sup>97</sup> Cf ARDAO Arturo, *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, p. 54-55.

<sup>98</sup> ARDAO Arturo, *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, p. 55-56.

discours. Le 22 juin le chilien Francisco Bilbao (1823-1865) – ancien élève de Jules Michelet et d'Edgar Quinet au Collège de France et proche de l'abbé Félicité de Lamennais – alors exilé à Paris, lisait « en présence de trente et quelques citoyens appartenant à presque toutes les républiques du Sud » son texte connu de nos jours comme *Iniciativa de la América. Idea de un Congreso Federal de la Repúblicas*. Son but était de plaider pour l'union des républiques Hispano-Américaines afin de « sauver l'indépendance territoriale et la capacité d'initiative du monde américain, menacées par l'invasion, par l'exemple de l'Europe et par la division des États »<sup>99</sup>. D'après Bilbao, l'union de la « race latine » de l'Amérique du Sud était la seule manière de faire face à la menaçante « race anglo-saxonne » du Nord :

Nous voyons déjà tomber des fragments de l'Amérique dans les *mâchoires anglo-saxonnes* du boa magnétisant, qui défait ses anneaux tortueux. Hier le Texas, le nord du Mexique et le Pacifique saluaient leur nouveau maître. Aujourd'hui les guérillas d'avant-garde réveillent l'isthme, et nous voyons Panama hésiter et bercer son destin à côté de l'abîme en se demandant : serai-je du Sud, serai-je du Nord ?

Il y a là un danger. Celui qui ne le voit pas, renonce à l'avenir. Y a-t-il si peu de conscience de nous-mêmes, si peu de foi dans les destins de la *race latino-américaine*, que nous attendons la volonté d'autrui ainsi qu'un génie différent pour qu'ils organisent et disposent de notre sort ? Nous sommes nés si déshérités des qualités de la personnalité, que nous avons renoncé à notre propre initiative, et nous croyons maintenant seulement en l'étrangère, hostile et même dominatrice initiation de l'individualisme ? [...] La deuxième campagne est ouverte, qui ajoute à l'indépendance déjà conquise l'association des nos peuples.<sup>100</sup>

Ce passage marque le début de l'appropriation par les Hispano-Américains, en termes « *latino-américains* », de l'opposition raciale du continent. Appropriation qui s'inscrit dans une logique différente, car défensive, de celle proposée par le discours panlatin de Chevalier et de Bonaparte. Bien qu'à Paris, le Chilien soit très au courant de la situation politique de son continent. Il fait un portrait assez complet de l'avancée états-unienne vis-à-vis des républiques du Sud :

Et tout ça, frontières, races, Républiques et nouvelle création morale, tout ça est en danger, si nous restons endormis. Les États désunis de l'Amérique du Sud commencent à apercevoir la fumée du campement des États-Unis. Nous commençons déjà à sentir les pas du colosse qui sans craindre personne, chaque année, avec sa diplomatie, avec la semence d'aventuriers qu'il disperse ; avec son influence et son pouvoir qui s'accroissent et qui magnétisent ses voisins, avec les complications qu'ils font naître chez nos peuples ; avec des traités précurseurs, avec des médiations et des protectorats ; avec son industrie, sa marine, ses entreprises ; guettant nos carences et fatigues ; profitant de la division des Républiques ; chaque année plus impétueux et plus audacieux, ce colosse juvénile qui croit en son empire, comme Rome a aussi cru dans le sien, infatué déjà de toute la série de ses bonheurs, avance comme une marée croissante que suspend les eaux pour se décharger en chute sur le Sud. [...]

Walker est l'invasion, Walker est la conquête, Walker est les États-Unis. Attendrons-nous que l'équilibre des forces penche d'une telle façon de l'autre côté, que l'avant-garde d'aventuriers et de pirates des territoires réussisse à s'établir au Panama, pour penser à notre Union ? Panama est le point d'appui que

---

<sup>99</sup> BILBAO Francisco, « *Iniciativa de la América. Idea de un congreso federal de las Repúblicas – Posdictum*, 24 juin 1865 », ZEA Leopoldo (compilateur), *Fuentes de la cultura latinoamericana I*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, Collection « Tierra Firme », 1993, p. 53.

<sup>100</sup> BILBAO Francisco, « *Iniciativa de la América. Idea de un congreso federal de las Repúblicas – El congreso normal americano*, 22 juin 1856 », p. 56. Italiques ajoutés.



cherche l'Archimède yankee pour lever l'Amérique du Sud et la suspendre au-dessus d'un abîme pour la dévorer.<sup>101</sup>

Face à une telle menace, impossible de ne pas insister : « nous devons développer notre indépendance, conserver les frontières naturelles et morales de notre patrie, nous devons perpétuer notre *race américaine et latine*, [...] développer la République, [et] faire s'évanouir les petites nations pour élever la grande nation américaine, la Confédération du Sud »<sup>102</sup>. Ainsi donc, Bilbao a mis face à face l'Amérique de « race anglo-saxonne » et l'Amérique de « race latine ». Mais si ce fut à lui de mettre en évidence la nature « défensive » et « anti-impérialiste » de la *latinité* de sa région, ce serait au Colombien José María Torres Caicedo (1830-1889) de faire le dernier pas. Ce fut lui qui utilisa pour la première fois le terme « Amérique *latine* » pour faire référence à sa région d'origine.

À l'âge de 20 ans et après avoir fini ses études de droit à Bogotá, Torres Caicedo a quitté son pays afin de s'installer à Paris, où il est devenu un des principaux promoteurs de la cause *latino-américaine*. Comme Bilbao, il a condamné en juin 1856 la « *flibusterie*, délit qui était naguère puni par les tribunaux [des États-Unis] et qui y est aujourd'hui appuyé par les hautes autorités politiques », en la qualifiant de « coup de sonnette que [ce pays] vient de donner aux nations sud-américaines » de « race espagnole » dont « l'indépendance est menacée »<sup>103</sup>. Juste trois mois plus tard, il rédigea à Venise le poème *Les deux Amériques* (écrit le 26 septembre 1856 mais publié à Paris le 15 février 1857) texte dans lequel le *concept* d'« Amérique *latine* » est employé pour la première fois :

Plus qu'isolés se trouvent désunis,  
Ces peuples qui sont nés pour s'allier :  
L'union est leur devoir, leur loi de s'aimer :  
Égaux par leur origine et par leur mission ; –  
*La race de l'Amérique latine,*  
*En face de l'anglo-saxonne, –*  
Ennemie mortelle qui menace  
De détruire sa liberté et sa bannière.  
L'Amérique du Sud est appelée  
À défendre sa liberté authentique,  
La nouvelle idée, la morale divine,  
La sainte loi de l'amour et de la charité.<sup>104</sup>

---

<sup>101</sup> BILBAO Francisco, « Iniciativa de la América. Idea de un congreso federal de las Repúblicas – El congreso normal americano, 22 juin 1856 », p. 57 et 61.

<sup>102</sup> BILBAO Francisco, « Iniciativa de la América. Idea de un congreso federal de las Repúblicas – El congreso normal americano, 22 juin 1856 », p. 57. Italiques ajoutés.

<sup>103</sup> TORRES CAICEDO José María, « Agresiones de los Estados Unidos bajo el gobierno de los hombres del sur », juin 1856. ARDAO Arturo (compilateur), *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, p. 122-123 (Appendice). Italiques en texte.

<sup>104</sup> TORRES CAICEDO José María *Las dos Américas* (XI strophe), Venise, 26 septembre 1856. Publié dans le journal *El Correo de Ultramar* le 15 février 1857. ARDAO Arturo (compilateur), *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, p. 129 (Appendice). Italiques ajoutés. Cité par ARDAO Arturo (compilateur), *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, p. 67.

L' « Amérique anglo-saxonne » avait maintenant en face d'elle l' « Amérique *latine* ». Cependant, comme tout nouveau-né, le concept était encore faible. Il n'était qu'une parmi d'autres dénominations utilisées pour faire référence à une région relativement bien délimitée mais encore accablée par l'« angoisse du gentilé », qu'il ne faisait qu'approfondir. Torres Caicedo lui-même parlait encore d'une « Amérique du Sud » peuplée par une « race espagnole ». En tout cas, la « conscience de la latinité » était déjà arrivée chez les élites hispano-américaines pour ne plus jamais repartir. Bien au contraire, elle allait mettre au jour un sentiment pérenne unioniste hispano-américain.

Dans la capitale française le chemin semblait sans obstacle pour la consolidation du nom. Le 15 février 1861 Torres Caicedo publiait le document *Bases para la formación de una Liga Latino-Americana*, dans lequel l'auteur expliquait qu'« aujourd'hui plus que jamais les républiques *latino-américaines* ont besoin de réaliser une grande Confédération afin d'unir leur forces et leur ressources »<sup>105</sup>. Le passage d'une mention marginale dans un poème au titre d'un livre dans un laps de cinq ans indique que le nom commençait à gagner en importance. Cependant, l'expédition napoléonienne au Mexique allait s'ériger en barrière non de l'expansionnisme états-unien mais de la consolidation de l' « Amérique *latine* ». Son inévitable association au panlatinisme impérial français serait le grand obstacle à franchir.

### 2.3.3 Le rejet de l'impérialisme français et la consolidation du concept d' « Amérique *latine* » à Paris.

L' « Amérique *latine* » a commencé à être durement attaquée juste après le début de l'expédition de Napoléon III. *Désillusion* est le mot juste pour décrire le sentiment chez certains membres de l'élite hispano-américaine résidant à Paris. Francisco Bilbao, l'artisan de la charge sémantique du concept et francophile convaincu, serait le premier à le discréditer. Dans la deuxième édition de son livre *La América en Peligro*, publiée en 1862 à Buenos Aires, le Chilien fut catégorique. Dans la dédicace écrite à Jules Michelet et à Edgar Quinet, il s'est exprimé ainsi :

Et nous bénissons la France ! Et aujourd'hui que votre patrie nous blesse, aujourd'hui que la terrible épée de la France transperce le cœur de mes frères du Mexique, aujourd'hui je viens demander à mes maîtres justice envers la France.

Tu l'as dit, Quinet : « *Si la patrie meurt, sois toi-même l'idéal de la nouvelle patrie* ». Et elle meurt, la patrie qui s'obstine dans l'injustice.

Tu l'as dit, Michelet : « *Le droit est mon père et la justice est ma mère* ». Eh bien, ton père et ta mère maudissent la France.<sup>106</sup>

---

<sup>105</sup> TORRES CAICEDO José María, *Bases para la formación de una Liga Latino-Americana*, 15 février 1861. ARDAO Arturo (compilateur), *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, p. 132 (Appendice).

<sup>106</sup> BILBAO Francisco, *La América en peligro*, Buenos Aires, Imprenta y litografía a vapor de Bernheim y Boneo, 1862, p. iv. Disponible sur : [www.archive.org](http://www.archive.org), date de consultation : 7 avril 2014. Italiques en texte.

Dans le corps du texte, les attaques de Bilbao étaient encore plus fortes. En suivant une démarche presque parallèle à celle suivie dans *l'Iniciativa de la América*, l'auteur s'efforce de présenter la France comme une menace équivalente à celle représentée par les États-Unis, donc, comme un facteur d'union de cette partie de l'Amérique qu'il n'appellait plus *latine* :

« L'Empire, c'est la paix » – a dit Napoléon III. L'empire, c'est le parjure, dira l'Histoire. Des guerres en Europe, en Asie et en Afrique. Il ne manquait plus que l'Amérique. Pourquoi le Mexique est-il aujourd'hui la victime choisie pour faire apparaître comme stupide l'intelligence de la grande Nation, comme perfide le cœur du peuple qui avait prêché la fraternité et comme bourreau du faible, le bras terrible de la France, qui trouvera dans la guerre son Palafox ?

Le Mexique avait ses traîtres qui semaient la tentation ; – Le Mexique est le plus beau et le plus riche pays de l'Amérique ; – Le Mexique, situé entre les deux océans, entre les Républiques du Sud et celles du Nord, centre stratégique du commerce et de la politique du nouveau continent ; – Le Mexique monarchisé (sic), sera une source d'amertume pour les États-Unis ainsi que pour les Républiques du Sud, – et ses trésors, exploités par la *civilisation impériale*, pourraient financer une autre *grande armada*, afin de réaliser le rêve de Philippe II et l'intention cachée de l'héritier de Waterloo. [...]

Ô Mexique, ô vous fils des Aztèques et des Castillans, vous avez aujourd'hui entre les mains la faculté de signaler l'itinéraire de la mort aux profanateurs de votre sol, et de jeter la première pierre à cet empire, qui sera la signal de la lapidation universelle à laquelle il est destiné [...]

Nous voyons, non seulement l'indépendance du Mexique en danger, mais aussi l'indépendance du nouveau continent ; non seulement son territoire menacé de vol, mais aussi l'idée vitale des peuples de l'Amérique menacée d'extermination : la disparition de la République. C'est ainsi que nous pouvons dire : Américains, on veut nous voler le territoire ; Républicains, on prétend nous dégrader. Solidarité dans la terre, dans les intérêts, voilà ce qui nous unit.<sup>107</sup>

Il n'est donc pas étonnant que Francisco Bilbao ait arrêté d'associer la « latinité » à l'Amérique et, par conséquent, d'utiliser le concept d' « Amérique *latine* »<sup>108</sup>. Toutefois, d'autres *latino-américains* résidant à Paris ont continué à utiliser l'expression dans leurs textes, contribuant à son enracinement et à sa diffusion. Deux raisons peuvent l'expliquer : peut-être associaient-ils la « latinité conquérante » à Napoléon III plutôt qu'à la France, peut-être s'attachaient-ils à la signification en espagnol – anti-impérialiste – du concept. Quoi qu'il en soit, entre 1862 et 1870 les ouvrages suivants ont été publiés à Paris<sup>109</sup> :

- CALVO Carlos (1824-1906, juriste uruguayo-argentin), *Traité diplomatique sur l'Amérique latine*. (1862)
- CALVO Carlos, *Recueil complet des traités, conventions, capitulations, armistices et autres actes diplomatiques de tous les États de l'Amérique Latine*. Publiés aussi en espagnol. (1862 – les trois premiers volumes).
- CALVO Carlos, *Anales históricos de la Revolución de América latina*. (de 1864 à 1867)

---

<sup>107</sup> BILBAO Francisco, *La América en peligro*, p. 10 et 13. Italiques en texte.

<sup>108</sup> Cf. ESTRADA Paul, « Del invento de América Latina en París por Latinoamericanos (1856–1889) », p. 184 et ROJAS-MIX Miguel, *Los cien nombres de América Latina : eso que descubrió Colón*, p. 344.

<sup>109</sup> Cf. ESTRADA Paul, « Del invento de América Latina en París por Latinoamericanos (1856–1889) », p. 184.

- ROBLES PEZUELA Luis (ingénieur mexicain), *Apuntes sobre las mejoras materiales aplicables a la América-latina*. (1869).

Le livre *Unión Latino-Americana. Pensamiento de Bolívar para formar una liga Latino-Americana*, de José María Torres Caicedo, publié à Paris en 1865 dans un contexte de fort interventionnisme européen en « Amérique latine », mérite une mention à part. Le « vide » laissé par les États-Unis a aussi été vu comme une opportunité par les Espagnols. De 1861 à 1865 l'Espagne réincorpore à son empire la République dominicaine, d'avril 1864 à février 1865 elle occupe les îles péruviennes de Chincha et en 1866 elle fut à la tête du bombardement des ports de Valparaiso (Chili) et de Callao (Pérou). C'est pourquoi l'auteur écrit :

Si la doctrine Monroe, telle qu'interprétée par Messieurs Buchanan, Cass, etc., voulait dire : les États-Unis reconnaissent et respectent la souveraineté des Républiques latino-américaines, et feront reconnaître et respecter par les puissances européennes l'indépendance de ces nations ; si telle avait été l'interprétation, l'Amérique latine, la jugeant convenable, aurait pu accepter le dogme réformé de Monroe. Mais non ; l'école des congressistes d'Ostende fait dire à Monroe : seuls les États-Unis ont le droit de conquérir les territoires d'Amérique latine à leur guise ; telle est la doctrine qu'on prétend imposer, non pas comme une règle de droit public américain, mais comme un principe de droit international, obligatoire en toutes circonstances [...] Nous ne voulons pas pour l'Amérique latine d'ingérence ni de l'Amérique du Nord, ni de l'Europe dans ses affaires ; sauf si elle se limite au fait utile et juste de reconnaître les nations existantes.<sup>110</sup>

Parmi les élites hispano-américaines séjournant à Paris, l'*idée* faisant référence à une « latinité américaine » autrefois simple adjectif s'était donc érigée en *concept* et nom propre. Mais tout ceci s'est passé à Paris, le processus d'admission, de consolidation et de diffusion de l'« Amérique latine » dans le continent américain serait plus lent et difficile. En plus de la concurrence que lui faisaient d'autres dénominations utilisées depuis longtemps, outre-Atlantique le souvenir de l'expédition mexicaine de Napoléon III serait plus difficile à effacer qu'en France. L'association de la « latinité » américaine à l'anti-impérialisme plutôt qu'à l'impérialisme pendra quelque temps. Néanmoins, Paris et la francophilie seraient à la base de son enracinement : « étant donnée la position privilégiée dont jouissait Paris dans la diffusion internationale des livres, la thématique et la perspective clairement unionistes et identitaires des ouvrages [mentionnés ci-dessus] pénétreront en Espagne et en Amérique latine, où elles trouveront un certain écho. Un écho plutôt qu'une véritable réception pendant les années 1860 »<sup>111</sup>. En effet, à Valparaiso, Chili, Manuel Antonio Hurtado (1845-1905) dédiait ces mots à la France dans son poème *A la América*, publié en 1866 :

Amérique, réveille-toi ! Tes gloires du passé  
Dans les annales du monde, s'assombrir tu verras ;

<sup>110</sup> TORRES CAICEDO José María, *Unión Latino-Americana. Pensamiento de Bolívar para formar una liga Latino-Americana*, Paris, 1865. ARDAO Arturo (compilateur), *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, p. 135 (Appendice).

<sup>111</sup> ESTRADE Paul, « Del invento de América Latina en París por Latinoamericanos (1856–1889) », p. 184. Italiques ajoutés.

Les despotes de l'Europe ont profané ton sol  
Et encore dans l'indolence tu demeures.

Ne vois-tu pas ? Là dans le Nord, les aigles de la France  
Cernent et détruisent le Mexique impérial ;  
Il n'ont ni codes, ni droits, ni égards ;  
Leurs lois sont le crime, la force et le poignard.<sup>112</sup>

---

<sup>112</sup> HURTADO Manuel Antonio, « A la América », *Patria y amor*, Valparaiso, 1866, p. 29. Cité par ROJAS-MIX Miguel, *Los cien nombres de América Latina : eso que descubrió Colón*, p. 367.

### TROISIÈME PARTIE

#### L' « Amérique *latine* » traverse l'Atlantique: le panaméricanisme états-unien, la nouvelle latinité française et l'Amérique latine. 1870-1914

*La paix sociale dans l'âge industriel de l'humanité est une question de débouchés.*

Jules FERRY, *Le Tonkin et la mère patrie*, 1890.

La course colonialiste, en plus de structurer la politique internationale de la fin de siècle en Europe, a été aussi à l'origine d'un « sentiment de crise » chez les États-Uniens, qui craignaient de voir réduite leur participation dans les circuits commerciaux du monde. Ce sentiment, à son tour, a catalysé le durcissement de la politique de Washington vis-à-vis de l' « Amérique *latine* ». Bien que les États-Unis soient restés en dehors de la démarche coloniale telle qu'elle a été menée par les Européens, ils étaient eux aussi sensibles aux rivalités commerciales et à la « quête du prestige » qui étaient à sa base. Côté français, la course était plutôt une *reconquête* du prestige perdu à Sedan. L'argumentaire de Jules Ferry était clair : « si le recueillement en Europe s'impose provisoirement, l'expansion coloniale est d'autant plus nécessaire car la diplomatie française ne peut rester inactive, il faut parler aux Français de grandeur nationale retrouvée »<sup>113</sup>. Cependant, la stratégie à suivre en Amérique devait être différente de celle mise en œuvre ailleurs : l'échec mexicain de Napoléon III fermait la porte à toute autre intervention militaire, laquelle, en tout cas, serait repoussée par les États-Unis, déjà remis de leur conflit interne et résolus à se mettre définitivement à la tête du continent. En effet, côté états-unien, l'apaisement passait par l'accès à l' « Amérique *latine* » comme source de matières premières pour ses industries et comme marché pour sa production. Ainsi l'a exprimé en 1870 le président Ulysses S. Grant (1869-1877) :

Il n'est pas présomptueux de dire, d'après l'esquisse qui vient d'être faite, et sans oublier la considération due à la souveraineté et à l'orgueil national des républiques hispano-américaines, que les États-Unis, du fait de l'antériorité de leur indépendance, de la stabilité de leurs institutions, de l'attachement de leur peuple à l'État de droit, des ressources dont dispose leur gouvernement, de leur puissance navale, de leur entreprise commerciale, de l'attraction qu'ils exercent auprès des immigrants européens, du prodigieux développement interne de leurs ressources et de leur richesse, et de la vie intellectuelle de leur population, occupent nécessairement une position prééminente sur ce continent, laquelle ils ne peuvent ni ne doivent abdiquer, et qui les prédispose à avoir la voix principale, et qui leur impose des devoirs, par le droit et par l'honneur, vis-à-vis des questions américaines, que ces questions affectent des colonies émancipées ou des colonies encore assujetties à la domination européenne.<sup>114</sup>

La France, en la personne de Ferdinand de Lesseps, avait cru trouver un chemin à travers Panama, lequel, cependant, se révélerait vite une impasse. Le début du XX<sup>ème</sup> siècle apporterait le règlement l'affaire du canal interocéanique en faveur des États-Unis. Cette dernière

---

<sup>113</sup> ALLAIN Jean-Claude et. al., *Histoire de la diplomatie française II. De 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, Collection « tempus », 2005, p. 157.

<sup>114</sup> GRANT Ulysses S., *Special message to Congress*, 14 juillet 1870. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

tentative politico-économique française pour se faire à une place dans le continent américain serait secondée par une forte politique de coopération culturelle, le nouveau panlatinisme, qui visait à rapprocher les élites *latino*-américaines encore plus de la France. Bien que réussie, l'impact positif de cette politique ne se fit pas sentir sur les intérêts géoéconomiques français mais sur la consolidation de l'« Amérique *latine* » chez elle. L'action culturelle française n'a fait qu'approfondir le processus de *latinisation* des élites, lequel s'est renforcé après la formulation du discours panaméricain pendant les années 1880, en atteignant son but grâce à leur réconciliation avec l'*hispanité* à l'occasion de la guerre hispano-états-unienne de 1898. La « sortie politique » de l'Europe du continent américain fut donc parallèle à l'arrivée de l'« Amérique *latine* », expression qui ne serait admise dans le langage politique états-unien qu'en tant que composante du discours panaméricain.

### **3.1 La troisième doctrine Monroe : le panaméricanisme ou l'« Amérique aux États-Unis ».**

La fin de la guerre de Sécession a signifié le début de la révolution industrielle états-unienne. Une fois l'Union soudée et le processus de consolidation territorial achevé, le poids prépondérant qu'avaient eu jusqu'ici les considérations politiques dans la façon dont les États-Unis interagissaient avec le monde serait réduit en faveur des aspects économiques. L'objectif : s'affranchir de l'Europe afin de s'assurer les marchés et les ressources de l'Amérique hispanique. Les stratégies : d'abord, restructurer la politique à l'égard des républiques du Sud en essayant d'adoucir l'unilatéralisme interventionniste par un discours de communion continentale aux racines économiques, le panaméricanisme. Ensuite, s'assurer le contrôle de la zone du percement du canal interocéanique.

#### **3.1.1 « L'Amérique aux États-Unis » : le discours panaméricain et la première Conférence internationale américaine.**

Le XIX<sup>ème</sup> siècle, l'époque des « pan-projets », ne pouvait pas finir sans voir la naissance dans le Nouveau Monde d'un projet « panaméricain ». Curieusement, l'idée états-unienne d'isolement de l'hémisphère passait par l'établissement dans le Nouveau Monde d'un système continental inspiré de celui mis en place sur le Vieux Continent, quoique fondé sur d'autres principes et dépourvu de la délimitation « raciale » propre aux autres pan-projets. Le discours panaméricain visait à institutionnaliser la communion continentale prêchée depuis 1823 dans le but d'établir une forte liaison économique et commerciale avec les républiques du Sud. Ceci sans souscrire à des compromis politiques capables de porter atteinte à la liberté des États-Uniens de poursuivre leurs intérêts stratégiques sur le continent. Multilatéralisme commercial, unilatéralisme politique : le

projet panaméricain se révélait comme la synthèse parfaite des postulats des présidents Washington et Monroe.<sup>115</sup>

La présence de l'Europe en Amérique s'était accrue depuis la guerre de Sécession. Le premier signal d'alerte fut donné par les Français lors de la Guerre du Pacifique (1879-1884)<sup>116</sup>. Lors d'un entretien avec le ministre états-unien à Paris, Levi Morton (1881-1885), le Président Jules Grévy (1879-1887) a proposé d'exercer une action conjointe France-États-Unis-Royaume-Uni afin de mettre fin au conflit. Dans une communication du 5 septembre 1881, le secrétaire d'État James Gillespie Blaine (1881, 1889-1892) demande à Morton de décliner l'invitation dans les termes suivants :

Des interventions de ce type ont été fréquentes dans l'histoire diplomatique de l'Europe et ont été parfois suivies de résultats bénéfiques à la préservation de l'équilibre des puissances. Mais les États-Unis n'appartiennent pas à ce système d'États – dont la France et le Royaume-Uni sont d'importants membres – et n'ont jamais participé aux règlements de leurs conflits. Ni l'intérêt ni l'inclination ne conduisent ce pays à désirer une voix dans la discussion de ces questions. Nos relations avec les États du continent américain, néanmoins, sont bien différentes [...] Les Républiques d'Amérique sont des sœurs cadettes de ce gouvernement. Leur proximité de situation, la similarité de l'origine et de l'encadrement de leur gouvernement, l'unité des intérêts politiques par rapport à toutes les questions des relations internationales ainsi que leur isolement géographique vis-à-vis de l'Europe sont à la base des relations proches et spéciales que les États Américains entretiennent l'un avec l'autre, ainsi que de l'éloignement qui, avec le passage du temps, les sépare peu à peu du système européen.

Les intérêts politiques et commerciaux des États-Unis sur ce continent transcendent en portée et en importance ceux de toute autre puissance, et quel que soit l'endroit où ces intérêts sont profondément impliqués, ce Gouvernement doit préserver une position qui lui permette d'exercer une influence indépendante et efficiente.<sup>117</sup>

Blaine était convaincu que la paix en Amérique du Sud serait synonyme de débouchés pour l'économie états-unienne et que tout conflit, en revanche, serait profitable aux Européens. En conséquence, en 1881 il obtint l'approbation des présidents James Abram Garfield (1881) et Chester Alan Arthur (1881-1885, au pouvoir après l'assassinat du premier), pour inviter les gouvernements des pays de l'Amérique ibérique – car l'Empire du Brésil était inclus – à un Congrès de paix américain à Washington. Bien que les lettres d'invitation aient été envoyées aux gouvernements respectifs le 29 novembre 1881, le nouveau secrétaire d'État, Frederik Frelinghuysen (1881-1885) a convaincu le Président Arthur de ne pas tenir le Congrès, qui fut annulé en janvier 1882. D'après Frelinghuysen, un tel congrès pouvait générer « chez d'autres nations avec lesquelles les États-Unis sont aussi en bons termes, des jalousies et des mauvais

---

<sup>115</sup> Le terme « Panaméricain » fut employé pour la première fois le 27 juin 1882 dans un article paru dans le journal Newyorkais *Evening post*.

<sup>116</sup> Le conflit concernait le Chili, le Pérou et la Bolivie. Certaines compagnies européennes y étaient vivement intéressées étant donné que la zone en dispute était riche en minéraux.

<sup>117</sup> BLAINE James G, « France proposes joint intervention in the South American war. Secretary Blaine to Honorable L.P. Morton, Minister to France (5 septembre 1881) », BLAINE James G, *Political Discussions. Legislative, diplomatic and popular. 1856-1886*, Boston, The Henry Bill Publishing Company, 1887, p. 401-402. Disponible sur : [www.archive.org](http://www.archive.org), date de consultation : 3 avril 2014.



sentiments ». Dans une lettre publique adressée au Président Arthur le 3 février 1882, l'ex-secrétaire d'État Blaine réprouvait ainsi la décision :

Il serait difficile d'imaginer une façon plus efficace pour faire perdre aux États-Unis l'amitié de leurs voisins américains, et ceci ne renforcerait certainement pas notre *prestige* dans le monde européen. Je ne vois pas non plus, M. le Président, comment les gouvernements européens pourraient ressentir « des jalousies et des mauvais sentiments » à l'égard des États-Unis à cause d'un effort de leur part pour assurer une paix durable parmi les nations américaines, à moins qu'il ne soit véritablement dans l'intérêt des puissances européennes que les nations américaines ne tombent en guerre par intervalles et qu'il y ait une remise en question des institutions républicaines [...]

Au-delà des buts philanthropiques et chrétiens poursuivis par une conférence américaine, consacré à la paix et à la bonne volonté entre les hommes, nous pourrions aussi obtenir des avantages matériels comme résultat d'une meilleure compréhension et d'une amitié plus proche avec les nations d'Amérique [...] Je ne dis pas, M. le Président, que la tenue d'un Congrès de paix changera forcément les flux du commerce, mais elle nous ramènera à de bonnes relations avec toutes les nations américaines ; elle promouvra le règne de la loi et de l'ordre ; elle augmentera la production et la consommation ; elle stimulera la demande des marchandises que les fabricants américains [états-uniens] peuvent fournir avec des bénéfices. Elle représentera, en tout cas, un début amical et favorable dans la direction de l'influence et du commerce états-uniens dans une zone que nous avons négligée jusqu'au présent, laquelle a été pratiquement monopolisée par nos rivaux commerciaux d'Europe.<sup>118</sup>

Les lignes de base du panaméricanisme sont ainsi posées par Blaine. Une nouvelle version de la pièce classique de Monroe, en costumes industriels et commerciaux cette fois-ci. Isolement de l'hémisphère afin d'instrumentaliser le continent, lequel deviendrait le point d'appui des États-Unis dans la course que ceux-ci menaient avec les Européens. Dès lors, le but de Blaine et des autres panaméricanistes serait de promouvoir partout la tenue de la conférence continentale. Le 16 septembre 1882 Blaine publia dans le *Chicago Weekly Magazine* un article visant à expliquer la politique étrangère du Président Garfield, dans lequel il exprime d'une façon plus crue son point de vue :

La politique étrangère de l'administration du Président Garfield avait deux objectifs principaux : le premier, semer la paix et prévenir des guerres futures en Amérique du Nord et du Sud ; le deuxième, cultiver des relations amicales et commerciales avec tous les pays d'Amérique telles que celles-ci entraînent une augmentation des exportations des États-Unis, en fournissant tous ces produits pour lesquels nous sommes parfaitement capables de rivaliser avec les nations industrielles d'Europe. Afin d'atteindre le deuxième objectif, le premier doit être atteint. [...]

Notre propre gouvernement ne peut pas ne pas offrir une intervention amicale afin de régler les problèmes entre les pays américains, sans, en même temps, concéder librement aux gouvernements européens le droit de mener une telle intervention, en consentant ainsi dans la pratique à la destruction de la doctrine Monroe et à l'accroissement illimité de l'influence européenne sur ce continent. [...]

D'une ardente amitié avec *l'Amérique hispanique* nous sommes passés à l'indifférence voire à la froideur. Il n'y a qu'un pas avant l'inimitié, laquelle peut entraîner ce qui serait équivalent à une alliance commerciale contre nous. [...] Si ces tendances doivent être évitées, si l'amitié *hispano-américaine* doit être retrouvée, *si l'empire commercial qui nous appartient légitimement doit nous revenir, nous ne devons pas être les témoins oisifs de son*

---

<sup>118</sup> BLAINE James G, « Withdrawal of Invitation to a Peace Congress (3 février 1881) », BLAINE James G, *Political Discussions. Legislative, diplomatic and popular. 1856-1886*, p. 407-410.

*transfert à d'autres.* Si nous devons le reconquérir, un grand premier pas doit être fait. C'est le premier pas qui coûte le plus. C'est aussi le premier pas qui compte le plus.<sup>119</sup>

Nous voyons ici comment l'antipathie à l'égard de l'Europe n'a fait que générer chez les États-Uniens un désir d'imitation. L'idée n'était pas de protéger l'hémisphère contre « l'empire » mais d'en ériger un nouveau. Tout au long de la décennie l'intérêt pour la réunion d'une conférence continentale n'allait que s'accroître. Pendant que Blaine s'occupait de sa campagne présidentielle pour les élections de 1884 – qu'il allait perdre –, d'autres panaméricanistes prenaient le relais, en enflammant la rhétorique. C'est donc dans ce contexte que le Congrès a finalement approuvé en 1888 la loi qui autorisait la convocation de la première Conférence internationale américaine, laquelle s'est tenue à Washington entre le 2 octobre 1889 et le 19 avril 1890 et qui avait à sa tête James G. Blaine, à nouveau secrétaire d'État sous la Présidence de Benjamin Harrison (1889-1893). Deux sujets occupaient la discussion : en premier lieu, la création d'une union douanière américaine inspirée du Zollverein qui avait tellement aidé au processus d'unification allemande ; en deuxième lieu, l'établissement d'un système d'arbitrage obligatoire – la paix pour commercer. Ainsi, en partant du principe qu'une fois la solidarité économique acquise la solidarité politique suivrait d'elle-même, les États-Uniens prétendaient établir une sorte de « relation spéciale » qui les mettrait à l'avant-garde politique et économique du continent<sup>120</sup>. La communion n'était possible que dans ces conditions, seulement ainsi pouvait-il n'y avoir qu'une seule Amérique. Si elle avait réussi, la Conférence aurait été le rituel de passage à une solidarité continentale de carton, car négligeant les aspects culturels. Ceci aurait été le résultat logique d'une Conférence convoquée par un pays qui avait en tête les Européens plutôt que les *Latino-Américains*.

Même si, comme nous le verrons ci-dessous, les propositions centrales de la conférence n'ont pas été approuvées, elle a signifié le début de l'utilisation officielle du discours panaméricain : celui qui, sous prétexte d'isoler l'hémisphère afin de le protéger des dangers provenant de l'Europe, prétendait façonner les relations interaméricaines selon les vues de Washington. Or, ce façonnement serait fait de gré ou de force. L'effet immédiat de se voir refusé le rôle de leader continental fut l'accroissement des sentiments d'anxiété et d'asphyxie commerciale. À partir des années 1890, la politique des États-Unis serait celle d'assumer unilatéralement le rôle de policier du continent afin de maintenir la paix et l'ordre dans les endroits clés pour ses intérêts. Les Caraïbes et l'isthme centraméricain seraient particulièrement visés.

---

<sup>119</sup> BLAINE James G., « Foreign Policy in the Garfield Administration (16 septembre 1882) », BLAINE James G., *Political Discussions. Legislative, diplomatic and popular. 1856-1886*, p. 411, 414, 418-419. Italiques ajoutés.

<sup>120</sup> Cf WHITAKER Arthur P., *The western Hemisphere Idea. Its Rise and Decline*, p. 83.

### 3.1.2 Vers un règlement de l'affaire du canal interocéanique : la rupture de l'équilibre avec le Royaume-Uni.

En 1876 les États-Unis de Colombie ont octroyé aux Français la concession pour construire le canal de Panama. Ferdinand de Lesseps, le célèbre initiateur du projet de Suez (inauguré en 1869), était aussi à la tête de cette entreprise. En 1880 fut créée la Compagnie universelle du canal interocéanique de Panama – le muscle financier du projet –, ce qui a donné lieu ensuite, en 1881, au début des travaux. Aux États-Unis ceci fut vu comme un autre signal d'alerte. À leur avis, leur développement économique et la puissance recouvrée après la guerre de Sécession rompaient tout équilibre dans les Caraïbes. En 1880 le Congrès avait déjà approuvé une résolution demandant l'abrogation du traité Clayton-Bulwer. En suivant cette ligne, le Président Arthur déclarait ceci au Congrès en décembre 1881 :

Ce Gouvernement a appris que la Colombie a proposé aux puissances européennes de la rejoindre afin de garantir la neutralité du projet de canal de Panama – une garantie qui serait en contravention directe de notre obligation en tant que seuls garants de l'intégrité du territoire colombien ainsi que de la neutralité du canal en lui-même. Mon regretté prédécesseur s'est senti dans l'obligation de communiquer aux puissances européennes les raisons qui font de ladite garantie états-unienne une affaire indispensable, ainsi que de toute interjection de la part d'une quelconque garantie étrangère, un acte superflu et inamical.

En prévoyant un possible recours de la part du gouvernement britannique aux provisions du traité Clayton-Bulwer de 1850 afin de justifier le partage de la position de garant que les États-Unis ont convenu avec le Gouvernement colombien quatre ans avant [traité Mallarino-Bidlack de 1846], je n'ai pas hésité à compléter l'action de mon prédécesseur en proposant au Gouvernement de Sa Majesté la modification dudit instrument ainsi que l'abrogation des clauses de celui-ci qui ne seraient pas compatibles avec les obligations des États-Unis à l'égard de la Colombie ou avec les intérêts vitaux des deux parties amies à la convention.<sup>121</sup>

En effet, le 19 novembre 1881, seulement deux semaines avant le discours d'Arthur, le secrétaire d'État Blaine avait chargé son ministre à Londres, James Russell Lowell, de demander au secrétaire au Foreign Office, Earl Granville (1880-1885), la modification du traité Clayton-Bulwer. Dans le document d'instructions Blaine s'expliquait ainsi :

Si l'on demande pourquoi les États-Unis s'opposent à l'approbation des gouvernements européens des termes de la neutralité pour l'opération d'un canal, je répondrai que le droit d'approbation implique le droit d'improbation, et qu'ainsi toute la question étant considérée comme question internationale sera ouverte aux contestations. L'intention arrêtée des États-Unis est d'en faire strictement et uniquement une question américaine, qui devra être discutée et décidée par le gouvernement américain [états-unien].<sup>122</sup>

Le désir états-unien de modifier l'équilibre dans les Caraïbes ne serait pas efficacement remis en question par les puissances européennes. Ceci à cause de leur propre incompétence et aussi parce que la course coloniale leur avait fait tourner leurs regards vers d'autres parties du globe ; en Égypte, dans le cas concret de l'Angleterre. Le Consul général Forest, représentant de

---

<sup>121</sup> ARTHUR Chester Alan, *First annual message*, 6 décembre 1881, Disponible sur The American Presidency Project : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

<sup>122</sup> Cité par DELARÛE DE BEAUMARCHAIS Maurice, *La doctrine de Monroe*, p. 109-110.

France à Bogotá, envoyait la communication suivante au Quai d'Orsay le 3 juin 1881 – prémonitoire sur plusieurs aspects :

Il est temps que la France et les autres puissances agissent si elles veulent que le canal soit neutre, c'est à dire ouvert à toutes les nations indistinctement et dans les mêmes conditions ; car la Colombie, livrée à elle-même dans la lutte maintenant engagée entre elle et son puissant adversaire qui, comme elle en est bien convaincue, veut la dépouiller sous prétexte de la protéger, sera contrainte de céder, tôt ou tard à la force.<sup>123</sup>

Ces mots n'ont pas trouvé d'écho à Paris. Ils étaient une sorte d'avertissement anticipé de la sécession panaméenne ainsi que de l'expulsion des Européens de l'isthme. Expulsion qui, en tout cas, serait graduelle et à un rythme différent pour chaque pays. Dans le cas de l'Angleterre – qui avait toujours vu la doctrine Monroe et l'idée de l'isolation de l'hémisphère occidental avec condescendance – le premier coup fut porté à l'occasion de la dispute que celle-ci et le Venezuela entretenaient par rapport à la frontière de la Guyane anglaise (aujourd'hui République coopérative du Guyana). À cette occasion-là, les États-Unis (en représentation du Venezuela) ont pratiquement obligé le gouvernement de Londres à signer un traité afin de régler l'affaire par arbitrage, ce qui fut fait à Paris le 2 février 1897. Selon l'influent sénateur du Massachusetts Henry Cabot Lodge (1893-1924), les États-Unis ne pouvaient pas permettre que l'Amérique du Sud devînt une autre Afrique<sup>124</sup>. Ceci étant fait, la modification du traité Clayton-Bulwer n'était que l'étape suivante. Le 18 novembre 1901 fut signé à Washington le deuxième traité Hay-Pauncefote qui abrogeait la convention de 1850. Le nouveau rapport de force dans les Caraïbes était ainsi consacré :

Article II. Il est accordé que le canal sera construit sous les auspices du gouvernement des États-Unis, soit directement, à sa propre charge, soit par don ou emprunt d'argent à des individus ou à des sociétés, ou au travers de souscriptions ou d'achat d'actions ou parts, et ceci, selon les dispositions du présent traité. Ledit gouvernement jouira des tous les droits propres à une telle construction, ainsi que du droit exclusif de s'assurer de la régulation et de la gestion du canal.<sup>125</sup>

Bien que le nouveau traité ne portait pas atteinte « au principe général de neutralisation établi dans l'article 8 » du traité Clayton-Bulwer, la convention Hay-Pauncefote démontrait que le rapport de force entre les signataires était désormais favorable aux États-Unis. Ces derniers avaient même « la liberté de maintenir une police militaire tout au long du canal selon ce qui serait nécessaire pour le protéger contre l'anarchie et le désordre »<sup>126</sup> (article 3.2). Et qu'en était-il des Français qui étaient déjà sur le terrain en train de percer le canal ? La sortie de la France de

---

<sup>123</sup> Cité par ORTÍZ VÁSQUEZ Luis Carlos, *La correspondance politique des diplomates français en Colombie (...)*, p. 230.

<sup>124</sup> Cf WHITAKER Arthur P., *The western Hemisphere Idea. Its Rise and Decline*, p. 92.

<sup>125</sup> HAY John et PAUNCEFOTE G.C.B., « Text of the new Hay-Pauncefote canal treaty (18 novembre 1901) », *The advocate of peace*, Vol. 64, N° 1, janvier 1902. p. 15. Disponible sur : [www.jstor.org](http://www.jstor.org), date de consultation: 4 avril 2014.

<sup>126</sup> HAY John et PAUNCEFOTE G.C.B., « Text of the new Hay-Pauncefote canal treaty (18 novembre 1901) », p. 15.

l'isthme fut moins aisée mais également définitive, mouvement parallèle au renforcement de sa présence culturelle.

### 3.2 Naine politique, géante culturelle : le panlatinisme de la Troisième République

La quête de grandeur internationale était une obsession pour certains hommes politiques républicains. Le 11 décembre 1880 Joseph Reinach, futur porte-parole de Léon Gambetta, s'est exprimé ainsi dans un article publié dans le journal *La République française* :

La France n'existe pas seulement entre l'Océan et les Alpes, entre les Vosges et la Méditerranée, la France est partout où l'histoire a créé des intérêts français, partout où le commerce et l'industrie en créent chaque jour de nouveaux, partout enfin ... où la civilisation, pour lutter contre la barbarie, s'inspire aux sources de notre Révolution. Les intérêts politiques et commerciaux répandus en dehors du territoire français sont, autant que notre territoire même, partie de notre existence comme nation. Les défendre et les développer, tel est le but que doit se proposer notre politique extérieure pour que l'avenir soit digne du passé.<sup>127</sup>

Ce paragraphe met en évidence le fait que le percement du canal de Panama, en plus de faire partie d'une stratégie économique et politique, devait être, une fois effectué, un symbole de la puissance française dans une zone du monde où les États-Uniens et les Anglais avaient l'avantage. Dans la course coloniale il était important non seulement de se ménager le contrôle des ressources naturelles mais aussi, bien plus, de construire et de contrôler les voies de communication indispensables au commerce international. Toutefois, dans une région où les élites « s'inspiraient aux sources » de la Révolution française pour forger leur identité, ce n'est pas le canal, finalement construit par les États-Uniens, qui a fait rayonner la civilisation française, mais un profond attachement à la *latinité*, revendiqué par la politique culturelle de la Troisième République.

#### 3.2.1 « Chronique d'une mort annoncée » : l'échec français à Panama

Depuis le début des travaux en 1881 le chantier français à Panama était sous le regard vigilant du gouvernement de Washington, lequel était prêt à faire sentir sa présence à la moindre occasion. Et la situation était propice pour ce faire. D'une part, des années 1880 jusqu'au début des années 1900 la Colombie a vécu une période de forte instabilité politique et a été le théâtre de récurrents affrontements armés entre les factions libérales et conservatrices, si bien qu'« à plusieurs reprises, les biens de la [Compagnie chargée de percer le canal de Panama aient été] mis au service des opérations de guerre » ou exposés « aux expropriations de la part du gouvernement ou des troupes rebelles »<sup>128</sup>. D'autre part, de mauvais choix techniques lors de la conception du projet<sup>129</sup>

---

<sup>127</sup> REINACH Joseph, « L'opinion publique en France et la politique extérieure », *La République française*, 11 décembre 1880. Cité par ALLAIN Jean-Claude et al., *Histoire de la diplomatie française II. De 1815 à nos jours*, p. 157.

<sup>128</sup> ANDRADE Margot, *La Colombie et la France. Relations culturelles XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, L'Harmattan, Collection « Recherches Amériques latines », 2012, p. 197-198.

et des affaires de corruption en France ont entraîné la crise financière de la compagnie, affaiblissant ainsi la position française sur le terrain. « Le devis initial a maintes fois été dépassé, les emprunts et appels à l'épargne publique ne suffirent plus. La Compagnie universelle [fut] finalement déclarée en faillite »<sup>130</sup> en 1889. Les travaux ayant continué, il fallut attendre 1894 pour que se crée la Compagnie nouvelle du canal de Panama et pour qu'elle succède dans les droits de l'entreprise de de Lesseps. Mais la situation financière restait précaire.

Dans un tel contexte l'intervention états-unienne était inévitable. Du point de vue de l'ordre public, Washington n'a pas hésité à faire valoir l'article 35 du traité Mallarino-Bidlack de 1846. Cette situation a été mise en évidence par le consul français à Panama, évaluant la pertinence du maintien du « Rolland », bâtiment de guerre français, comme mesure de protection du chantier. Dans une communication du 27 mars 1895 adressée au Quai d'Orsay le diplomate s'est exprimé sans ambages :

Tout bien considérée, d'ailleurs, je ne pense pas, après la communication de notre Vice-consul [à Colón] et en regard au mesures de précaution déjà prises par l'autorité locale qu'il y ait là un motif suffisant pour rendre indispensable la présence prolongée du « Roland » [...] d'autre part, celle d'un bâtiment de guerre américain [états-unien] constitue au moins une garantie matérielle du maintien de l'ordre ; je comprends que cette protection puisse offrir ses inconvénients, mais à qui la faute ? Ne sommes-nous pas venus creuser un canal dans un pays où les États-Unis avaient acquis d'avance et depuis fort longtemps la situation privilégiée que l'Angleterre s'est faite en Égypte après l'ouverture du canal de Suez ? [...]

Je me suis toujours rendu compte des étroites limitations posées d'avance à son action [celle du commandant du « Roland »] par l'existence du traité de 1846 et de ce que notre situation dans l'Isthme a d'un peu flou au milieu de circonstances comme celles-ci. C'est là, d'ailleurs, qu'il me soit permis de le dire, l'origine et la principale justification de l'antipathie que j'ai toujours professée pour l'œuvre du canal dans les conditions où M. de Lesseps l'avait entreprise, c'est-à-dire sous ce régime de quasi protectorat des États-Unis.<sup>131</sup>

Le traité de 1846 était donc un des outils privilégiés par les États-Uniens pour entamer le processus de « désinternationalisation » de l'isthme centraméricain. En invoquant l'article 35 de la convention Mallarino-Bidlack, Washington augmentait lentement mais irrésistiblement sa présence militaire à Panama afin d'assurer la liberté de transit et la protection du chantier français. Côté financier, il y eut un peu plus d'hésitations de la part des États-Uniens. Déjà engagés dans des travaux de percement au Nicaragua, ce ne fut qu'en 1902 que le Congrès approuva la loi Spooner, qui faisait du chantier de Panama le projet officiel du gouvernement de Washington. Ceci après une intense campagne de lobbying de la part de Philippe Bunau-Varilla, ingénieur français qui avait travaillé sous de Lesseps et qui avait de l'argent investi dans la Compagnie

---

<sup>129</sup> De Lesseps s'est obstiné dans la construction d'un canal à niveau jusqu'à ce qu'en 1887 il opta pour l'aménagement d'écluses. En plus, le climat de Panama a été à l'origine des maladies qu'ont décimé l'équipe de travail.

<sup>130</sup> ANDRADE Margot, *La Colombie et la France. Relations culturelles XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles*, p. 201.

<sup>131</sup> Cité par ORTÍZ VÁSQUEZ Luis Carlos, *La correspondance politique des diplomates français en Colombie (...)*, p. 473-474.

nouvelle. Celle-ci fut finalement acquise par le gouvernement états-unien après le versement de 40 millions de dollars. Si à cette situation nous ajoutons la signature du traité Hay-Pauncefote de 1901 et le fait qu'entre octobre 1899 et novembre 1902 eut lieu en Colombie la guerre des Mille Jours – le plus important conflit civil de l'histoire du pays – il est clair que la séparation du territoire panaméen tombait sous le sens. M. Bey, vice-consul de France à Panama, en faisant référence au commandant d'un bâtiment états-unien qui avait les « ordres formels de son gouvernement pour se charger de la police des trains et du contrôle du trafic »<sup>132</sup> dans l'isthme, s'est exprimé ainsi dans une communication au Quai d'Orsay du 18 septembre 1902 :

L'attitude des Américains n'est pas vue favorablement par le gouvernement et par les Colombiens qui craignent, avec raison, à mon avis, que cette intervention ne soit que le premier jalon posé par le gouvernement de Washington en vue d'assurer l'occupation définitive de l'Isthme par ses troupes sous prétexte de protéger le libre transit du chemin de fer et d'obtenir règlement plus en sa faveur concernant certaines questions encore pendantes ayant trait à l'achat du Canal de Panama. [...] [Ces agissements] paraissent dénoter l'intention des Américains de trouver un prétexte pour établir une espèce de protectorat sur l'Isthme, but qu'ils poursuivent depuis que la question de l'achat du Canal est sur le tapis.<sup>133</sup>

À la demande du gouvernement de Bogotá, les États-Unis et la Colombie avaient commencé en 1901 des négociations afin de conclure un traité portant sur la construction du canal. Le 22 janvier 1903 les deux États signèrent le traité Herrán-Hay qui ne fut, cependant, pas ratifié par le Congrès colombien. Lors d'une révolte des indépendantistes panaméens (appuyés par des États-Uniens), le président Théodore Roosevelt (1901-1909), en s'appuyant sur l'article 35 du traité de 1846, empêcha le gouvernement de Bogotá d'envoyer des troupes. Le 3 novembre 1903 le Panama déclarait son indépendance, vite reconnue par les États-Unis (16 novembre) et par la France (17 novembre). Le 18 novembre était signé le traité Hay-Bunau-Varilla (le Français en représentation de Panama) qu'a complété la vente de 1902 en octroyant la concession perpétuelle de la zone du canal aux États-Unis<sup>134</sup>. La voie interocéanique serait enfin ouverte le 15 août 1914.

Malgré les avertissements faits depuis 1881 par les diplomates français en poste en Colombie, le dernier grand espoir des Français pour établir une présence robuste et marquante en Amérique hispanique connaissait ainsi une fin mouvementée. En dépit de cet échec, l'empreinte de la France était profonde chez les élites hispano-américaines de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, lesquelles, témoins de cette nouvelle poussée du Nord, embrassèrent résolument leur *latinité*. La Troisième République a bien profité de cette conjoncture en prenant acte du fait que

---

<sup>132</sup> ORTÍZ VÁSQUEZ Luis Carlos, *La correspondance politique des diplomates français en Colombie (...)*, p. 501.

<sup>133</sup> Cité par ORTÍZ VÁSQUEZ Luis Carlos, *La correspondance politique des diplomates français en Colombie (...)*, p. 501.

<sup>134</sup> Lors de la signature des traités Torrijos-Carter du 7 septembre 1977 fut accordée la dévolution du contrôle de la zone de canal aux autorités panaméennes. Elle est devenue effective le 31 décembre 1999.

L'avancement économique des États-Unis vers le Sud était aussi irrésistible que l'attraction que la culture française exerçait sur les élites hispano-américaines.

### 3.2.2 Le panlatinisme républicain : la quête d'influence culturelle auprès des élites *latino-américaines*.

Au fur et à mesure que la Troisième République se consolide, son caractère messianique devient plus évident. Parce qu'elle est construite sur des valeurs « universelles et éternelles »<sup>135</sup>, il était inévitable qu'elle essayât d'exporter ses « modèles linguistiques et culturels [...], qui sous couvert d'universalisme, [étaient] en fait un puissant instrument de clientélisation des élites, et par là de domination indirecte »<sup>136</sup>. Or, en Amérique hispanique les conditions étaient plus que favorables à cette entreprise étant donné que la « clientélisation » était volontaire. Outre-Atlantique, la Troisième République était vue comme la véritable incarnation des valeurs des Lumières, ce qui a eu pour effet de renforcer la francophilie des élites hispano-américaines. Ce dialogue intercontinental avait un seul langage : la *latinité*. La France allait ainsi à la « reconquête » du « monde latin » de l'Amérique mais cette fois-ci avec un esprit de coopération : les lettres remplaceraient les baïonnettes. Ainsi débuta en France un processus de « démilitarisation » du combat avec les Anglo-Saxons en Amérique : « La chance culturelle de [l'« Amérique *latine* »] fut le désastre militaire du Second Empire à Sedan [et] si le succès définitif du concept [...] trouva dès lors ses racines dans [son] œuvre idéologique et économique [...] il se poursuivit dans l'effort de transformation [...] sous la marque du saint-simonisme triomphant et laïque de la Troisième République »<sup>137</sup>. Celle-ci deviendra donc « le héraut de la *latinité* portée par la révolution industrielle et l'essor de la science, des techniques et du progrès »<sup>138</sup>.

Créée en 1875, la *Société des Américanistes* fut l'héritière des structures et des connaissances scientifiques acquises lors de l'expédition de Napoléon III. Quoique inspirée par d'autres objectifs, elle avait aussi la mission de contribuer à l'endiguement de l'avancée de la « civilisation matérialiste » des Anglo-Saxons sur le continent américain. Cependant, ce ne fut qu'avec l'arrivée de l'*Alliance française* – créée en 1883 afin de promouvoir l'apprentissage de la langue française dans les colonies et à l'étranger – que la politique culturelle de la Troisième République rejoignit les Hispano-Américains chez eux. « L'outil de la langue [s'est révélé être] jusqu'à la Première Guerre Mondiale un moyen incomparable du rayonnement français en Amérique latine, auprès

---

<sup>135</sup> ROLLAND Denis, *La crise du modèle français. Marianne et l'Amérique latine. Culture, politique et identité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes – Institut universitaire de France, 2000, p. 88.

<sup>136</sup> MILZA Pierre, « Culture et relations internationales », *Relations internationales*, No 24, hiver 1980, p. 362. Cité par ANDRADE Margot, *La Colombie et la France. Relations culturelles XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles*, p. 55.

<sup>137</sup> CHONCHOL Jacques et MARTINIÈRE Guy, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, p. 71.

<sup>138</sup> CHONCHOL Jacques et MARTINIÈRE Guy, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, p. 71.



des élites à qui un savoir devait être transmis »<sup>139</sup>. Or, bien que pendant la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et les premières années du XX<sup>ème</sup> les « voyages d'initiation » et académiques à Paris de la part des élites avaient encore une haute importance, il fallut attendre 1908 pour qu'un mécanisme institutionnel de coopération à ce propos fût mise en place. Le 4 février de cette année-là eut lieu à Paris la première réunion du Comité de direction du *Groupement des Universités et Grandes écoles de France pour les relations avec l'Amérique latine*, institution fondée à l'initiative de quelques professeurs universitaires français qui, après s'être rendus dans la région, « avaient été frappés de la fidélité des Sud-Américains à notre langue, à notre littérature, à notre science, à notre culture en un mot »<sup>140</sup>. Le *Groupement* avait comme buts de promouvoir l'université et la science françaises, de coopérer avec les universités d'Amérique et de faciliter les voyages académiques en France des étudiants *latino-américains*. De plus, à partir du dernier tiers du XIX<sup>ème</sup> siècle, des missions catholiques françaises avaient fondé des établissements d'éducation primaire et secondaire à la suite des vagues d'immigration. Les bons résultats de ces politiques ainsi que l'attachement des élites à la culture française – européenne en général – ont été mis en évidence par Georges Clemenceau (1841-1929). Dans l'ouvrage *Notes du voyage dans l'Amérique du Sud. Argentine, Uruguay, Brésil* publié en 1911, il exprime ainsi ses impressions sur sa visite :

Il est bon de savoir que ces prétendus *rastaquouères*, [...], se sont mis en tête, non seulement d'assurer par un labeur constant la prospérité de leur pays, mais encore de fonder en leurs nouveaux domaines une civilisation d'inspiration européenne qui ne fut en rien inférieure à celle dont notre orgueil aime à se vanter. Ils apprennent nos langues, assiègent nos écoles, s'assimilent nos pensées, nos méthodes, et, passant de la France à l'Allemagne, à l'Angleterre, instituent d'utiles comparaisons sur les résultats obtenus. [...]

Malgré tout, la France a retenu jusqu'ici leur sympathie, leur amitié. L'idéalisme latin a maintenu les populations sud-américaines orientées vers les grandes nations modernes issues de la conquête romaine. Je ne suis pas sûr que nous ayons tiré de cette situation favorable tout le bénéfice qu'elle comporte, aussi bien pour les jeunes républiques d'outre-mer que pour la latinité, fatiguée d'un énorme effort de civilisation et vigoureusement assaillie, dans tous les domaines, par l'énergie méthodique des races du Nord.<sup>141</sup>

La fidélité des Hispano-Américains à la culture française ne cache pas, chez Clemenceau, le fait que l'opposition Latins-Anglo-Saxons est vivante est reste une donnée essentielle des relations interaméricaines. Bien que la Troisième République ait réussi à démilitariser le panlatinisme, la France de 1911 voyait les États-Unis comme un membre important du système des nations qu'il fallait contrôler dans l'Amérique elle-même. Le contrôle, cette fois-ci, se ferait au travers de la culture et des idées plutôt que de la force:

---

<sup>139</sup> CHONCHOL Jacques et MARTINIÈRE Guy, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, p. 62.

<sup>140</sup> CHONCHOL Jacques et MARTINIÈRE Guy, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, p. 60.

<sup>141</sup> CLEMENCEAU Georges, *Notes de voyage dans l'Amérique du sud. Argentine, Uruguay, Brésil*, Paris, Hachette et Cie, 1911, p. 47-48. Italiques en texte. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 20 janvier 2014.

La grande république anglo-saxonne de l'Amérique du Nord, tempérée d'un idéalisme latin importé de la France du XVIII<sup>e</sup> siècle par Jefferson, s'est emparée d'un continent pour en faire le siège d'une nation moderne dont la puissance comptera de plus en plus dans les affaires du monde. L'Amérique du Sud, réglée dans son évolution par un ensemble de leçons où les races du Nord ont leur juste part, peut-elle fournir, à son tour, un développement de civilisation latine correspondant à celui dont l'action a si puissamment contribué à faire l'Europe de nos jours ? Il ne s'agit pas, bien entendu, d'organiser une rivalité de forces ennemies entre les deux grands peuples américains, destinés, par la disposition des continents comme par l'évolution des esprits, à s'accorder pour des communs efforts vers des destinées supérieures. Le problème dont la France ne peut se désintéresser est simplement de maintenir, dans l'évolution pacifique des sociétés, la nécessaire proportion d'idéalisme qu'elle a contribué pour une si grande part à y apporter.<sup>142</sup>

Clemenceau est clair. Après l'échec militaire (Mexique) et politico-économique (Panama) la présence de la France en Amérique dépend de sa culture. Elle ne peut jamais se « désintéresser » de cette affaire. En même temps, l'Amérique au Sud des États-Unis continuera à faire partie de l'Histoire en tant qu'elle reste sous l'égide de la *latinité* car seulement ainsi elle pourra contribuer au « développement de la civilisation ». La France et l'« Amérique latine » doivent s'appuyer mutuellement afin de mener la lutte contre les Anglo-Saxons dans le cadre de « l'évolution pacifique des sociétés ».

En 1912, Raymond Poincaré (1860-1934) a présenté l'opposition américaine d'une façon plus directe. Dans la préface du livre *Les démocraties latines de l'Amérique* écrit par l'ancien président péruvien Francisco García-Calderón, le futur président de la République française s'est exprimé ainsi :

Il [García-Calderón] est, au contraire, très vivement préoccupé du péril nord-américain. Non qu'il ne sache pas rendre justice aux merveilleuses qualités de la race anglo-saxonne, non qu'il soit indifférent au prestige de la Grande République ou qu'il oublie les services qu'elle a rendus à l'autonomie américaine ; mais il sent s'alourdir peu à peu le poids d'une tutelle qui fut bienfaisante et il s'écrie avec inquiétude : *quis custodiet custodem ?* Il ne lui échappe pas que la doctrine de Monroe s'est transformée, qu'elle est insensiblement passée de la défensive à l'intervention et de l'intervention à la conquête ; et cette métamorphose lui donne à réfléchir. Quelle que soit la grandeur de la civilisation yankee, ce n'est pas la civilisation latine et M. Calderón n'entend pas que celle-ci soit jamais sacrifiée à celle-là. Il conjure l'Amérique du sud de se défendre contre la menace de l'hégémonie saxonne, de s'enrichir d'influences européennes, d'encourager l'immigration française et italienne, de purifier sa race par l'infusion d'un sang nouveau.<sup>143</sup>

Reconnaître – finalement – « l'autonomie américaine » n'impliquait pas d'admettre que la France allait laisser tomber le combat. Cette reconnaissance voulait plutôt dire qu'à la tête de celui-ci, côté latin, devaient se trouver les *Latino-Américains* eux-mêmes, toujours appuyés, bien entendu, par l'« enrichissante influence européenne ». Toutefois, la « purification raciale » n'est pas l'expression juste pour décrire le panlatinisme américain de la Troisième République. Sa véritable expression se voyait plutôt dans ce que Poincaré lui-même était en train de faire en

---

<sup>142</sup> CLEMENCEAU Georges, *Notes de voyage dans l'Amérique du sud. Argentine, Uruguay, Brésil*, p. 48.

<sup>143</sup> POINCARÉ Raymond, « Préface », GARCÍA-CALDERÓN Francisco, *Les démocraties latines de l'Amérique*, Paris, Ernest Flammarion éditeur, 1912, p. 4-5. Italiques en texte. Disponible sur : [www.archive.org](http://www.archive.org), date de consultation : 7 avril 2014.

écrivait la préface de l'ouvrage d'un auteur *latino-américain* : « conquérir », « s'allier » aux élites – les *clientéliser* – afin d'exporter en Amérique par leur intermédiaire la culture et l'« idéologie » latines. Il ne faut pas oublier qu'une des clés de la diffusion du concept d'« Amérique latine » outre-Atlantique fut la lecture des livres des auteurs *latino-américains* imprimés en France. Ceci étant une des manifestations d'un courant général : les « élites [...] ne pensaient pouvoir participer à la grande marche de la civilisation qu'en imitant les modes de vie et le savoir européens »<sup>144</sup>. Plus concrètement, la « deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle marque l'apogée du regard des élites latino-américaines vers la France »<sup>145</sup>. La clé de cet apogée : la grande acceptation du positivisme outre-Atlantique. Les élites y ont vu la justification pour guider la société au travers d'un processus « révolutionnaire » : création, au travers du progrès économique et de l'éducation moderne, d'un peuple digne d'être souverain<sup>146</sup>. L'« Amérique latine » traversera ainsi l'Atlantique comme un symbole de lutte et deviendra sur son propre continent, en plus, un symbole de progrès.

### 3.3. L'« Amérique latine » s'enracine dans son propre continent : « América Latina » vs. « Latin (pan) America »

Pendant que les États-Uniens étaient absorbés par la construction du discours panaméricain, « les élites culturelles des États [hispano-américains] paraissaient néanmoins davantage fascinées par la découverte de leurs racines latines d'origine européenne »<sup>147</sup>. La *latinité*, appuyée par l'action culturelle de la Troisième République et mise en valeur lors de la célébration du quatrième anniversaire de la « découverte » du Nouveau Monde, pourrait compter à partir de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle sur le renfort de l'*hispanité*, conséquence de la réconciliation opérée entre les anciennes colonies et leur ancienne Mère Patrie, moribonde des suites de la guerre hispano-états-unienne de 1898. Dans ce contexte, « Colombie », « Amérique du Sud », « Amérique hispanique » et toutes les autres expressions qui prétendaient désigner l'Amérique non anglo-saxonne, verraient l'« Amérique latine » l'emporter. En tout cas, en Amérique, l'acceptation et la diffusion de l'« Amérique latine » seraient lentes mais irrésistibles. Le concept identitaire qu'un groupe réduit d'écrivains – toujours respectueux de la charge sémantique avec laquelle il arrivait de Paris – utilisait pendant les années 1870, devait devenir au début du XX<sup>ème</sup> siècle la dénomination courante que les *Latino-Américains* emploieraient pour faire référence à leur région. De leur côté, les États-Uniens vont le mettre au service de la logique panaméricaine. La façon dont l'

<sup>144</sup> CHONCHOL Jacques et MARTINIÈRE Guy, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, p. 72.

<sup>145</sup> ROLLAND Denis, *La crise du modèle français. Marianne et l'Amérique latine. Culture, politique et identité*, p. 11.

<sup>146</sup> Cf GUERRA François-Xavier, *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, p. 380.

<sup>147</sup> CHONCHOL Jacques et MARTINIÈRE Guy, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, p. 59.

« Amérique *latine* » s'est établie sur son continent n'a fait que confirmer l'hypothèse à l'origine de l'idée née pendant les années 1830 : l'Amérique était divisée en deux.

### 3.3.1 L'admission et le début de la consolidation : « l'Amérique pour l'humanité », pas pour les États-Unis.

Parmi les écrivains qui utilisaient le concept d' « Amérique *latine* » dans les années 1870 nous pouvons mentionner l'Équatorien Juan Montalvo (1832-1889), le Vénézuélien Cecilio Acosta (1818-1881) et les Portoricains Ramón Betances (1827-1898) et Eugenio María de Hostos (1839-1903). Lors d'un voyage en Amérique du Sud en 1870 ce dernier a rédigé l'essai « En el Istmo », dans lequel il exprime les impressions sur son séjour à Panama :

La situation de l'isthme, l'importance que sa possession a pour notre race, les tentatives à peine dissimulées de la part des Anglo-Américains pour prendre son contrôle, la position de force que leur a donnée la construction du chemin de fer de Colon à Panama, l'esprit à la base du traité de neutralisation de l'isthme, les insolentes usurpations d'autorité de la part des chefs nord-américains de la station navale du golfe chaque fois qu'il y a un émeute à Panama, l'outrecuidante attitude de propriétaire de la part des citoyens états-uniens, tout l'avenir de la *race latino-américaine* conseille et applaudit l'attitude réservée et l'éloignement suspicieux qui sont évidents chez les Panaméens et les Colombiens établis dans la ville. Cosmopolite de par son emplacement, de par le continent dans lequel il est enclavé, le Panama appartient deux fois à l'humanité, et aucun homme du monde ne doit y être étranger [...] Mais les finalités mêmes du travail humain, la liberté universelle et la civilisation de l'avenir, exigent que toute la partie du Continent peuplée par la *race latino-américaine* soit propriété perpétuelle de notre race et, par tous les moyens qui soient à notre portée nous devons nous en assurer. [...]

Admiration plutôt que rancœur est le sentiment que j'ai à l'égard des hommes du Nord. Mais l'admiration, comme tout état d'esprit chez moi, est réflexive ; j'admire, parce que j'estime ; j'estime ce qui est bienfaisant. Il n'est pas bienfaisant, il est nocif, que les Nord-Américains aient les tendances conquérantes qu'ils ont démontrées lors de la guerre contre le Mexique, dans une conquête de territoires déguisée par le droit d'annexion, ainsi que dans les tentatives de domination sur Saint-Domingue ; [...] ; il n'est pas bienfaisant, il est nocif, qu'ils aient érigé en doctrine le principe égoïste de primauté continentale appelé « doctrine Monroe » [...] Il n'est pas bienfaisant, il est nocif, qu'une grande démocratie, comme celle qui de façon exemplaire règne aux États-Unis, n'ait pas d'autre idéal de vie intérieure et extérieure que l'occupation de tout le continent du Nord, depuis Bering jusqu'à l'isthme, celui-ci et l'archipel inclus [...]

En outre, pour l'amour de la vérité et de la justice, pour l'intérêt patriotique en faveur de l'*Amérique latine*, pour la sévérité de doctrine et de principe, par crainte de les voir dénaturés par la direction prise par la démocratie nord-américaine, il faut lutter tant que possible contre les tendances conquérantes des Nord-Américains, et en faveur du développement politique et territorial des *Latino-Américains*. [...] Les Nord-Américains sont déjà assez forts pour détruire, par une politique d'expansion et d'invasion, tous les espoirs doctrinaux de la démocratie à moins qu'ils ne trouvent un frein dans la solidarité territoriale de l'*Amérique latine*.<sup>148</sup>

La paternité de ce texte pourrait être facilement attribuée à Francisco Bilbao, auteur que De Hostos avait lu. Dans son article « Congreso latinoamericano », publié dans le journal *El Correo de Nueva York* le 20 novembre 1874, le Portoricain fait un appel à l'union de la région en commençant par ces lignes : « Les États-Divisés, comme le bon Francisco Bilbao appelait ceux d'Amérique latine, offrent à l'observateur le plus bizarre contraste que puissent offrir des sociétés

---

<sup>148</sup> DE HOSTOS Eugenio María, « En el Istmo », *Obras completas*, Vol. VI - Mi viaje al Sur, La Havane, Cultural S.A. – Obispo y Bernaza, Edición conmemorativa del Gobierno de Puerto Rico 1839-1939, p. 78, 81, 82 et 83. Italiques ajoutés.

héritières d'une même tradition, établies sur le même continent, dominées par les mêmes influences du passé, mues par les mêmes intérêts dans le présent et attirées par un même avenir »<sup>149</sup>. Néanmoins, De Hostos, conscient du fait que l'« Amérique *latine* » était encore « une parmi d'autres », a considéré nécessaire dans son essai « La América latina », publié en 1874, de rendre explicites les raisons du choix du titre du texte. Dans une note de bas de page, il commençait ainsi, sans le savoir, à trancher la discussion :

En dépit des efforts faits par [José María] Samper, par d'autres écrivains latino-américains, et par l'auteur de cet article, renforcés par la Société Géographique de New-York, le nom collectif de « Colombie », avec lequel on a voulu distinguer les Anglo-Saxons d'Amérique des Latins du Nouveau Continent, ne prévaut pas encore. Avant que la différence entre les deux concepts ne soit établie, il serait bien d'adopter pour le continent du Sud et pour l'Amérique centrale, le Mexique et les Antilles, le nom collectif que nous leur donnons ici, et celui de néo-latins utilisé par M. A. Bachiller y Morales, ou celui de Latino-Américains que j'utilise, pour les habitants du Nouveau Monde qui procèdent des races latine et ibérique.<sup>150</sup>

Cette observation, apparemment anodine, rend compte du fait que l'« Amérique *latine* » commençait à obtenir la primauté chez les élites hispano-américaines, elles-mêmes se voyant déjà comme « *latino-américaines* ». Pour les États-Uniens, au moins pour les membres de la Société Géographique de New-York, « Colombie » était la dénomination préférée par rapport à une « Amérique *latine* » qui renvoyait à l'orbite européenne et dont la charge sémantique divisait l'Amérique en deux, en mettant les Anglo-Saxons du côté négatif de l'opposition. Ce fait allait devenir évident lors de la Conférence internationale américaine de 1889-1890, dans laquelle les deux grands projets promus par la république du Nord – l'union douanière continentale et le système américain d'arbitrage – allaient être rejetés par les républiques du Sud.

À première vue, l'initiative du Secrétaire Blaine semblait être une réussite. À la différence des Congrès convoqués par les républiques hispano-américaines elles-mêmes depuis l'époque de Simón Bolívar, la Conférence de Washington a compté avec la présence des délégations représentant tous les États de l'hémisphère sauf la République dominicaine. Cependant, la réunion des États latino-américains dans un même forum multilatéral avec les États-Unis n'a fait qu'accroître la force des réclamations des premiers du fait de la règle de la majorité. Bien évidemment, ceci n'effaçait pas la disparité de puissance entre les deux blocs, mais permettait de la compenser jusqu'au point d'entraver les initiatives états-uniennes<sup>151</sup>, mises en danger aussi par les dissensions internes latino-américaines. Ainsi, pendant que la proposition du système d'arbitrage était bloquée à cause du litige territorial qui opposait le Chili au Pérou, celle

---

<sup>149</sup> DE HOSTOS Eugenio María, « Congreso latinoamericano », *Obras completas*, Vol. VII – Temas Sudamericanos, La Havane, Cultural S.A. – Obispo y Bernaza, Edición conmemorativa del Gobierno de Puerto Rico 1839-1939, p. 401.

<sup>150</sup> DE HOSTOS Eugenio María, « La América latina », *Obras completas*, Vol. VII – Temas Sudamericanos, La Havane, Cultural S.A. – Obispo y Bernaza, Edición conmemorativa del Gobierno de Puerto Rico 1839-1939, p. 7.

<sup>151</sup> C/VILLAFANE SANTOS Luis Claudio, « Las relaciones interamericanas » AYALA MORA Enrique (directeur), *Historia general de América Latina, Volumen VII. Los proyectos nacionales latinoamericanos : sus instrumentos y articulación, 1870-1930*, Madrid, UNESCO – Trotta, 2008, p. 324.

de l'union douanière fut défaite par des considérations techniques et, surtout, politiques. Dans un discours au sein de la Commission douanière de la Conférence, le délégué et futur président de l'Argentine, Roque Sáenz Peña (1851-1914), a prononcé ces mots, déjà célèbres :

J'ai déjà fini mes devoirs officiels. Qu'il me soit permis de faire maintenant une déclaration personnelle. Il ne faut pas voir dans tout ce que je viens de dire que de la considération et de l'affection fraternelle de ma part à l'égard des peuples et des gouvernements de ce continent. Si quelqu'un a cru voir affaiblis dans mon esprit ces sentiments, qu'il soit assuré qu'il se trompe : je ne suis pas dépourvu d'affection et d'amour pour l'Amérique, mais je suis dépourvu de sentiments de méfiance et d'ingratitude vis-à-vis de l'Europe. Je n'oublie pas que là-bas se trouve l'Espagne, notre mère, qui contemple avec joie le développement de ses anciens domaines, sous l'action des peuples généreux et virils qui ont hérité de son sang ; que là-bas se trouve l'Italie, notre amie ; et la France, notre sœur, qui illumine au travers de l'effigie d'une déesse les eaux de New York, unissant ainsi le continent libre par excellence avec la partie libre de l'Europe démocratique, et qui vient de réunir autour du Champs de Mars, afin de leur transmettre l'exemple de la liberté, les futurs républiques du Vieux Monde.

Je pense que la loi sociologique oriente les peuples vers le gouvernement représentatif, de la même façon que l'économie contemporaine dirige les sociétés vers le libre-échange ; le XIX<sup>ème</sup> siècle nous a donné les droits politiques, en confirmant ainsi ceux que notre sœur aînée avait acquis dans sa digne lutte pour sa souveraineté ; que le siècle de l'Amérique, comme on commence à appeler le XX<sup>ème</sup> siècle, contemple le libre-échange entre tous les peuples de la terre, témoin du noble duel du travail libre avec lequel, ceci a été dit avec raison, Dieu mesure le terrain, égalise les armes et répartit la lumière.

Que l'Amérique soit pour l'Humanité !<sup>152</sup>

Sáenz Peña faisait ainsi un appel à l'Humanité afin d'entraver un projet d'isolation de l'hémisphère. L'universalisme était vu comme un bouclier contre un modèle de régionalisme appuyé sur une structure de carton. Il a fallu attendre jusqu'à 1901-1902 pour que la deuxième conférence panaméricaine ait lieu à Mexico, la troisième ayant lieu à Rio de Janeiro<sup>153</sup> en 1906 et la quatrième ayant lieu à Buenos Aires en 1910. Le projet d'union douanière, « qui était essentiellement économique mais qui entraînait de fortes implications politiques, ne fut pas ravivé après son échec lors de la première conférence de 1890 »<sup>154</sup>. Le fait que le but central de la Conférence n'ait pas été atteint et que la présence économique européenne sur le continent ait augmenté depuis lors, n'a fait que renforcer l'unilatéralisme états-unien dans la région. Un autre renfort pour l'« Amérique latine ».

### 3.3.2. L'enracinement : *Ariel* et l'hispanité contre le *Caliban* états-unien.

La guerre hispano-états-unienne qui a eu lieu entre avril et juin 1898 et qui a signifié l'« indépendance » de Cuba a scellé le processus de *latinisation* de la région. La fin d'un siècle marqué par la « lutte des races » ne pouvait voir ce conflit que comme le « dernier combat » entre les Anglo-Saxons et les Latins. En dehors de ce contexte, le ralliement des élites intellectuelles

---

<sup>152</sup> SAENZ PEÑA Roque, « Comisión Aduanera. Dictamen de la Minoría. Discurso del Señor Roque Sáenz Peña, delegado de la República Argentina » (26 février 1890), *Actas de la Conferencia Internacional Americana*, Washington, 1890, p. 323-324. Disponible sur : [www.archive.org](http://www.archive.org), date de consultation : 7 avril 2014.

<sup>153</sup> Traditionnellement le Brésil a mené une politique étrangère en harmonie avec celle des États-Unis. Cette tendance était plus marquée encore au XIX<sup>ème</sup> siècle et début du XX<sup>ème</sup>.

<sup>154</sup> WHITAKER Arthur P., *The western Hemisphere Idea. Its Rise and Decline*, p. 94.

latino-américains aux Espagnols aurait été impossible<sup>155</sup>, les premières étant traditionnellement favorables à l'indépendance de la plus grande île des Antilles. Cette « sympathie généralisée pour la cause espagnole [a été aussi favorisée] par la déclaration de guerre de la part des Nord-Américains, [elle-même] rédigée dans des termes qui ont aussi été jugés comme offensants par plusieurs Hispano-Américains »<sup>156</sup>. En mettant en valeur l'*hispanité* des Latino-Américains, la guerre hispano-états-unienne n'a fait que radicaliser les termes de l'opposition « raciale » dans le Nouveau Monde : au delà du résultat militaire, elle devait démontrer quelle « race » serait digne d'être à la tête du progrès de la Civilisation. Si les Anglo-Saxons étaient jugés supérieurs dans le domaine matériel, les Latins étaient supposés l'être dans le domaine de l'esprit, jugé plus important<sup>157</sup>. Cette idée, d'origine française également, serait adaptée et répandue en Amérique par l'Uruguayen José Enrique Rodó (1871-1917) qui a publié en 1900 un influent essai intitulé *Ariel*, dédié « à la jeunesse d'Amérique ». En s'appuyant sur les personnages de la pièce de théâtre *La tempête* (1611) de William Shakespeare, Rodó a eu recours à une allégorie qui associait l'Amérique latine à *Ariel* – « la partie noble et ailée de l'esprit [...] l'empire de la raison et de la culture » – et les États-Unis à *Caliban* – « le symbole de la sensualité et de la bêtise »<sup>158</sup> –. *Ariel* était en risque d'être engloutie par *Caliban* : la jeunesse latino-américaine ne pouvait pas permettre à l'esprit utilitariste de la République du Nord de supplanter celui des Latins, ce qui serait une conséquence néfaste d'une admiration irrationnelle des victoires remportés par la puissance anglo-saxonne :

La conception utilitaire, comme idée du destin humain, et l'égalité dans la médiocrité, comme norme de proportion sociale, composent, en rapport intime, la formule de ce qu'on a eu l'habitude d'appeler, en Europe, l'esprit de l'*américanisme*. [...] Si on a pu dire sur l'utilitarisme qu'il est le verbe de l'esprit anglais, les États-Unis peuvent être considérés comme l'incarnation du verbe utilitaire. Et l'évangile de ce verbe se diffuse partout grâce aux miracles matériels du triomphe. [...] La puissante fédération est en train de faire une sorte de conquête morale chez nous. L'admiration qu'elle suscite à cause de sa grandeur et de sa force est un sentiment qui avance à grands pas dans l'esprit de nos hommes dirigeants et, encore plus, chez celui des foules, fascinées par le lustre de la victoire. – Et la transition est facile de l'admiration à l'imitation. [...] On imite celui dont nous croyons à la supériorité ou au prestige – C'est ainsi que la vision d'une Amérique *délatinisée* par sa propre volonté, sans le désagrément de la conquête, et régénérée après à l'image de l'archétype du Nord, flotte déjà dans les rêves de plusieurs personnes intéressées à notre avenir, inspire la délectation avec laquelle elles formulent à chaque pas les plus suggestifs parallèles, et se manifeste au travers de constants propos d'innovation et de réforme. Nous avons notre *nordomanie*. Il est nécessaire de lui opposer les limites que la raison et le sentiment, tous deux, imposent.<sup>159</sup>

<sup>155</sup> La position officielle des gouvernements hispano-américains fut, bien entendu, la neutralité.

<sup>156</sup> QUIJADA Mónica, «Latinos y anglosajones. El 98 en el fin de siglo sudamericano», *Hispania*, Vol. LVII, No 2, mayo-agosto de 1997, p. 593. Disponible sur: digital.csic.es, date de consultation : 29 septembre 2013.

<sup>157</sup> Cf QUIJADA Mónica, «Latinos y anglosajones. El 98 en el fin de siglo sudamericano», p. 596 et ROJAS-MIX Miguel, *Los cien nombres de América Latina : eso que descubrió Colón*, p. 358.

<sup>158</sup> RODÓ José Enrique, *Ariel*, Madrid, Cátedra, Édition de CASTRO Belén, Collection « letras hispánicas », 2000 (1900), p. 139.

<sup>159</sup> RODÓ José Enrique, *Ariel*, p. 195-196. Italiques en texte.

Dès lors, la *latinité* serait comprise non seulement comme facteur identitaire mais aussi comme moteur de la civilisation. La victoire militaire des États-Unis ne devait pas se voir comme une preuve inexorable du progrès de cette dernière, mais plutôt comme le signe de sa crise. Le recours à la force de la part des États-Uniens les conduisait à un état primitif et barbare, assez éloigné des pratiques qui régissaient les relations entre les nations civilisées. La « race latine » d'Amérique, renforcée par les traditions hispaniques, pouvait atteindre le but du progrès en restant fidèle à son essence, c'est-à-dire, sans suivre les modèles à succès propres au XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>160</sup>. La réconciliation avec l'Espagne a marqué la fin du processus de *latinisation* de l'Amérique. Elle ne pouvait pas être véritablement *latine* avant qu'il lui ait été permis de boire à la source profonde de sa *latinité* : l'*hispanité*. La discussion était donc tranchée. Toute référence identitaire de portée régionale au début du XX<sup>ème</sup> siècle serait construite autour de deux bases principales : la *latinité* au sens large et le sentiment anti-états-unien, auxquels pouvait s'ajouter chez certains auteurs l'indigénisme. Cet état d'esprit s'est manifesté d'une belle façon chez Rubén Darío (1867-1916), un des grands poètes du modernisme hispanique. Dans son recueil de poèmes *Cantos de vida y esperanza* publié en 1904 – seulement trois mois après la sécession panaméenne –, l'auteur nicaraguayen a inclus une *Ode A Roosevelt*, dédiée au président états-unien de l'époque :

C'est avec la voix de Bible, ou le vers de Walt Whitman,  
 Que je devais arriver jusqu'à toi, Chasseur !  
 Primitif et moderne, simple et compliqué,  
 Qui a une partie de Washington et quatre de Nemrod !  
 Tu es les États-Unis,  
 Tu es le futur envahisseur  
 De l'Amérique ingénue qui a du sang indigène,  
 Qui prie encore Jésus Christ et parle toujours l'espagnol.

[...]

Tu crois que la vie est incendie  
 Que le progrès est une éruption ;  
 Que là où tu portes la balle  
 Tu portes aussi l'avenir.  
 Non.

[...]

Mais notre Amérique, qui avait des poètes  
 Depuis les temps reculés de Netzahualcoyotl [...]  
 Qui depuis les lointains moments de l'origine de sa vie  
 Vit une vie de lumière, de feu, de parfum, d'amour,  
 L'Amérique du grand Moctezuma, de l'Inca,  
 L'Amérique parfumée de Christoph Colomb,  
 L'Amérique catholique, l'Amérique espagnole, [...]  
 Qui tremble aux ouragans et qui vit d'amour ;  
 Hommes aux yeux d'Anglo-Saxons et d'âme barbare, elle vit.

---

<sup>160</sup> Cf QUIJADA Mónica, “Latinos y anglosajones. El 98 en el fin de siglo sudamericano”, p. 601-604.



Et rêve. Et aime, et vibre ; et elle est la fille du Soleil.  
Faites attention. L'Amérique espagnole vit !  
Il y a mille chiots détachés du Lion Espagnol.  
Il serait nécessaire, Roosevelt, d'être Dieu lui-même,  
L'Artilleur terrible et le fort Chasseur,  
Pour pouvoir nous avoir dans vos griffes de fer.

Et toi, tu disposes de tout, excepté d'une chose : Dieu !<sup>161</sup>

Ce que conseillait de faire Clemenceau en 1911 avait été entrepris par Rubén Darío depuis 1904. Le Nicaraguayen – qui avait séjourné à Paris plusieurs fois, où il a même été consul de son pays – mettait ainsi l'Amérique latine (et indigène) à la tête de la lutte contre les Anglo-Saxons au travers d'un instrument propre à « l'évolution pacifique des sociétés » : un poème. Le même instrument qui avait permis la naissance du *concept* servait maintenant pour sceller un processus de *latinisation* qui avait commencé depuis les années 1830 en France sous la plume de Michel Chevalier et dont les *latino-américains* avaient pris le gouvernail depuis les années 1850. Dans le jeu d'oppositions, la France avait réussi à retourner du côté positif de la relation. Les États-Unis, au contraire, avaient réaffirmé leur rôle de « menace intégratrice ». La façon dont ils ont inclus dans leur langage l'« Amérique latine » et leur unilatéralisme en politique n'ont fait que confirmer la fracturation du Nouveau Continent.

### 3.3.3 L'« Amérique latine » états-unienne : unilatéralisme et Latin (pan) America

Aux États-Unis l'« Amérique latine » représentait l'échec du projet d'isolation de l'hémisphère. D'un côté, l'*idée* était vue comme le symbole du discours panlatin impérial français. D'un autre côté, le *concept* avait été volontairement construit par les Hispano-Américains autour d'une sémantique chargée d'appréhension vis-à-vis des États-Unis et des références positives à l'égard de la France et de l'Espagne. La *latinité* était une sorte de cordon ombilical qui unissait une grande partie du Nouveau Monde au Vieux Continent. Elle avait réussi à s'enraciner dans l'esprit des élites intellectuelles hispano-américaines jusqu'au point de devenir non seulement un bouclier identitaire mais un projet politique unioniste. Dans ce contexte, les États-Uniens n'avaient pas d'autre choix que d'accueillir le concept, mais en essayant de l'insérer dans l'engrenage panaméricain. D'après nos recherches, la première fois qui fut faite une référence à l'« Amérique latine » de la part d'un président états-unien fut le 19 mai 1890, exactement un mois après la fin de la Conférence internationale américaine de Washington. Dans un message adressé au Congrès

---

<sup>161</sup> DARÍO Rubén, *Azul – Cantos de vida y esperanza*, Madrid, Cátedra, édition de MARTÍNEZ José María, Collection « Letras Hispánicas », 1995, p. 359-362. Le poème, écrit à Malaga, fut publié originalement dans le journal *Helios* en février 1904.

par Benjamin Harrison (1889-1893) relatif au projet du chemin de fer intercontinental, le chef d'État s'est exprimé ainsi :

L'attention du public a été attirée de façon prédominante vers la question de l'amélioration des communications par voie maritime entre les ports des États-Unis et ceux de l'Amérique centrale et du Sud. La création d'une ligne de bateaux à vapeur nouvelle et améliorée fournira sans doute des moyens plus aptes au développement et à l'accroissement des relations commerciales avec les *nations latino-américaines*. Mais il ne faut pas oublier qu'il est possible de voyager par terre de Washington jusqu'à la capitale la plus méridionale de l'Amérique du Sud, et que l'ouverture d'une voie de communication par chemin de fer avec ces États amis leur donnera, ainsi qu'à nous, des infrastructures particulièrement importantes pour les relations et les échanges commerciaux.<sup>162</sup>

La référence d'Harrison est une triste séquelle de la conférence ratée de 1889-1890. Ces « nations latino-américaines » resteraient envisagées dans une logique de régionalisme commercial pure et simple. Cette utilisation marginale rend compte de la faiblesse du multilatéralisme états-unien. En fait, la vague d'interventions unilatérales de la part du pays du Nord qui a eu lieu pendant les années 1890 et 1900<sup>163</sup> fut parallèle à l'effacement de l'« Amérique latine » dans le langage des présidents états-unis, à laquelle ils faisaient mention de façon isolée et toujours dans des contextes commerciaux ou économiques<sup>164</sup>. Le président Theodore Roosevelt (1901-1909) – qui ne l'a utilisée qu'une fois, lors de son huitième message annuel du 9 décembre 1908 – a plutôt préféré ajouter un corollaire à la doctrine Monroe. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle s'est accentué, de la part des Européens, le recours à la « politique de la canonnière » comme moyen de collecter les créances qu'ils détenaient sur les pays de l'Amérique latine. L'intervention du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de l'Italie au Venezuela en 1902 fut à l'origine de la note que le Ministre des affaires étrangères de l'Argentine, Luís María Drago (1902-1903), envoya au Département d'État en décembre de cette même année et au travers de laquelle il proposait au gouvernement de Washington d'ériger comme principe des relations interaméricaines l'interdiction du recours à la force afin de collecter des dettes. Quoique Drago ait fait allusion explicite à la doctrine Monroe – afin d'obtenir la protection des États-Unis vis-à-vis des créanciers européens –, sa proposition avait le terrible défaut de la rendre multilatérale, ce qui « était fatal, car [...] les États-Unis avaient toujours maintenu que la doctrine Monroe n'était plus qu'une politique nationale à caractère unilatéral »<sup>165</sup>. Ainsi, lorsqu'en 1904 la République

---

<sup>162</sup> HARRISON Benjamin, *Message to Congress Transmitting a Report of the International American Conference Recommending a Survey of a Route for an Intercontinental Railroad*, 19 mai 1890. Italiques ajoutés. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

<sup>163</sup> Affaire frontalier Royaume-Uni – Venezuela (1895-1896), Traité Hay-Pauncefote (1901), Sécession panaméenne (1904).

<sup>164</sup> Le président Groover Cleveland (1885-1889 ; 1893-1897), apparemment, n'a jamais utilisé l'expression. De son côté, le Président William McKinley (1897-1901) semble l'avoir utilisée juste deux fois : la première, dans son second message annuel du 5 décembre 1898 en parlant d'un recueil des statistiques commerciales du continent ; la deuxième, dans son quatrième message annuel du 3 décembre 1900, en faisant référence à la deuxième conférence panaméricaine qu'allait avoir lieu à Mexico en 1901.

<sup>165</sup> WHITAKER Arthur P., *The western Hemisphere Idea. Its Rise and Decline*, p. 97-98.

dominicaine est tombée en faillite et après avoir été invité par les puissances européennes à faire partie d'une intervention conjointe, Roosevelt a émis son fameux corollaire lors de son quatrième message annuel :

Il est faux que les États-Unis convoitent les territoires des nations de l'hémisphère occidental ou qu'ils entretiennent des projets à leur égard, à l'exception de ceux qui sont pour leur propre bienfait. [...]. Si une nation démontre qu'elle sait agir avec un degré raisonnable d'efficacité et de décence dans les affaires sociales et politiques, et qu'elle maintient l'ordre et paye ses obligations, elle ne doit pas craindre d'interventions de la part des États-Unis. L'injustice chronique ou l'impuissance qui résulte d'un relâchement général des règles de la société civilisée peut exiger, en fin de compte, en Amérique ou ailleurs, l'intervention d'une nation civilisée et, dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des États-Unis à la doctrine Monroe peut forcer les États-Unis, même à contrecœur, dans des cas flagrants d'injustice et d'impuissance, à exercer un pouvoir de police international.<sup>166</sup>

Avec ces mots, la cible de l'ode de Rubén Darío, loin d'abolir l'interventionnisme dans le Nouveau Continent, cherchait à établir le monopole de celui-ci à la faveur des États-Unis dans toute sorte d'affaires. Ainsi, en ayant en tête l'idée d'éviter l'« ottomanisation » de l'Amérique latine, Roosevelt a inauguré une sorte d'« impérialisme protecteur »<sup>167</sup>. Il semblait que la meilleure façon d'effacer la connotation impériale de l'« Amérique latine » était de lui en substituer une autre. Ce serait au Président William Howard Taft (1909-1913) de rendre explicite cette stratégie au travers de sa « diplomatie du dollar ». En 1909, lors de son premier message annuel, Taft a su « emprisonner » l'« Amérique latine » entre les murs de la doctrine Monroe et du panaméricanisme, scellant ainsi la compréhension états-unienne du concept :

Les principes de la politique *panaméricaine* de ce gouvernement ont été fixés il y a longtemps et ils sont encore les mêmes. Étant donné que les circonstances ont changé aux États-Unis ainsi que dans les Républiques au Sud de notre frontière – la plupart desquelles ont de grandes ressources naturelles, un gouvernement stable et des idéaux progressistes –, nous pouvons dire que l'appréhension qu'a suscitée la *doctrine Monroe* a presque disparu, et que ni cette doctrine telle qu'elle existe ni aucune autre doctrine de la politique états-unienne, doit être comprise de telle façon qu'elle permette à un gouvernement irresponsable de se perpétuer, d'échapper aux obligations justes ou de faire des allégations insidieuses sur des ambitions dominatrices de la part des États-Unis. En plus des doctrines fondamentales de notre politique panaméricaine ont vu le jour des intérêts politiques, une communion dans les institutions et dans les idées et un commerce florissant. Tous ces liens vont se renforcer avec le passage du temps et au fur et à mesure que les infrastructures, telles que la grande banque qui sera bientôt établie en *Amérique latine*, fournissent les moyens pour construire le colossal commerce intercontinental du futur.<sup>168</sup>

Nuancer les mots de Roosevelt et essayer de faire oublier ses interventions s'avérait indispensable pour insérer d'une façon souple l'« Amérique latine » dans la logique panaméricaine et rendre encore plus englobante, car moins interventionniste, la doctrine Monroe. L'emprise que les états-unis n'avaient pas encore dans le domaine culturel, ils l'avaient déjà dans les domaines économique et politique. Si « l'autre Amérique » était décidée à rester *latine* du

---

<sup>166</sup> ROOSEVELT Theodore, *Fouth Annual Message*, 6 décembre 1904. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

<sup>167</sup> C/WHITAKER Arthur P., *The western Hemisphere Idea. Its Rise and Decline*, p. 100, 101 et 106.

<sup>168</sup> TAFT William Howard, *First Annual Message*, 7 décembre 1909. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014. Italiques ajoutés.

point de vue culturelle, elle devait rester purement et simplement *américaine* du point de vue économique. Le temps jouerait en la faveur de la logique panaméricaine, croyait, sans avoir complètement tort, le chef d'État. Il n'est donc pas étonnant que la division des « affaires latino-américains » ait été créée au Département d'État précisément sous l'administration de Taft.

En poussant encore plus l'argumentation de Taft, le président Woodrow Wilson (1913-1921), dans un discours prononcé à l'occasion du Congrès commercial du Sud le 27 octobre 1913 – moins d'une année avant l'ouverture du canal de Panama – a rappelé aux délégués latino-américains que le centre de gravité du monde, une fois l'ouverture opérée, commencerait à s'éloigner de l'Europe :

Ne voyez-vous pas ce qui va se passer bientôt ? Ces grandes marées qui se sont déversées le long des parallèles de latitude vont maintenant atteindre le Sud au travers des parallèles de latitude, et ce portail ouvert dans l'isthme de Panama ouvrira le monde à un commerce qu'il n'avait jamais connu, un commerce de l'intelligence, de la pensée, de la sympathie entre le Nord et le Sud. Les États *latino-américains* qui, à leur désavantage, sont restés en dehors des lignes principales, y prendront désormais part. Je sens que ces Messieurs qui nous honorent aujourd'hui de leur présence se sont rendus compte du fait que dans une certaine mesure, une partie du centre de gravité du monde a basculé.<sup>169</sup>

Message chiffré : tant que cette tendance se maintiendra et que le centre de gravitation continuera à se déplacer, vous serez obligés de porter votre regard ici plutôt qu'outre-Atlantique. Si la *latinité* vous a fait rentrer dans l'Histoire, c'est l'implication résolue avec l'hémisphère – et non pas la *latinité*, comme vous l'a dit Clemenceau – qui vous permettra d'y rester. Néanmoins, Wilson savait qu'une fracturation irrémédiable s'était opérée à l'intérieur du Nouveau Monde. Dans le brouillon final d'un discours sur les relations États-Unis-Amérique latine daté de mars 1913, l'homme des quatorze points avait prévu de dire ces mots :

Les États-Unis ne cherchent rien en Amérique centrale et du Sud excepté la concrétisation des intérêts durables des *deux continents*, la sécurité des gouvernements qui sont au service du peuple et non pas au service des groupes ou d'intérêts particuliers, et le développement de relations personnelles et commerciales entre les *deux continents* qui puissent se traduire en profits et avantages pour les *deux* sans interférer avec les droits et libertés d'aucun d'entre eux.<sup>170</sup>

Wilson était conscient du fait qu'il y avait « deux Amériques », chacune avec ses intérêts, et que la meilleure solution, afin de respecter les libertés de l'autre, était d'harmoniser ces intérêts plutôt que d'imposer ceux de l'Amérique plus puissante. Pour des raisons que nous ignorons ce discours ne fut jamais prononcé.

---

<sup>169</sup> WILSON Woodrow, *Address Before the Southern Commercial Congress in Mobile, Alabama*, 27 octobre 1913. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014. Italiques ajoutés.

<sup>170</sup> WILSON Woodrow, *A statement of relations with Latin America – Final draft*, 11 mars 1913, disponible sur : [www.woodrowwilson.org](http://www.woodrowwilson.org), date de consultation : 3 avril 2014. Italiques ajoutés.

## CONCLUSION

*No vemos en la tierra, ni en los gozes de la tierra el fin definitivo del hombre;  
y el negro, el indio, el desheredado, el infeliz, el débil, encuentra en nosotros  
el respeto que se debe al título y a la dignidad del ser humano.*

Francisco BILBAO, *Iniciativa de la América*, 1856.

À la différence d'autres régions, l'Amérique latine fut capable de forger elle-même son nom par l'exercice de sa volonté d'autodétermination et de sa liberté. Certes, celles-ci ont été exercées sur un échiquier dont les relations de puissance et d'influence lui étaient défavorables et conditionnaient ses options. Toutefois, s'insérer au système monde en choisissant sa propre appartenance identitaire et en se détachant, en même temps, des desseins hégémoniques aux racines impériales d'origine français et états-unien, était déjà un signe d'originalité et d'autonomie dans un siècle marqué par le messianisme et l'imposition des courants dominants.

Il n'est pas surprenant que la caractérisation d'une partie de l'Amérique comme *latine* ait attiré l'attention des élites intellectuelles hispano-américaines du XIX<sup>ème</sup> siècle. Francophiles et attachées aux idées des Lumières, celles-ci ont vu cette *idée* comme le moyen le plus aisé pour intégrer au monde les nouvelles sociétés indépendantes. Toutefois, le contexte dans lequel celle-ci est née et les intérêts qu'elle prétendait servir, loin de favoriser une intégration autonome, cherchaient à établir une insertion servile. L'idée créée sous la plume de Michel Chevalier depuis les années 1830 et développée par d'autres panlatinistes français jusqu'aux années 1860 n'était qu'une apologie de la mainmise sur les territoires dont les Espagnols avaient eu le contrôle – considérés comme des bastions catholiques où se parlait une langue romaine –, lequel devrait passer, après leur départ, aux mains la France, pays guide de la « race latine ». Celle-ci devait être protégée du puissant expansionnisme des États-Uniens de « race » anglo-saxonne, dont l'avancée menaçante vers le Sud pourrait arracher aux « latins » (français) les ressources naturelles qui s'y trouvaient ainsi que le contrôle des points de passage du canal interocéanique qui permettrait, finalement, le passage vers l'Asie.

En tout cas, la menace était réelle. Au delà des intérêts des Français – des Européens en général –, le processus de consolidation territoriale des États-Unis s'est fait au détriment de ses voisins du Sud. La solidarité continentale et l'isolement de l'hémisphère occidental proclamés par le Président James Monroe en 1823 ont vite tourné à une politique annexionniste agressive lorsque les États-Uniens ont estimé que leur « destinée manifeste » était de s'étendre tout au long du continent Américain. Le démembrement du Mexique (1845) et la reconnaissance du gouvernement du « président » William Walker par celui de Washington (1856) ont fait comprendre aux Hispano-Américains qu'une véritable « lutte des races » était en train de se dérouler dans le Nouveau Monde.

La conséquence de cette prise de conscience fut la naissance du *concept* d' « Amérique latine ». Des Hispano-Américains résidant à Paris allaient s'approprier l'idée de Chevalier pour la transformer en un nom reflet d'un projet politique à vocation identitaire et unioniste (1856). Identitaire, car les élites qui l'ont créé – qui se voulaient les héritières en Amérique de la culture latine – allaient utiliser la *latinité* comme moule pour façonner les nouvelles sociétés indépendantes ; unioniste, car la *latinité* était censée souder une union défensive contre les agressions états-uniennes et françaises. En effet, si la guerre de Sécession (1861-1865) a mis en suspens l'avancée des États-Unis vers le Sud, elle a offert à Napoléon III l'opportunité de se rendre au Mexique afin d'ériger un empire comme barrière à l'expansion des Anglo-Saxons (1862-1867).

L'opposition « raciale » au sein du continent américain allait dès lors s'approfondir. La course impérialiste en quête de ressources naturelles et de débouchés qui a caractérisé la période de la fin du XIX<sup>ème</sup> et du début du XX<sup>ème</sup> siècle, s'est manifestée en Amérique avec la construction et la mise en œuvre du discours panaméricain. Celui-ci n'était que la stratégie des États-Unis pour stopper l'accroissement de la présence économique européenne sur le continent en assurant pour leur industrie et pour leur production les ressources et les marchés *latino-américains*, ceci sous le couvert d'une supposée solidarité continentale. L'échec de cette stratégie lors de la Conférence internationale américaine tenue à Washington entre 1889 et 1890 a eu deux effets qui se sont renforcés mutuellement : d'une part, elle a déclenché une vague d'interventions unilatérales de la part des États-Unis, d'autre part, elle a été à l'origine de la consolidation du concept d' « Amérique latine » sur son propre territoire.

La timide incursion de l' « Amérique latine » au travers la lecture de textes imprimés à Paris et de l'utilisation dubitative du terme par un nombre réduit d'intellectuels *latino-Américains* pendant les années 1870-1880, a été suivie par un profond attachement des élites à leur « identité latine » au cours des années 1890-1900. La *latinité* qui était en train d'être nourrie en Amérique par la politique culturelle de la Troisième République – une version non-militarisée du discours panlatiniste – s'est finalement enracinée dans l'esprit des élites lors de la guerre hispano-états-unienne de 1898, qui a marqué la réconciliation des élites avec la source profonde de leur latinité : l'*hispanité*. Cette réconciliation scella le processus de *latinisation* d'une grande partie du nouveau continent en laissant ouvert un canal de communication entre l'Europe et l'Amérique qui pouvait faire abstraction des États-Unis. Ceux-ci, en dépit du fait qu'ils voyaient l' « Amérique latine » comme un vestige de l'impérialisme français et comme le résultat d'une construction identitaire faite à leur encontre – en un mot, comme le symbole de l'échec de leur projet d'isoler l'hémisphère occidental de l'Europe et d'en prendre la tête – ont fini par accepter le concept. Cependant, cette acceptation était conditionnée : le concept devait s'insérer dans une plus vaste

perspective panaméricaine visant à construire *une seule* Amérique du point de vue économique. Néanmoins, les États-Uniens savaient que la fracturation opérée dans le Nouveau Monde était irréversible : une grande partie de l'Amérique resterait culturellement voire politiquement *latine* à tout jamais. En *latinisant* leur Amérique, les élites intellectuelles hispano-américaines se sentaient comme protagonistes de la « lutte des races » qui avait lieu au sein de la civilisation occidentale. L'« Amérique latine » était le mot de passe qui allait ouvrir la porte de l'Histoire à la jeune région.

Une question distincte mais d'égale importance, est de savoir si le concept d'« Amérique latine » rend compte de la pluralité des manifestations culturelles et des projets de société qui ont eu lieu au sein de la région. En dépit de l'*Ode à Roosevelt* de Rubén Darío (cf page 64) la réponse semble négative. La *latinisation* fut un projet guidé par des élites intellectuelles court-circuitées des sociétés dont elles faisaient partie. Sous prétexte de s'insérer dans le monde, les élites – métisses elles-mêmes – n'ont fait que reproduire l'effacement des cultures indigènes et afro-américaines opéré lors de l'époque coloniale en déclenchant ainsi, au sein de chacune des nouvelles républiques, une dynamique connue de nos jours comme un processus de « colonisation interne »<sup>171</sup>. Ce qualificatif est facile à comprendre si on prend en compte le fait qu'à la moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle en Amérique latine seul un quart de la population parlait l'espagnol et seul un cinquième était « racialement » latin<sup>172</sup>. *Latiniser* l'Amérique a donc aussi signifié la mise de côté, le mépris, voire la destruction d'une riche tradition culturelle qui était elle-même plus vieille que l'idée d'un « Nouveau Monde ».

Seuls les ingénus croient que l'Histoire est désintéressée. L'identité est un problème de création et ce sont la vision du futur et le projet structuré en conséquence qui déterminent ce qui est retenu du passé. Si l'« Amérique latine » a été *créée* elle peut aussi être *modifiée*. Rien n'empêche d'être *politiquement* latino-américain et *culturellement* indo-américain, afro-américain ou latino-américain. La réussite de tout processus d'union et d'intégration de la région à un monde lui-même divers passe par l'acceptation et la mise en valeur de sa propre diversité. Le temps est arrivé de penser l'insertion de l'Amérique latine dans le monde en regardant, aussi, vers l'intérieur.

---

<sup>171</sup> Cf MIGNOLO Walter, *La idea de América Latina. La herida colonial y la opción decolonial*. Traduit de l'anglais (États-Unis) par BARBA Julieta et JAWERBAUM Silvia, Barcelone, editorial Gedisa, « Biblioteca iberoamericana del pensamiento », 2005, p. 81 à 83.

<sup>172</sup> Cf ROJAS-MIX Miguel, *Los cien nombres de América Latina : eso que descubrió Colón*, Barcelona, Editorial Lumen, collection « Identidad cultural » 1991, p. 69-70 et ROMERO Vicente, « Du nominal « latin » pour l'Autre Amérique. Notes sur la naissance et le sens du nom « Amérique latine » autour des années 1850 », *Histoire et Sociétés de l'Amérique Latine*, N° 7, premier semestre, 1998, p. 84. Disponible sur : [www.univ-paris-diderot.fr/hsal/](http://www.univ-paris-diderot.fr/hsal/), date de consultation : 29 septembre 2013.

**ANNEXE**  
**TEXTE ORIGINAL DES CITATIONS EN LANGUE ÉTRANGÈRE\***

**Introduction**

1. ESTRADE Paul : « Tan absurdo es en 1993 como lo era en 1856 dar a entender que la población cuadricontinental, plurirracial y plurilingüe de América Latina descende de los latinos del Lacio o de los pueblos europeos colonizados por Roma cuyo idioma heredaron, desarrollaron y propagaron allende el océano ».
  
4. DE HOSTOS Eugenio María : « España no ha producido, ha abortado sociedades. [...], todas ellas han nacido muertas. La revolución de la independencia ha tenido que crearlo todo : espíritu social, sentimiento de personalidad territorial, voluntad nacional propia, inteligencia del derecho, principio de libertad, noción de autoridad, medios orgánicos morales intelectuales de existencia social, fines de la nueva sociedad, cohesión social, costumbres, creencias y convivencia ».
  
11. BETHELL Leslie : « Los escritores e intelectuales brasileños, si bien eran conscientes de que el Brasil compartía con la América española un origen común ibérico y católico, también estaban al tanto de lo que separaba al Brasil de esa América: la geografía, la historia (la larga lucha de Portugal por mantener su independencia de España y las diferentes experiencias coloniales de la América portuguesa y la América española), una economía y una sociedad basadas en la agricultura latifundista y la esclavitud africana y, por sobre todas las cosas, la lengua, la cultura y las instituciones políticas. A diferencia de la América española, el Brasil había obtenido su independencia de manera relativamente pacífica y había permanecido unida bajo una monarquía ».
  
12. BOLÍVAR Simón : « En tanto nuestros compatriotas no adquieran los talentos y virtudes políticas que distinguen a nuestros hermanos del Norte, los sistemas enteramente populares, lejanos de sernos favorables, temo mucho que vengan a ser nuestra ruina. Desgraciadamente estas cualidades parecen estar muy distantes de nosotros en el grado que se requiere; y por el contrario, estamos dominados de los vicios que se contraen bajo la dirección de una nación como la española, que sólo ha sobresalido en fiereza, ambición, venganza y codicia ».
  
14. CASTLEREAGH Lord : « So large a portion of the world cannot without fundamentally disturbing the intercourse of civilized society, long continue without some recognized and established relations ; that the State which can neither by its councils nor by its arms effectually assert its own rights over its dependencies, so as to enforce obedience and thus make itself responsible for maintaining their relations with other Powers, must sooner or later be prepared to see those relations establish themselves, from the over-ruling of the case, under some other form ».

---

\* Le numéro à côté de chaque texte correspond au numéro de la citation dans le corps du travail. Le nom indiqué est celui de la personne à laquelle la citation est attribuée.



**Première partie. L'idée d' « Amérique latine » : l'Amérique hispanique après les indépendances et la naissance de la doctrine Monroe et du discours panlatiniste d'outre-Atlantique. 1823-1840.**

24. GUERRA François-Xavier : « Esa primacía de Francia explica que durante todo el siglo xix el modelo francés y sus coyunturas políticas y culturales fuesen dominantes en todo el mundo latino y, más particularmente, en América Latina ».
28. BONAPARTE Louis-Napoléon (sous le pseudonyme N.L.B.) : « The junction of the Atlantic and Pacific Oceans, by means of a Canal crossing the centre of the New World, is a question of acknowledged importance; it will diminish, by three thousand miles, the distance that separates Europe from the whole of the western coast of America and Oceania; it will render the communication with China, Japan, New Zealand, and New Holland, speedy and easy, by means of steam boats; it will elevate immediately, to a prodigious degree of prosperity, those countries through which such an undertaking must draw annually two or three thousand merchantmen; it will open new channels to the introduction of European produce; in a word, it will advance, by several centuries, the progress of Christianity and civilisation throughout the half of the globe ».
34. BONAPARTE Louis-Napoléon (sous le pseudonyme N.L.B.) : « There exists in the New World a state as admirably situated as Constantinople, and we must say, up to the present time, as uselessly occupied; we allude to the state of Nicaragua. [...] The state of Nicaragua can become, better than Constantinople, the necessary route for the great commerce of the world, for it is, for the United States, the shortest road to China and the East Indies, and for England and the rest of Europe, to New Holland, Polynesia, and the whole of the western coast of America ».
36. BONAPARTE Louis-Napoléon (sous le pseudonyme N.L.B.) : « France, England, Holland, Russia, and the United States, have a great commercial interest in the establishment of a communication between the two oceans; but England has, more than the other powers, a political interest in the execution of this project ».
38. WASHINGTON George : « The great rule of conduct for us in regard to foreign nations is, in extending our commercial relations to have with them as little political connection as possible. So far as we have already formed engagements let them be fulfilled with perfect good faith. Here let us stop. Europe has a set of primary interests which to us have none or a very remote relation. Hence she must be engaged in frequent controversies, the causes of which are essentially foreign to our concerns. Hence, therefore, it must be unwise in us to implicate ourselves by artificial ties in the ordinary vicissitudes of her politics or the ordinary combinations and collisions of her friendships or enmities. [...] Why forego the advantages of so peculiar a situation? Why quit our own to stand upon foreign ground? Why, by interweaving our destiny with that of any part of Europe, entangle our peace and prosperity in the toils of European ambition, rivalry, interest, humor, or caprice? It is our true policy to steer clear of permanent alliances with any portion of the foreign world, so far, I mean, as we are now at liberty to do it ».

40. WADDELL D.A.G. : « Neither Britain nor the United States believed that Spain could recover her colonies ; that each disclaimed annexationist ambitions against them ; and that both would oppose the transfer of any portion of the Spanish empire to any other power ».
41. MONROE James : « [T]he occasion has been judged proper for asserting, as a principle in which the rights and interests of the United States are involved, that the American continents, by the free and independent condition which they have assumed and maintain, are henceforth not to be considered as subjects for future colonization by any European powers [...] We owe it, therefore, to candor and to the amicable relations existing between the United States and those powers to declare that we should consider any attempt on their part to extend their system to any portion of this hemisphere as dangerous to our peace and safety.[...] With the Governments who have declared their independence and maintained it, and whose independence we have, on great consideration and on just principles, acknowledged, we could not view any interposition for the purpose of oppressing them, or controlling in any other manner their destiny, by any European power in any other light than as the manifestation of an unfriendly disposition toward the United States. [...] But in regard to those continents circumstances are eminently and conspicuously different. It is impossible that the allied powers should extend their political system to any portion of either continent without endangering our peace and happiness; nor can anyone believe that our southern brethren, if left to themselves, would adopt it of their own accord. It is equally impossible, therefore, that we should behold such interposition in any form with indifference ».
47. JACKSON Andrew : « That the inhabitants of the United States should feel strong prepossessions for the one party is not surprising [...] The known desire of the Texans to become a part of our system, although its gratification depends upon the reconciliation of various and conflicting interests, necessarily a work of time and uncertain in itself, is calculated to expose our conduct to misconstruction in the eyes of the world. There are already those who, indifferent to principle themselves and prone to suspect the want of it in others, charge us with ambitious designs and insidious policy ».
50. ARDAO Arturo : « [Lo que faltaba para que se empezara a hablar de un avez por todas de América sajona y América latina era] insertar aquellas categorías nominalmente étnicas, de estricto gentilicio nacional, empleadas por Tocqueville conforme al estilo de la época, en otras, igualmente de enunciación étnica, pero de más amplio gentilicio histórico-cultural ».

**Deuxième partie. Le concept d' « Amérique latine » : l'expansionnisme providentiel états-unien, le panlatinisme expéditionnaire français et les premiers latino-américains. 1840-1870.**

57. ADAMS John : « I have long been decided in opinion that a free government and the Roman Catholic religion can never exist together in any nation or Country, and consequently that all projects for reconciling them in old Spain or new are Eutopian, Platonic and Chimerical, I have seen such a prostration and prostitution of Human Nature, to the Priest hood in old

Spain as settled my judgment long ago, and I understand that in new Spain it is still worse if that is possible ».

60. O'SULLIVAN John : « Why, were other reasoning wanting, in favor of now elevating this question of the reception of Texas into the Union, out of the lower region of our past party dissensions, up to its proper level of a high and broad nationality, it surely is to be found, found abundantly, in the manner in which other nations have undertaken to intrude themselves into it, between us and the proper parties to the case, in a spirit of hostile interference against us, for the avowed object of thwarting our policy and hampering our power, limiting our greatness and checking the fulfillment of our manifest destiny to overspread the continent allotted by Providence for the free development of our yearly multiplying millions. This we have seen done by England, our old rival and enemy; and by France, strangely coupled with her against us [...] ».
61. O'SULLIVAN John : « Imbecile and distracted, Mexico never can exert any real governmental authority over such a country. The impotence of the one and the distance of the other, must make the relation one of virtual independence; unless, by stunting the province of all natural growth, and forbidding that immigration which can alone develop its capabilities and fulfil the purposes of its creation, tyranny may retain a military dominion, [...]. In the case of California this is now impossible. The Anglo-Saxon foot is already on its borders ».
62. O'SULLIVAN John : « Away, then, with all idle French talk of balances of power on the American Continent. There is no growth in Spanish America! ».
64. POLK James : « Our rising greatness as a nation are attracting the attention of the powers of Europe, and lately the doctrine has been broached in some of them of a "balance of power" on this continent to check our advancement. The United States, sincerely desirous of preserving relations of good understanding with all nations, can not in silence permit any European interference on the North American continent, and should any such interference be attempted will be ready to resist it at any and all hazards. [...] We must ever maintain the principle that the people of this continent alone have the right to decide their own destiny. Should any portion of them, constituting an independent state, propose to unite themselves with our Confederacy, this will be a question for them and us to determine without any foreign interposition. We can never consent that European powers shall interfere to prevent such a union because it might disturb the "balance of power" which they may desire to maintain upon this continent ».
65. TRAITÉ MALLARINO-BIDLACK (1846) : « Artículo 35 – La república de la Nueva Granada y los Estados Unidos de América, deseando hacer tan duraderas cuanto sea posible las relaciones que han de establecerse entre las dos partes en virtud des presente Tratado, han declarado solemnemente y convienen en los puntos siguientes : 1° Para mejor inteligencia de los artículos precedentes han estipulado y estipulan las altas partes contratantes : [...] El Gobierno de la Nueva Granada garantiza al Gobierno de los Estados Unidos que el derecho de vía o tránsito al través del Istmo de Panamá, por cualesquiera medios de comunicación que ahora existan o en lo sucesivo puedan abrirse, estará franco y expedito para los ciudadanos y el

Gobierno de los Estados Unidos [...] Para seguridad del goce tranquilo y constante de estas ventajas [...] los Estados Unidos garantizan positiva y eficazmente a la Nueva Granada [...] la perfecta neutralidad del ya mencionado Istmo, con la mira de que en ningún tiempo, existiendo este tratado, sea interrumpido ni embarazado el libre tránsito de uno a otro mar ; y por consiguiente, garantizan de la misma manera los derechos de soberanía y propiedad que la Nueva Granada tiene y posee sobre dicho territorio ».

67. TRAITÉ CLAYTON-BULWER (1850) : « Article I – The governments of the United States and Great Britain hereby declare, that neither the one nor the other will ever obtain or maintain for itself any exclusive control over the said ship canal; agreeing that neither will ever erect or maintain any fortifications commanding the same or in the vicinity thereof, or occupy, or fortify, or colonize, or assume or exercise any dominion over Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito coast, or any part of Central America; [...] ».
68. TRAITÉ CLAYTON-BULWER (1850) : « Article V – The contracting parties further engage that, when the said canal shall have been completed, they will protect it from interruption, seizure, or Unjust confiscation, and that they will guarantee the neutrality thereof, so that the said canal may forever be open and free [...] ».
69. TRAITÉ CLAYTON-BULWER (1850) : « Article VIII – The governments of the United States and Great Britain having not only desired, in entering into this convention, to accomplish a particular object, but also to establish a general principle, they hereby agree to extend their protection, by treaty stipulations, to any other practicable communications, whether by canal or railway, across the isthmus which connects North and South America, and especially to the inter oceanic communications, should the same prove to be practicable, whether by canal or railway, which are now proposed to be established by the way of Tehuantepec or Panama ».
70. PIERCE Franklin : « In these circumstances of the political debility of the Republic of Nicaragua, and when its inhabitants were exhausted by long-continued civil war between parties neither of them strong enough to overcome the other or permanently maintain internal tranquillity, one of the contending factions of the Republic invited the assistance and cooperation of a small body of citizens of the United States from the State of California, whose presence, as it appears, put an end at once to civil war and restored apparent order throughout the territory of Nicaragua, with a new administration, having at its head a distinguished individual, by birth a citizen of the Republic, D. Patricio Rivas, as its provisional President. It is the established policy of the United States to recognize all governments without question of their source or their organization, or of the means by which the governing persons attain their power, provided there be a government *de facto* accepted by the people of the country, [...] We do not go behind the fact of a foreign government exercising actual power to investigate questions of legitimacy; we do not inquire into the causes which may have led to a change of government. To us it is indifferent whether a successful revolution has been aided by foreign intervention or not; [...] All these matters we leave to the people and public authorities of the particular country to determine; and their determination, whether it be by positive action or by ascertained acquiescence, is to us a sufficient warranty of the

legitimacy of the new government. [...] Another minister from the Republic of Nicaragua has now presented himself, and has been received as such, satisfactory evidence appearing that he represents the Government *de facto* and, so far as such exists, the Government *de jure* of that Republic ».

71. PIERCE Franklin : « The protection of both required that the existing power in that State should be regarded as a responsible Government, and its minister was accordingly received ».
72. BUCHANAN James : « These expeditions are the most effectual mode of retarding American progress, although to promote this is the avowed object of the leaders and contributors in such undertakings. It is beyond question the destiny of our race to spread themselves over the continent of North America, and this at no distant day should events be permitted to take their natural course. The tide of emigrants will flow to the south, and nothing can eventually arrest its progress. If permitted to go there peacefully, Central America will soon contain an American population which will confer blessings and benefits as well upon the natives as their respective Governments. Liberty under the restraint of law will preserve domestic peace, whilst the different transit routes across the Isthmus, in which we are so deeply interested, will have assured protection ».
78. BONAPARTE Louis-Napoléon : « England will see with pleasure Central America become a flourishing and powerful state, which will establish a balance of power, by creating in Spanish America a new centre of active enterprise, powerful enough to give rise to a great feeling of nationality, and to prevent, by backing Mexico, any further encroachment from the north ».
96. VICUÑA MACKENNA Benjamín : « La guerra a los filibusteros es la guerra a la América del Norte, es una guerra nacional, es la causa de la América Española [...] Seamos *Sud-americanos* frente a la América del Norte. ¡Que nuestra mutilada familia, que cuenta tantas denominaciones de mutua hostilidad, “peruanos”, “chilenos”, “colombianos”, “argentinos”, sea un solo nombre delante del nombre Americano, de ese *Pluribus Unum* que es único y por eso es todopoderoso. Que nuestras divididas repúblicas sean una sola América delante de las repúblicas *unidas* del Norte, que son una sola América también! ».
98. ARDAO Arturo : « Eso no obstante, la tesis que lo vertebra del principio al fin, es la de la perentoria necesidad de preservar en América a la raza latina, en peligro de absorción por el avance territorial de la raza sajona. En la base, por tanto, la idea madre de la latinidad de nuestro continente ».
99. BILBAO Francisco : « Salvar la independencia territorial y la iniciativa del mundo Americano, amenazadas por la invasión, por el ejemplo de la Europa y por la división de los Estados ».
100. BILBAO Francisco : « Ya vemos caer fragmentos de América en las mandíbulas sajonas del boa magnetizador, que desenvuelve sus anillos tortuosos. Ayer Tejas, después el Norte de Méjico y el Pacífico saluda a un nuevo amo. Hoy las guerrillas avanzadas despiertan el Istmo, y vemos Panamá vacilar suspendida, mecer su destino en el abismo y preguntar: ¿seré del Sur, seré del Norte? He ahí un peligro. El que no lo vea, renuncie al porvenir. ¿Habrà tan poca

conciencia de nosotros mismos, tan poca fe de los destinos de la raza Latino-Americana, que esperemos a la voluntad ajena y a un genio diferente para que organice y disponga de nuestra suerte? ¿Hemos nacido tan desheredados de los dotes de la personalidad, que renunciemos a nuestra propia iniciativa, y sólo creamos en la extraña, hostil y aún dominadora iniciación del individualismo? [...] Se abre la segunda campaña, que a la Independencia conquistada, agregue la asociación de nuestros pueblos ».

101. BILBAO Francisco : « Y todo esto, fronteras, razas, República y nueva creación moral, todo peligra, si dormimos. Los Estados Des-Unidos de la América del Sur, empieza a divisar el humo del campamento de los Estados-Unidos. Ya empezamos a sentir los pasos del coloso que sin temer a nadie, cada año, con su diplomacia, con esa siembra de aventureros que dispersa; con su influencia y su poder crecientes que magnetiza a sus vecinos, con las complicaciones que hace nacer en nuestros pueblos; con tratados precursores, con mediaciones y protectorados; con su industria, su marina, sus empresas; acechando nuestras faltas y fatigas; aprovechándose de la división de las Repúblicas; cada año más impetuoso y más audaz, ese coloso juvenil que cree en su imperio, como Roma también creyó en el suyo, infatuado ya con la serie de sus felicidades, avanza como marea creciente que suspende sus aguas para descargarse en catarata sobre el Sur. [...] Walker es la invasión, Walker es la conquista, Walker son los Estados-Unidos. ¿Esperaremos que el equilibrio de fuerza se incline de tal modo al otro lado, que la vanguardia de aventureros y piratas de territorios, llegue a asentarse en Panamá, para pensar en nuestra unión? Panamá es el punto de apoyo que busca el Arquímedes Yankee para levantar a la América del Sur y suspenderle en los abismos para devorarla a pedazos ».

102. BILBAO Francisco : « Tenemos que desarrollar la independencia, que conservar las fronteras naturales y morales de nuestra patria, tenemos que perpetuar nuestra raza Americana y Latina, que desarrollar la República, desvanecer las pequeñeces nacionales para elevar la gran nación Americana, la Confederación del Sur ».

103. TORRES CAICEDO José María : « El *filibusterismo*, delito que antes castigaban los tribunales de esa nación, hoy encunetra apoyo en las altas autoridades políticas [...] Sonora, estrepitosa es la campanada que se les acababa de dar a las naciones sur-americanas [...] Su independencia está amenazada : la raza española está en vísperas de ser aborbida en América por los Anglosajones ».

104. TORRES CAICEDO José María : « Más aislados se encuentran, desunidos, / esos pueblos que nacieron para aliarse :/La unión es su deber,/su ley amarse:/Igual origen tienen y misión ; –/La raza de la América latina,/Al frente tiene la sajona raza, –/Enemiga mortal que ya amenaza/Su libertad destruir y su pendón./La América del sur está llamada/A defender la libertad genuina,/La nueva idea, al moral divina,/La santa ley de amor y caridad ». En 1860, conscient de la signification équivoque qu'avait le mot « race », l'auteur expliquait : « Nous employons ce mot, même s'il n'est pas rigoureusement exact, [...] afin de suivre l'esprit et le langage de l'époque et le langage de convention aujourd'hui dominant ».

105. TORRES CAICEDO José María : « Hoy más que nunca necesitan las Repúblicas latinoamericanas : Realizar una gran Confederación para unir sus fuerzas y recursos ».
106. BILBAO Francisco : « Y bendecíamos a la Francia! Y hoy que vuestra patria nos hiere, hoy que la tremenda espada de la Francia atraviesa el corazón de mis hermanos de Méjico (sic), hoy vengo á (sic) pedir á (sic) mis maestros, justicia contra la Francia. Tú lo has dicho, Quinet: “*Si la patria muere, sé tú mismo el ideal de la nueva patria*”. Y si muere la patria que se empeña en la injusticia. Tú lo has dicho Michelet: “*El derecho es mi padre y la justicia es mi madre*” Pues tu padre y tu madre, maldicen á la Francia. Vuestro discípulo ».
107. BILBAO Francisco : « “El imperio es la paz” –dijo Napoleón III. El imperio es el perjurio, repetirá la historia. Guerras en Europa, en Asia y África. Faltaba la América. ¿Por qué ha sido hoy Méjico (sic) la víctima designada para hacer aparecer como torpe la inteligencia de la gran Nación, y como pérfido el corazón del pueblo que había predicado la fraternidad, y como verdugo del débil, al brazo tremendo de la Francia, en una guerra que ha de encontrar su Palafox? Méjico tenía traidores que sembraban la tentación; --Méjico es lo más bello y lo más rico de la América;--Méjico situado entre los dos océanos, entre las Repúblicas del Sur y las del Norte, es el centro estratégico del comercio y de la política del nuevo continente;--Méjico monarquizado, amarga á (sic) los Estados Unidos y á (sic) las Repúblicas del Sur,--- y con el apoyo de la Francia imperial, amenaza el mundo con la exterminación de la República;--y sus tesoros explotados por la *civilización imperial*, pueden costear otra *grande armada*, para realizar el sueño de Felipe II, y la intención escondida del heredero de Waterloo. [...] Oh Méjico, oh vosotros hijos de los Aztecas y de los castellanos, en vuestras manos está hoy la facultad de señalar el itinerario de la muerte, á los profanadores de vuestro suelo, y de arrojar la primera piedra á ese imperio, que será la señal de la lapidación universal á que está destinado. [...] Nosotros vemos, no solo la independencia de Méjico en peligro, sino la independencia del nuevo continente; no solo su territorio amenazado de robo, sino la idea vital de los pueblos de América amenazada de exterminio: la desaparición de la República. Así es que podemos decir: Americanos, se nos quiere robar el territorio; Republicanos, se pretende degradarnos. Solidaridad de tierra, de interés, de dignidad, nos une ».
110. TORRES CAICEDO José María : « Si la doctrina Monroe, tal cual la interpretan los señores Buchanan, Cass, etcétera, quisiera decir : los Estados Unidos reconocen y respetan la soberanía de las repúblicas latinoamericanas, y harán reconocer y respetar a las potencias europeas la independencia de estas naciones ; si esa fuera la interpretación, la América latina, si lo estimaba conveniente, podría aceptar el dogma reformado de Monroe. Pero no ; la escuela de los congresales de Ostende hace decir a Monroe : Sólo los Estados Unidos tienen derecho para conquistar los territorios que más les convengan en la América latina ; y es esa la doctrina la que se quiere sentar, no ya como una regla de Derecho público americano, sino como un principio de Derecho Internacional, obligatorio siempre y en todo caso [...] Nosotros no queremos para la América latina la injerencia en sus negocios ni de la América del Norte, ni la de Europa ; pero cuando ésta se reduce a reconocer las naciones existentes, nada hay más útil y justo ».

112. HURTADO Manuel Antonio : « ¡América despierta! Tus glorias del pasado / Del mundo en los anales, oscureciendo veas; / Los déspotas de Europa tu suelo han profanado. / Y aún en la indolencia permaneciendo estás. / ¿No ves? Allá en el Norte, las águilas de Francia. / Se ciernen y destrozan al Méjico imperial; / No hai fueros, no hai derechos, no hai leyes ni distancia; / Sus leyes son el crimen, la fuerza y el puñal ».

**Troisième partie. L' « Amérique latine » traverse l'Atlantique: le panaméricanisme états-unien, la nouvelle latinité française et l'Amérique latine. 1870-1914.**

114. GRANT Ulysses S. : « It will not be presumptuous, after the foregoing sketch, to say, with entire consideration for the sovereignty and national pride of the Spanish American Republics, that the United States, by the priority of their independence, by the stability of their institutions, by the regard of their people for the forms of law, by their resources as a government, by their naval power, by their commercial enterprise, by the attractions which they offer to European immigration, by the prodigious internal development of their resources and wealth, and by the intellectual life of their population, occupy of necessity a prominent position on this continent, which they neither can nor should abdicate, which entitles them to a leading voice, and which imposes upon them duties of right and of honor regarding American questions, whether those questions affect emancipated colonies or colonies still subject to European dominion ».

117. BLAINE James G. : « Interventions of this character have been frequent in the diplomatic history of Europe and have been sometimes followed by beneficial results in preserving the equilibrium of the Powers. But the United States has not belonged to that system of States, of which France and Great Britain are important members, and has never participated in the adjustment of their contentions. Neither interest nor inclination leads this country to desire a voice in the discussion of those questions. Our relations to the States of the American continent, however, are widely different [...] These Republics of America are younger sisters of this Government. Their proximity of situation, similarity in origin and frame of Government, unity of political interest on all questions of foreign intercourse, and their geographical remoteness from Europe have naturally given to American states close and special relations to each other, and in the course of time removed them farther from the European system. The commercial and political interests of the United States on this continent, transcend in extent and importance those of any other Power, and where these interests are deeply involved this Government must preserve a position in which its influence will be most independent and most efficient ».

118. BLAINE James G. : « It would be difficult to devise a more effective way for the United States to lose the friendship of its American neighbors, and it would certainly not add to our *prestige* in the European world. Nor can I see, Mr. President, how European Governements should feel « jealously and ill will » toward the United States because of an effort on its part to assure lasting peace between the nations of America, unless indeed it be the interest of the European Powers that the American nations should at intervals fall into war, and bring reproach on Republican institutions. [...] Beyond the philanthropic and Christian ends to be obtained by the American conference, devoted to peace and good will among men, we might



well hope for material advantages as a result of a better understanding and closer friendship with the nations of America. [...] I do not say, Mr. President, that the holding of a Peace Congress will necessarily change the currents of trade, but it will bring us into kindly relations with all the American nations ; it will promote the reign of law and order ; it will increase production and consumption ; it will stimulate the demand for articles which American manufacturer can furnish with profit. It will, at all events, be a friendly and auspicious beginning in the direction of American influence and American trade in a large field which we have hitherto neglected, and which has been practically monopolized by our commercial rivals in Europe ».

119. BLAINE James G. : « The foreign policy of the President Garfield's Administration had two principal objects in view : first, to bring about peace, and prevent future wars in North and South America ; second, to cultivate such friendly, commercial relations with all American countries as would lead to a large increase in the export trade of the United States, by supplying those fabrics in which we are abundantly able to compete with the manufacturing nations of Europe. To attain the second object the first must be accomplished. [...] Our own Government cannot take the ground that it will not offer friendly intervention to settle troubles between American countries, unless at the same time it freely concedes to European Governments the right of such intervention, and thus consents to a practical destruction of the Monroe doctrine and an unlimited increase of European influence on this continent. From ardent friendship with *Spanish America* we have drifted into indifference if not into coldness. It is but one step further to reach a condition of positive unfriendliness, which may end in what would be equivalent to a commercial alliance against us. [...] If these tendencies are to be averted, if *Spanish-American* friendship is to be regained, if the commercial empire that legitimately belongs to us is to be ours, we must not lie iddle and witness its transfer to others. If we would reconquer it, a great first step is to be taken. It is the first step that costs. It is also the first step that counts ».

121. ARTHUR Chester Alan : « This Government learned that Colombia had proposed to the European powers to join in a guaranty of the neutrality of the proposed Panama canal--a guaranty which would be in direct contravention of our obligation as the sole guarantor of the integrity of Colombian territory and of the neutrality of the canal itself. My lamented predecessor felt it his duty to place before the European powers the reasons which make the prior guaranty of the United States indispensable, and for which the interjection of any foreign guaranty might be regarded as a superfluous and unfriendly act. Foreseeing the probable reliance of the British Government on the provisions of the Clayton-Bulwer treaty of 1850 as affording room for a share in the guaranties which the United States covenanted with Colombia four years before, I have not hesitated to supplement the action of my predecessor by proposing to Her Majesty's Government the modification of that instrument and the abrogation of such clauses thereof as do not comport with the obligations of the United States toward Colombia or with the vital needs of the two friendly parties to the compact ».

125. TRAITÉ HAY-PAUNCEFOTE (1901) : « Article II. It is agreed that the canal may be constructed under the auspices of the government of the United States, either directly, at its own cost, or by gift or loan of money to individuals or corporations, or through subscriptions

to or purchase of stock or shares, and that, subject to the provisions of the present treaty, the said government shall have and enjoy all the rights incident to such construction, as well as the exclusive right of providing for the regulation and management of the canal ».

126. TRAITÉ HAY-PAUNCEFOTE (1901) : « Article III. 2. [The United States] shall be at the liberty to maintain such military police along the canal as may be necessary to protect it against lawlessness and disorder ».

148. DE HOSTOS Eugenio María : « La situación del Istmo, la importancia que su posesión tiene para nuestra raza, las mal disimuladas tentativas de los angloamericanos para apoderarse subrepticamente de él, la fuerza que en él les dió (sic) la construcción del ferrocarril de Colón a Panamá, el espíritu que movió el tratado de neutralización del Istmo, las insolentes usurpaciones de autoridad a que se entregan los jefes norteamericanos de la estación naval del golfo cada vez que en la ciudad de Panamá hay un motín, la petulante afectación de dominio que hacen allí los ciudadanos americanos, todo el porvenir de la raza latinoamericana aconseja y aplaude la actitud reservada y el alejamiento suspicaz que se nota en los panameños y en los colombianos que se han establecido en la ciudad. Cosmopolita por su situación, cosmopolita por el continente en que está enclavada, Panamá pertenece dos veces a la humanidad, y ningún hombre de la tierra debe ser extranjero (sic) en ella [...] Pero los fines mismos del trabajo humano, de la libertad universal y de la civilización del porvenir, exigen que toda la parte del Continente poblada por la raza latinoamericana sea perpetua propiedad de nuestra raza, y por todos los medios que estén a nuestro alcance debemos asegurar la propiedad [...] No rencor, admiración es el sentimiento que tengo hacia los hombres del Norte. Pero la admiración, como todo movimiento de mi espíritu, es reflexiva en mí ; admiro, porque estimo ; estimo lo que es bueno. No es bueno, es malo que los norteamericanos tengan las tendencias absorbentes que han demostrado en la guerra contra Méjico (sic), en la conquista de territorios mejicanos que han disfrazado bajo el derecho de anexión, y en las tentativas de dominio sobre Santo Domingo ; [...] no es bueno, es malo que hayan erigido en doctrina el principio egoísta de primacía continental que se llama « doctrina de Monroe », [...] ; no es bueno, es malo que una gran democracia, como la que ejemplarmente impera en los Estados Unidos, no tenga otro ideal de vida interior y exterior que su ocupación de todo el Continente del Norte, desde Behring hasta el Istmo, éste y el Archipiélago incluidos [...] Así también, por amor a la verdad y la justicia, por patriótico interés en favor de la América latina, por la severidad de doctrina y de principio, por temor de verlos adulterados en el porvenir de la democracia norteamericana, se debe luchar cuanto se pueda contra las tendencias absorbentes de los norteamericanos, y en favor del desarrollo político y territorial de los latinoamericanos. [...] En tanto, ya los norteamericanos son tan fuertes, que acaso destruirían por una política de expansión y de invasión todas las esperanzas doctrinales de la democracia si no tuvieran un freno en la solidaridad territorial de la América latina ».

149. DE HOSTOS Eugenio María : « Los Estados Desunidos, como el buen Francisco Bilbao llamaba a los de la América latina, ofrecen al observador el mas extraño contraste que pueden ofrecer sociedades originarias de una misma tradición, establecidas en un mismo continente, dominadas por las mismas influencias del pasado, adheridas por los mismos intereses del presente, y atraídas por un mismo porvenir ».

150. DE HOSTOS Eugenio María : « No obstante los esfuerzos hechos por Samper, por algunos otros escritores latinoamericanos, y por el autor de este artículo, reforzados por la Sociedad Geográfica de Nueva York, no prevalece todavía el nombre colectivo de Colombia con que han querido distinguir de los anglosajones de América a los latinos del Nuevo Continente. En tanto que se logra establecer definitivamente la diferencia, es bueno adoptar para el Continente del Sur y América Central, México y Antillas, el nombre colectivo que aquí le damos y el de neolatinos usado por el señor A. Bachiller y Morales, o el de latinoamericanos que yo uso para los habitantes del Nuevo Mundo que proceden de la raza latina y de la ibérica ».
152. SÁENZ PEÑA Roque : « He terminado mis deberes oficiales. Permítaseme ahora una declaración personalísima: no se mire, en lo que he expuesto, sino consideraciones de fraternal afecto para todos los pueblos y gobiernos de este continente; si alguien ha creído ver debilitados en mi espíritu aquellos sentimientos, debe convencerse de su error : no me faltan afecciones ni amor para la América, me faltan desconfianzas é (sic) ingratitud para la Europa; yo no olvido que allí se encuentra España, nuestra madre, contemplando con francos regocijos el desenvolvimiento de sus viejos dominios, bajo la acción de pueblos generosos y viriles que heredaron su sangre; que allí está la Italia, nuestra amiga; y la Francia, nuestra hermana, que ilumina con efigie de Diosa las aguas de Nueva York, rielando el continente libre por excelencia con el pedazo libre de la Europa democrática, que acaba de congregar el orbe en el Campo de Marte, para contaminar con el ejemplo de la libertad, las futuras repúblicas del viejo mundo. Yo pienso que la ley sociológica encamina los pueblos al gobierno representativo, como la economía contemporánea dirige las sociedades á (sic) la libertad de los cambios ; el siglo XIX nos ha dado posesión de nuestros derechos políticos, confirmando los que trajo nuestra hermana mayor después de luchas dignas de su soberanía; que el siglo de la América, como ha dado en llamarse al siglo XX, contemple nuestros cambios francos con todos los pueblos de la tierra, atestiguando el duelo noble del trabajo libre en que se ha dicho con razón, que Dios mide el terreno, iguala las armas y reparte la luz. ¡Sea la América para la humanidad! ».
154. WHITAKER Arthur P. « Even the customs union project, which, though primarily economic, had strong political implicaitons, was not revived after its failure at the first conference in 1890 ».
156. QUIJADA Mónica : « En efecto, la opinión pública, tradicionalmente hostil a la madre patria en su contencioso con Cuba, se volcó a una simpatía generalizada por la causa española a partir de la declaración norteamericana de hostilidades, redactada en unos términos que resultaron ofensivos también para muchos hispanoamericanos ».
158. RODÓ José Enrique : « Ariel, genio del aire, representa, en el simbolismo de la obra de Shakespeare, la parte noble y alada del espíritu. Ariel es el imperio de la razón y el sentimiento [...] Calibán, símbolo de sensualidad y de torpeza, con el cincel perseverante de la vida ».

159. RODÓ José Enrique : «La concepción utilitaria, como idea del destino humano, y la igualdad en lo mediocre, como norma de la proporción social, componen, íntimamente relacionadas, la fórmula de lo que ha solido llamarse, en Europa, el espíritu de *americanismo*. [...] Si ha podido decirse del utilitarismo que es el verbo del espíritu inglés, los Estados Unidos pueden ser considerados la encarnación del verbo utilitario. Y el Evangelio de este verbo se difunde por todas partes a favor de los milagros materiales del triunfo. [...] La poderosa federación va realizando entre nosotros una suerte de conquista moral. La admiración por su grandeza y por su fuerza es un sentimiento que avanza a grandes pasos en el espíritu de nuestros hombres dirigentes y, aún más quizá en el de las muchedumbres, fascinables por la impresión de la victoria. — Y, de admirarla, se pasa, por una transición facilísima, a imitarla. [...] Se imita a aquel en cuya superioridad o cuyo prestigio se cree. — Es así como la visión de una América *deslatinizada* por propia voluntad, sin la extorsión de la conquista, y regenerada luego a imagen y semejanza del arquetipo del Norte, flota ya sobre los sueños de muchos sinceros interesados por nuestro porvenir, inspire la fruición con que ellos formulan a cada paso los más sugestivos paralelos, y se manifiesta por constantes propósitos de innovación y de reforma. Tenemos nuestra *nordomanía*. Es necesario oponerle los límites que la razón y el sentimiento señalan de consuno ».

161. DARÍO Rubén : « ¡Es con voz de la Biblia, o verso de Walt Whitman, / Que habría que llegar hasta ti, Cazador! / Primitivo y moderno, sencillo y complicado, / Con un algo de Washington y cuatro de Nemrod! / Eres los Estados Unidos, /eres el futuro invasor / De la América ingenua que tiene sangre indígena, / Que aún reza a Jesucristo y aún habla en español. [...] Crees que la vida es incendio / Que el progreso es erupción; / Que en donde pones la bala / El porvenir pones. /No. / Mas la América nuestra, que tenía poetas / Desde los viejos tiempos de Netzahualcoyotl [...] / Que desde los remotos momentos de su vida / Vive vida de luz, de fuego, de perfume, de amor, / La América del grande Moctezuma, del Inca, / La América fragante (sic) de Cristóbal Colón, / La América católica, la América española, [...] / Que tiembla de huracanes y que vive de amor; / Hombres de ojos sajones y alma bárbara, vive. / Y sueña. Y ama, y vibra; y es la hija del Sol. / Tened cuidado. ¡Vive la América española! / Hay mil cachorros sueltos del León Español. / Se necesitaría, Roosevelt, ser Dios mismo, / el Riflero terrible y el fuerte Cazador, / Para poder tenernos en vuestras férreas garras. / Y, pues contáis con todo, falta una cosa: ¡Dios! ».

162. HARRISON Benjamin : « Public attention has chiefly been attracted to the subject of improved water communication between the ports of the United States and those of Central and South America. The creation of new and improved steamship lines undoubtedly furnishes the readiest means of developing an increased trade with the Latin-American nations. But it should not be forgotten that it is possible to travel by land from Washington to the southernmost capital of South America, and that the opening of railroad communication with these friendly States will give to them and to us facilities for intercourse and the exchanges of trade that are of special value ».

165. WHITAKER Arthur P. : « The defect was fatal because Drago tied his proposal to the Monroe Doctrine. This was something that the United States had always opposed,

maintaining that the Monroe Doctrine was nothing if not a unilateral, national policy of the United States ».

166. ROOSEVELT Theodore : « It is not true that the United States feels any land hunger or entertains any projects as regards the other nations of the Western Hemisphere save such as are for their welfare. [...] If a nation shows that it knows how to act with reasonable efficiency and decency in social and political matters, if it keeps order and pays its obligations, it need fear no interference from the United States. Chronic wrongdoing, or an impotence which results in a general loosening of the ties of civilized society, may in America, as elsewhere, ultimately require intervention by some civilized nation, and in the Western Hemisphere the adherence of the United States to the Monroe Doctrine may force the United States, however reluctantly, in flagrant cases of such wrongdoing or impotence, to the exercise of an international police power ».

168. TAFT William Howard : « The Pan-American policy of this Government has long been fixed in its principles and remains unchanged. With the changed circumstances of the United States and of the Republics to the south of us, most of which have great natural resources, stable government and progressive ideals, the apprehension which gave rise to the Monroe Doctrine may be said to have nearly disappeared, and neither the doctrine as it exists nor any other doctrine of American policy should be permitted to operate for the perpetuation of irresponsible government, the escape of just obligations, or the insidious allegation of dominating ambitions on the part of the United States. Beside the fundamental doctrines of our Pan-American policy there have grown up a realization of political interests, community of institutions and ideals, and a flourishing commerce. All these bonds will be greatly strengthened as time goes on and increased facilities, such as the great bank soon to be established in Latin America, supply the means for building up the colossal intercontinental commerce of the future ».

169. WILSON Woodrow : « Do you not see now what is about to happen? These great tides which have been running along parallels of latitude will now swing southward athwart parallels of latitude, and that opening gate at the Isthmus of Panama will open the world to a commerce that she has not known before, a commerce of intelligence, of thought, and sympathy between North and South. The Latin-American States which, to their disadvantage, have been off the main lines will now be on the main lines. I feel that these gentlemen honoring us with their presence to-day will presently find that some part, at any rate, of the center of gravity of the world has shifted ».

170. WILSON Woodrow : « The United States has nothing to seek in Central and South America except the lasting interests of the peoples of the two continents, the security of governments intended for the people and for no special group or interest, and the development of personal and trade relationships between the two continents which shall redound to the profit and advantage of both and interfere with the rights and liberties of neither ».

## SOURCES

### Amérique latine

BILBAO Francisco, « Iniciativa de la América. Idea de un congreso federal de las Repúblicas » (24 juin 1856), ZEA Leopoldo (compilateur), *Fuentes de la cultura latinoamericana I*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, Collection « Tierra Firme », 1993, p. 51-66.

BILBAO Francisco, *La América en peligro*, Buenos Aires, Imprenta y litografía a vapor de Bernheim y Boneo, 1862. Disponible sur : [www.archive.org](http://www.archive.org), date de consultation : 7 avril 2014.

BOLÍVAR Simón, « Carta de Jamaica. Contestación de un americano meridional a un caballero de esta isla [Henry Cullen] » (6 septembre 1815), ZEA Leopoldo (compilateur), *Fuentes de la cultura latinoamericana I*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, Collection « Tierra Firme », 1993, p. 17-32.

BOLÍVAR Simón, « Discurso de Angostura » (15 février 1819), ZEA Leopoldo (compilateur), *Fuentes de la cultura latinoamericana I*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, Collection « Tierra Firme », 1993, p. 17-32.

DARÍO Rubén, *Azul – Cantos de vida y esperanza*, Madrid, Cátedra, édition de MARTÍNEZ José María, Collection « Letras Hispánicas », 1995.

DE HOSTOS Eugenio María, « En el Istmo » (1870), *Obras completas*, Vol. VI - Mi viaje al Sur, La Havane, Cultural S.A. – Obispo y Bernaza, Edición conmemorativa del Gobierno de Puerto Rico 1839-1939, p. 59-86.

DE HOSTOS Eugenio María, « La América latina » (1874), *Obras completas*, Vol. VII – Temas Sudamericanos, La Havane, Cultural S.A. – Obispo y Bernaza, Edición conmemorativa del Gobierno de Puerto Rico 1839-1939, p. 7-15.

DE HOSTOS Eugenio María, « Congreso latinoamericano » (1874), *Obras completas*, Vol. VII – Temas Sudamericanos, La Havane, Cultural S.A. – Obispo y Bernaza, Edición conmemorativa del Gobierno de Puerto Rico 1839-1939, p. 401-409.

MARTÍ José, « Nuestra América » (1891), ZEA Leopoldo (compilateur), *Fuentes de la cultura latinoamericana I*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, Collection « Tierra Firme », 1993, p. 119-127.

RODÓ José Enrique, *Ariel*, Madrid, Cátedra, Édition de CASTRO Belén, Collection « Letras Hispánicas », 2000 (1900).

SAENZ PEÑA Roque, « Comisión Aduanera. Dictamen de la Minoría. Discurso del Señor Roque Sáenz Peña, delegado de la República Argentina » (26 février 1890), *Actas de la Conferencia Internacional Americana*, Washington, 1890, p. 296-335. Disponible sur : [www.archive.org](http://www.archive.org), date de consultation : 7 avril 2014.

TORRES CAICEDO José María, « José María Torres Caicedo, textos unionistas, 1850-1886 » ARDAO Arturo (compilateur), *América Latina y la latinidad. 500 años después*, México, UNAM, Centro Coordinador y Difusor de Estudios Latinoamericanos, 1993, p. 121-153.

## *Documents officiels*

République de Colombie – Ministère des affaires étrangères, *Tratado general de paz, amistad, navegación y comercio con los Estados Unidos de América*, Bogotá, 12 décembre 1846. Disponible sur : [www.cancilleria.gov.co](http://www.cancilleria.gov.co); date de consultation : 4 avril 2014.

## **États-Unis**

### *Articles de presse*

O’SULLIVAN John, « Annexation », *United States Magazine and Democratic Review*, Vol. 17, N°1, juillet-août 1845, p. 5-10. Disponible sur : [pdcrodas.webs.ull.es/anglo](http://pdcrodas.webs.ull.es/anglo), date de consultation : 3 avril 2014.

### *Documents officiels – Déclarations et discours des présidents des États-unis*

ADAMS John, *Letter to Thomas Jefferson*, 3 février 1821. Disponible sur : [founders.archives.gov](http://founders.archives.gov), date de consultation : 3 avril 2014.

ARTHUR Chester A, *First annual message*, 6 décembre 1881, Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

BUCHANAN James, *Message to the Senate on the Arrest of William Walker in Nicaragua*, 7 janvier 1858. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

GRANT Ulysses S., *Special message to Congress*, 14 juillet 1870. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

HARRISON Benjamin, *Message to Congress Transmitting a Report of the International American Conference Recommending a Survey of a Route for an Intercontinental Railroad*, 19 mai 1890. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

JACKSON Andrew, *Eight Annual Message*, 5 décembre 1836. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

MONROE James, *Seventh Annual Message*, 2 décembre 1823. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

PIERCE Franklin, *Special Message*, 15 mai 1856. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

PIERCE Franklin, *Fourth Annual Message*, 2 décembre 1856. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 4 avril 2014.

POLK James, *First Annual Message*, 2 décembre 1845. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

ROOSEVELT Theodore, *Fouth Annual Message*, 6 décembre 1904. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

TAFT William Howard, *First Annual Message*, 7 décembre 1909. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

WASHINGTON George, *Farewell address*, 19 septembre 1796. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

WILSON Woodrow, *A statement of relations with Latin America – Final draft*, 11 mars 1913, disponible sur : [www.woodrowwilson.org](http://www.woodrowwilson.org), date de consultation : 3 avril 2014.

WILSON Woodrow, *Address Before the Southern Commercial Congress in Mobile, Alabama*, 27 octobre 1913. Disponible sur : [www.presidency.ucsb.edu](http://www.presidency.ucsb.edu), date de consultation : 3 avril 2014.

#### *Documents officiels – déclarations et discours des Secrétaires d'état*

BLAINE James G., *International American Conference. Opening and Closing Addresses by James G. Blaine, président of the Conference. October 2, 1889, and April 19, 1890*, Washington, Département d'État, 1890. Disponible sur : [www.archive.org](http://www.archive.org), date de consultation : 3 avril 2014.

BLAINE James G., *Political Discussions. Legislative, diplomatic and popular. 1856-1886*, Boston, The Henry bill Publishing Company, 1887. Disponible sur : [www.archive.org](http://www.archive.org), date de consultation : 3 avril 2014.

#### *Documents officiels – traités internationaux*

États-Unis d'Amérique – Département d'État, *Convention Between the United States of America and Her Britannic Majesty*, 19 avril 1850, Washington D.C. Disponible sur : [avalon.law.yale.edu](http://avalon.law.yale.edu), date de consultation: 4 avril 2014.

HAY John et PAUNCEFOTE G.C.B., «Text of the new Hay-Pauncefote canal treaty (18 novembre 1901)», *The advocate of peace*, Vol. 64, N° 1, janvier 1902. p. 15. Disponible sur : [www.jstor.org](http://www.jstor.org), date de consultation: 4 avril 2014..

## **France**

BONAPARTE Louis-Napoléon, *Des idées napoléoniennes*, Paris, Paulin librairie éditeur, 1839. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 14 décembre 2013.

BONAPARTE Louis-Napoléon (sous le pseudonyme N.L.B.), *Canal of Nicaragua or, a project to connect the Atlantic and pacific oceans by means of a Canal*, Londres, Mills & Sons, 1846. Disponible sur [www.googlebooks.com](http://www.googlebooks.com), date de consultation : 7 avril 2014.

CLEMENCEAU Georges, *Notes de voyage dans l'Amérique du sud. Argentine, Uruguay, Brésil*, Paris, Hachette et Cie, 1911. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 20 janvier 2014.

CHEVALIER Michel, *Lettres sur l'Amérique du Nord I*, Bruxelles, Wouter et C<sup>e</sup> Imprimeurs-Libraires, quatrième édition, 1844 (1836). Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 28 septembre 2013.

CHEVALIER Michel, *Lettres sur l'Amérique du Nord II*, Bruxelles, Wouter et C<sup>e</sup> Imprimeurs-Libraires, quatrième édition, 1844 (1836). Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 28 septembre 2013.



CHEVALIER Michel, « L'Isthme de Panama », *Revue des deux mondes*, tome cinquième – quatrième année – nouvelle série, Paris, Bureau de la Revue de deux mondes, 1844, p. 5-74. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 3 avril 2014.

CHEVALIER Michel, *Le Mexique. Extrait de l'encyclopédie du XIX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Imprimerie de Maulde et Renou, 1851. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 28 septembre 2013.

DE TOCQUEVILLE Alexis, *De la démocratie en Amérique I*, Paris, Garnier-Flammarion, 1981 (1835).

DOMMARTIN Hippolyte, *Les États-Unis et le Mexique : l'intérêt européen dans l'Amérique du Nord*, Paris, Librairie Guillaumin, 1852. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 7 avril 2014.

MICHELET Jules, *Introduction à l'histoire universelle*, Paris, Librairie classique de L. Hachette, 1831. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 3 avril 2014.

POINCARÉ Raymond, « Préface », GARCÍA-CALDERÓN Francisco, *Les démocraties latines de l'Amérique*, Paris, Ernest Flammarion éditeur, 1912. Disponible sur : [www.archive.org](http://www.archive.org), date de consultation : 7 avril 2014.

POUCEL Benjamin, *Études des intérêts réciproques de l'Europe et de l'Amérique. La France et l'Amérique du Sud*, Paris, Librairie de Guillaumin et C<sup>o</sup>, 1849. Disponible sur : [www.googlebooks.com](http://www.googlebooks.com), date de consultation : 7 avril 2014.

POUCEL Benjamin, *Des émigrations européennes dans l'Amérique du sud. Mémoire lu à la société d'ethnologie le 22 février 1850*, Paris, Arthus-Bertrand Librairie, 1850. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 7 avril 2014.

QUINET Edgar, *L'expédition du Mexique*, Londres – Genève, Chrisletti libraire éditeur, 1862, Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 7 avril 2014.

TISSERAND L.M., « Situation de la latinité », *Revue des races latines française, algérienne, espagnole, italienne, portugaise, belge, autrichienne, roumaine, brésilienne et hispano-américaine*, Vol. 24, 1861, p. 139-147. Disponible sur : [gallica.bnf.fr](http://gallica.bnf.fr) ; date de consultation : 12 mars 2014.

#### *Documents officiels*

Ministère des Affaires étrangères, « Instructions du Ministre des affaires étrangères, Édouard Thouvenel, à l'Amiral commandant en chef l'expédition française du Mexique. Le Ministre des affaires étrangères à M. le contre-amiral Jurien de la Gravière » (11 novembre 1861), *Revue maritime et coloniale*, 1862/01-1862/04, Ministère de la marine et des colonies, 1862, p. 381-393. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 7 avril 2014.

Ministère des Affaires étrangères, « Lettre d'instructions de l'Empereur Napoléon III au Général Forey » (3 juillet 1862), *Documents diplomatiques*, 1861-1873, p. 190-191. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 7 avril 2014.

## BIBLIOGRAPHIE

### Cadrage général du sujet

#### *Ouvrages*

DÉMIER Francis, *La France du XIX<sup>e</sup> siècle 1814-1914*, Paris, Éditions du seuil, collection « points – histoire », 2000.

HALPERIN DONGHI Tulio, *Historia contemporánea de América Latina*, Madrid, Alianza editorial, Collection « El libro de bolsillo – Historia », 2008 (1969, 1996).

ARDAO Arturo, *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, Caracas, Coedición Centro de Estudios Latinoamericanos Rómulo Gallegos (CERLARG), 1980. Republié en ARDAO Arturo, *América Latina y la latinidad. 500 años después*, México, UNAM, Centro Coordinador y Difusor de Estudios Latinoamericanos, 1993.

WHITAKER Arthur P., *The western Hemisphere Idea. Its Rise and Decline*, Ithaca, Cornell University Press, 1954.

#### *Chapitres d'ouvrages*

FREEMAN SMITH Robert, « Latin America, the United States and the european powers », BETHELL Leslie (éditeur scientifique), *The Cambridge History of Latin America. Volume IV. C. 1870 to 1930*, Cambridge – New York – Melbourne, Cambridge University Press, 1989 (1986), p. 83-119.

VÁZQUEZ Josefina Zoraida, « La inserción de los nuevos estados en el orden internacional »  
VÁZQUEZ Josefina Zoraida (directeur), *Historia general de América Latina, Volumen VI. La construcción de las naciones latinoamericanas, 1820-1870*, Madrid, UNESCO – Trotta, 2003, p. 483-499.

WADDELL D.A.G., « International politics and Latin American Independence », BETHELL Leslie (éditeur scientifique), *The Cambridge History of Latin America. Volume III. From independence to c. 1870*, Cambridge – New York – Port Chester, Cambridge University Press, 1989 (1985), p.197-228.

### La doctrine Monroe et le panaméricanisme

#### *Ouvrages*

BYRNE LOCKEY Joseph, *Pan-Americanism. Its beginnings*, New York, The MacMillan Company, 1920. Republié à New York, Arno Press & the New York Times, collection « American Imperialism. Viewpoints of United States Foreign Policy. 1898-1941 », 1970.

DELARÛE DE BEAUMARCHAIS Maurice, *La doctrine de Monröe*, Paris, Librairie de la Société du recueil général des lois et des arrêts et du journal du palais, 1898. Disponible sur : [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), date de consultation : 27 mars 2014.

FERES JÚNIOR Joao, *Histoire du concept d'Amérique Latine aux États-Unis*, traduit de l'anglais (États-Unis) par GOUNOT Yves, Paris, L'Harmattan, 2010.

### *Chapitres d'ouvrages*

VÁZQUEZ Josefina Zoraida, « Relaciones interamericanas e intervencionismo » VÁZQUEZ Josefina Zoraida (directeur), *Historia general de América Latina, Volumen VI. La construcción de las naciones latinoamericanas, 1820-1870*, Madrid, UNESCO – Trotta, 2003, p. 501-522.

VILLAFANE SANTOS Luis Claudio, « Las relaciones interamericanas » AYALA MORA Enrique (directeur), *Historia general de América Latina, Volumen VII. Los proyectos nacionales latinoamericanos : sus instrumentos y articulación, 1870-1930*, Madrid, UNESCO – Trotta, 2008, p. 311-329.

### *Articles*

COATES Benjamin A., « The Pan-American Lobbyist: William Eleroy Curtis and U.S. Empire, 1884–1899 » *Diplomatic History*, Vol. 38, N° 1 (2014), p. 22-48. Disponible sur : [www.oxfordjournals.org](http://www.oxfordjournals.org), date de consultation : 19 avril 2014.

## **La latinité vue depuis l'Amérique latine**

### *Ouvrages*

MIGNOLO Walter, *La idea de América Latina. La herida colonial y la opción decolonial*. Traduit de l'anglais (États-Unis) par BARBA Julieta et JAWERBAUM Silvia, Barcelone, Gedisa, Collection « Biblioteca iberoamericana del pensamiento », 2005.

ROJAS-MIX Miguel, *Los cien nombres de América Latina : eso que descubrió Colón*, Barcelone, Lumen, collection « Identidad cultural » 1991.

### *Chapitres d'ouvrages*

ARDAO Arturo, « La idea de la magna Colombia. De Miranda a Hostos » (1975), ZEA Leopoldo (compilateur), *Fuentes de la cultura latinoamericana I*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, Collection « Tierra Firme », 1993, p. 33-49.

ESTRADE Paul, « Del invento de América Latina en París por Latinoamericanos (1856–1889) », MAURICE Jacques et ZIMMERMAN Marie-Claire (compilateurs), *París y el mundo ibérico e iberoamericano*, Paris, Université Paris X – Nanterre, 1998, p. 179-188.

MCGUINNESS Aims, « Searching for “Latin America”: race and sovereignty in the Americas in the 1850s » APPLEBAUM Nancy P., MCPHERSON Anne S. et ROSEMBLATT Karin Alejandra (eds.) *Race and Nation in modern Latin America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003, p. 87-107.

### *Articles*

BETHELL Leslie, « Brasil y “América Latina” », Traduit de l'anglais par FURQUET María, *Prismas. Revista de historia intelectual*, N° 16, 2012, p. 53-78. Disponible sur : [www.scielo.org.ar](http://www.scielo.org.ar), date de consultation : 29 septembre 2013. La version en anglais a été publiée dans le *Journal of Latin American Studies*, Vol. 42/3, août 2010, p. 457-485.

ESTRADE Paul, « Observaciones a don Manuel Alvar y demás académicos sobre el uso legítimo del concepto "América Latina" » *RABIDA*, n°13, 1994, p. 79-82.

QUIJADA, Mónica, « Latinos y anglosajones. El 98 en el fin de siglo sudamericano », *Hispania*, Vol. LVII, No 2, mayo-agosto de 1997, p. 589-609. Disponible sur: digital.csic.es, date de consultation : 29 septembre 2013.

QUIJADA Mónica, « Sobre el origen y difusión del nombre "América Latina" (o una variación heterodoxa en torno a la construcción social de la verdad) », *Revista de Indias*, Vol. 58, N° 214, 1998, p. 595 – 616. Disponible sur: revistadeindias.revistas.csic.es, date de consultation : 29 septembre 2013.

ROMERO Vicente, « Du nominal « latin » pour l'Autre Amérique. Notes sur la naissance et le sens du nom « Amérique latine » autour des années 1850 », *Histoire et Sociétés de l'Amérique Latine*, N° 7, premier semestre, 1998, p. 57-86. Disponible sur : www.univ-paris-diderot.fr/hsal/, date de consultation : 29 septembre 2013.

### **La latinité vue depuis la France et influence et présence françaises en Amérique latine**

#### *Ouvrages*

ANDRADE Margot, *La Colombie et la France. Relations culturelles XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, L'Harmattan, Collection « Recherches Amériques latines », 2012.

CHONCHOL Jacques et MARTINIÈRE Guy, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, L'Harmattan, 1985.

GUERRA François-Xavier, *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, Madrid, Ediciones MAPFRE S.A., Collection « Relaciones entre España y América », 1992.

LOMNÉ Georges, MARTINEZ Frédéric et ROLLAND Dennis, *Les modèles de l'Europe en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 1998.

ORTÍZ VÁSQUEZ Luis Carlos, *La correspondance politique des diplomates français en Colombie 1860-1903*, CHEVALIER François (Directeur), Paris, Thèse en Histoire – Université de Paris I, 1989.

ROLLAND Denis, *La crise du modèle français. Marianne et l'Amérique latine. Culture, politique et identité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes – Institut universitaire de France, 2000.

#### *Chapitres d'ouvrages*

AILLÓN SORIA Esther, « La política cultural de Francia en la génesis y difusión del concepto *L'Amérique latine*, 1860-1930 » GRANADOS Aimer et MARICHAL Carlos (compilateurs), *Construcción de las identidades latinoamericanas. Ensayos de la historia intelectual siglos XIX y XX*, Mexico, El Colegio de Mexico – Centro de Estudios Históricos, 2004, p. 71-105.

GUERRA François-Xavier, « La lumière et ses reflets : Paris et la politique latino-américaine », KASPI André et MARÈS Antoine (directeurs), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, Collection « Notre siècle » – Dirigée par DUROSELLE Jean-Baptiste, Paris, Imprimerie Nationale, 1989, p. 171-181.

MAURO Frédéric, « Les investissements français en Amérique latine XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles », LÉVY-LEBOYER Maurice (textes réunis et présentés par), *La position internationale de la France. Aspects économiques et financiers XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1977, p. 193-202.

MAURO Frédéric, « Las empresas francesas y América Latina, 1850-1930 », MARICHAL Carlos (coordinateur), *Las inversiones extranjeras en América Latina, 1850-1930. Nuevos debates y problemas en historia económica comparada*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, Fideicomiso Historia de las Américas – Serie estudios, première édition, 1995, p. 53-69.

NIÑO Antonio, « Orígenes y despliegue de la política cultural hacia América Latina. 1898-1936 » DELGADO GÓMEZ-ESCALONILLA Lorenzo, GONZALEZ CALLEJA Eduardo et ROLLAND Denis (coordinateurs), *L'Espagne, la France et l'Amérique latine. Politiques culturelles, propagandes et relations internationales XX<sup>e</sup> siècle : hommage à André Bachoud*, Paris – Budapest – Turin, L'Harmattan, 2001, p 25-55.

PHELAN Jhon Leddy, « Pan-Latinism, French Intervention in Mexico (1861-1867), and the Genesis of the Idea of Latin America », ORTEGA Y MEDINA Juan A. (ed.), *Conciencia y autenticidad históricas: escritos en homenaje a Edmundo O'Gorman*, Mexico, UNAM, 1968, p. 279-298.

ROLLAND Denis, « La crise exemplaire d'un modèle européen en Amérique latine : les racines anciennes du retrait du modèle politique et culturel français » VAN EEUWEN Daniel (directeur), *L'Amérique latine et l'Europe à l'heure de la mondialisation. Dimensions des relations internationales*, CREALC – IEP/AIX, collection « Hommes et sociétés », éditions Karthala - CREALC, Paris, 2002, p. 183-226.

SÉRIS Christiane, « Microcosmes dans la capitale ou l'histoire de la colonie intellectuelle hispano-américaine à Paris entre 1890 et 1914 » KASPI André et MARÈS Antoine (directeurs), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, Collection « Notre siècle » – Dirigée par DUROSELLE Jean-Baptiste, Paris, Imprimerie Nationale, 1989, p. 299-312.

## **Les relations franco-états-uniennes et la politique étrangère de la France au XIX<sup>ème</sup> siècle**

### *Ouvrages*

ALLAIN Jean-Claude et. al., *Histoire de la diplomatie française II. De 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, Collection « tempus », 2005.

ABBEY HANNA Kathryn et JACKSON HANNA Alfred, *Napoleon III and Mexico. American Triumph over Monarchy*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1971.

AVENEL Jean, *La campagne du Mexique (1862-1867). La fin de l'hégémonie européenne en Amérique du Nord*, Paris, Economica, 1996.

BIRENBENT Christian, *France-Amérique. 200 ans d'histoire*, Paris, Ellipses, 2010.

BRULEY Yves, *Le Quai d'Orsay impérial. Histoire du ministère des Affaires étrangères sous Napoléon III*, Éditions A. Pedone, 2012.

DUROSELLE Jean-Baptiste, *La France et les États-Unis des origines à nos jours*, Paris, Éditions du seuil, 1976.

HAGE Armand, *Histoire des relations franco-américaines des origines à nos jours*, Paris, Ellipses, collection « Les essentiels de la civilisation anglo-saxonne », 2010.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b> .....	1
<b>Première partie.</b> L'idée d' « Amérique <i>latine</i> » : l'Amérique Hispanique après les indépendances et la naissance de la doctrine Monroe et du discours panlatiniste d'outre-Atlantique 1823-1840 ...	9
<b>1.1</b> Le vecteur et le moteur de la latinité d'outre-Atlantique: le sentiment francophile chez les élites hispano-américaines et l' « internationalisation » de l'isthme centraméricain. ....	9
1.1.1 À l'origine du sentiment francophile chez les élites hispano-américaines : le lien entre les révolutions d'indépendance et la Révolution française.....	9
1.1.2 L' « internationalisation » de l'isthme centraméricain.....	12
<b>1.2</b> La première doctrine Monroe : isolationnisme et principe de non-colonisation sans solidarité.....	15
1.2.1 La naissance de la doctrine Monroe : isolationnisme et principe de non-colonisation.	15
1.2.2 L'interprétation de la doctrine Monroe : l'absence de solidarité.....	17
<b>1.3</b> Alerte jaune en France : la prise de conscience de l'expansionnisme états-unien, la formulation du discours panlatin d'outre-Atlantique et l'idée d' « Amérique <i>latine</i> ».....	19
1.3.1 La « race anglaise » expansionniste et l'Amérique encore « du Sud » : Alexis de Tocqueville.....	19
1.3.2 Le discours panlatiniste d'outre-Atlantique et la naissance de l'idée d' « Amérique <i>latine</i> » : Michel Chevalier.....	20
<b>Deuxième partie.</b> Le concept d' « Amérique <i>latine</i> » : l'expansionnisme providentiel états-unien, le panlatinisme expéditionnaire français et les premiers <i>latino</i> -américains 1840-1870 .....	23
<b>2.1</b> La deuxième doctrine Monroe : providentialisme, annexionnisme et expansion sur l'Amérique centrale et les Caraïbes. ....	23
2.1.1 La doctrine de la « destinée manifeste » comme corollaire de la doctrine Monroe dans la foulée de l'annexion du Texas. ....	23
2.1.2 Les yeux sur les Caraïbes : à la recherche de l'équilibre avec le Royaume-Uni. ....	26
2.1.3 Les pieds sur l'isthme : un président états-unien pour le Nicaragua. ....	28
<b>2.2</b> Alerte rouge en France : du discours panlatin à l'action impériale. ....	30
2.2.1 Le chemin vers la latinité expéditionnaire : le sentiment d'affaiblissement de la position française en Amérique Hispanique. ....	31
2.2.2 « La plus belle pensée » de Napoléon III : un empereur pour le Mexique.....	33

2.2.3 L'effet inopiné de l'aventure mexicaine : le panlatinisme expéditionnaire au service de la Troisième République .....	36
<b>2.3 Ni empereurs européens ni présidents états-uniens : l' « Amérique latine » est née d'un combat.....</b>	<b>38</b>
2.3.1 « Comment s'appelle-t-elle, notre Amérique ? » : l'union commence par un nom commun. ....	38
2.3.2 Le rejet des agressions états-uniennes et la naissance du concept d' « Amérique latine » : à la recherche des premiers <i>latino</i> -américains.....	39
2.3.3 Le rejet de l'impérialisme français et la consolidation du concept d' « Amérique latine » à Paris.....	42
<b>Troisième partie. L' « Amérique latine » traverse l'Atlantique: le panaméricanisme états-unien, la nouvelle latinité française et l'Amérique latine 1870-1914 .....</b>	<b>46</b>
<b>3.1 La troisième doctrine Monroe : le panaméricanisme ou l' « Amérique aux États-Unis ».....</b>	<b>47</b>
3.1.1 « L'Amérique aux États-Unis » : le discours panaméricain et la première Conférence internationale américaine.....	47
3.1.2 Vers un règlement de l'affaire du canal interocéanique : la rupture de l'équilibre avec le Royaume-Uni.....	51
<b>3.2 Naine politique, géante culturelle : le panlatinisme de la Troisième République.....</b>	<b>53</b>
3.2.1 « Chronique d'une mort annoncée » : l'échec français à Panama .....	53
3.2.2 Le panlatinisme républicain : la quête d'influence culturelle auprès des élites <i>latino</i> -américaines.....	56
<b>3.3. L' « Amérique latine » s'enracine dans son propre continent : « América Latina » vs. « Latin (pan) America ».....</b>	<b>59</b>
3.3.1 L'admission et le début de la consolidation : « l'Amérique pour l'humanité », pas pour les États-Unis.....	60
3.3.2. L'enracinement : <i>Ariel</i> et l'hispanité contre le <i>Caliban</i> états-unien.....	62
3.3.3 L' « Amérique latine » états-unienne : unilatéralisme et Latin (pan) America.....	65
<b>Conclusion .....</b>	<b>69</b>
<b>Annexe. Texte original des citations en langue étrangère .....</b>	<b>72</b>
<b>Sources .....</b>	<b>86</b>



<b>Bibliographie</b> .....	90
<b>Table des matières</b> .....	95